

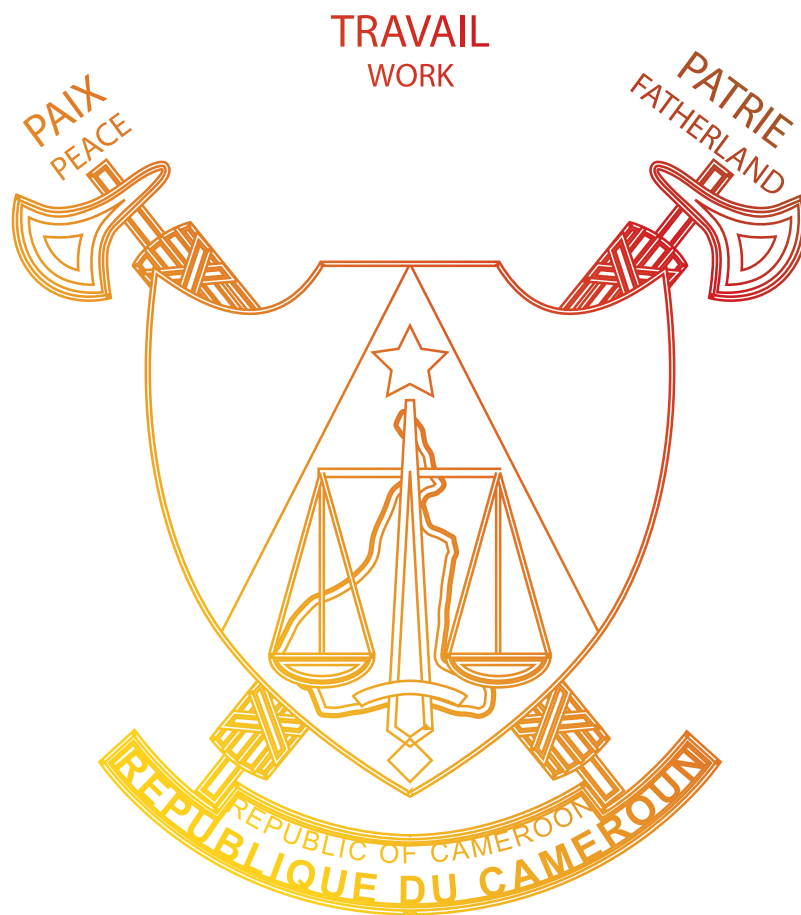


REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



Projet de loi de finances pour l'exercice *2024*

Document Budgétaire Sensible au Genre





SOMMAIRE

	SOMMAIRE	I
	SIGLES ET ABRÉVIATIONS	II
	LISTE DES TABLEAUX	IX
	INTRODUCTION	1
01	CADRE NORMATIF, STRATÉGIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA BSG AU CAMEROUN	4
	I.1. Cadre normatif	5
	I.2. Cadre stratégique	6
	I.3. Cadre institutionnel	9
02	PRINCIPAUX ENJEUX, AVANCÉES EN MATIÈRE DE PROMOTION DU GENRE ET CARTOGRAPHIE SEXO DÉSAGRÉGÉE DES ACTEURS DANS LES MINISTÈRES PILOTES	13
	II.1 Enjeux genre suivant les piliers de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND-30)	14
	II.2 Analyse situationnelle du Genre au Cameroun suivant les axes de la Politique Nationale Genre (PNG)	18
	II.3. Quelques avancées enregistrées par administration pilote	27
	II.4. Cartographie des acteurs dans les administrations pilotes	92
03	ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LES BUDGETS 2023 DES ADMINISTRATIONS PILOTES	98
	III.1 Budgétisation des activités genre sensibles dans les projets de performances des administrations pilotes et analyse des ratios	99
	III. 2. Application de l’outil marqueur genre	124
04	ÉVOLUTION DE LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LE BUDGET DE L’ÉTAT DE 2022 A 2023	129
	IV.1 Écart entre les budgets programmés 2023-2024	130
	IV.2 Évolution des ratios genre programmés de 2023-2024 par ministère	131
	IV.3 profils des ratios genre programmés sur le triennat 2022 à 2024 suivant les programmes budgétaires	132
05	CONCLUSION ET PERSPECTIVES	134
	ANNEXES 1	137

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACEFA	Amélioration de la Compétitivité des Exploitation Familiale Agropastorales
AD	A Déterminer
AEP	Alimentation en Eau Potable
AFD	Agence Française de Développement
AFECNO	Association des Femmes des Collectivités Territoriales Décentralisées de la Région du Nord
AFEMEPIA Centre	Association des femmes du Ministère de l'Élevage des Pêches et de l'Industrie animal pour le centre
AFEMEPIAH	Association des femmes du Ministère de l'Élevage des Pêches et de l'Industrie Animal et Halieutique
AFOP - PCP	Programme d'Appui à la Rénovation et au Développement de la Formation Professionnelle dans les Secteurs de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche, de la Phase de Consolidation et de Pérennisation
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
AFRITAC CENTRE	Centre Régional d'Assistance Technique du Fonds Monétaire International pour l'Afrique Centrale
AGR	Activité Génératrice de Revenus
AIMS	Institut Africain des Sciences Mathématiques
AN	Assemblée Nationale
APC	Approche Par Compétence
APEE	Association des Parents d'Élèves et des Enseignants
ARV	Anti Retroviral
ATPC	Assainissement total piloté par la communauté
AWLN	Official Launch of the African Women Leaders Network in Cameroon
BIP	Projets d'Investissement Public
BSG	Budgétisation Sensible au Genre
BSGE	Budgétisation Sensible au Genre et à l'Enfant
BUCREP	Bureau Central des Recensements et Etudes de Population
CADHP	Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples
CAED	Centres d'Accueils des enfants en Détresses
CAMB	Centre d'Accueil pour Mineurs de Bertoua
CAO	Conception Assisté par Ordinateur
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CCC	Communication pour le Changement de Comportement
CCOUSP	Centre de Coordination des Opérations d'Urgence de Santé Publique
CDE	Camerounaise Des Eaux

SIGLES ET ABREVIATIONS

CDMT	Cadres de Dépenses à Moyen Terme
CDNO	Caisse de Développement de l'Élevage du Nord –Ouest
CEAC	Centre d'Éducation et d'Actions Communautaire
CEBNF	Centre de l'Éducation de Base Non Formel
CEDEF	Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes
CEP	Certificat d'Étude Primaire
CESO	Comité de Reflexion pour la Science Ouverte
CFPR-MI	Centres de Formation Professionnelle Rapides et Métiers Industriels
CHR	Centre hospitalier Régional
CHUR	Centre Hospitalier Universitaire Régional
CHUY	Centre Hospitalier et Universitaire de Yaoundé
CNDDR	Comité National de Désarmement de Démobilisation et de Réintégration
CNERSH	Comité National d'Éthique pour la Recherche en Santé Humaine
CNiv	Cartes Nationales d'Invalidité
CNPBM	Commission Nationale de Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme
CNRPH	Centre National de Réhabilitation des personnes handicapés
CNU	Charte des Nations Unies
COVID19	Corona Virus 2019
CPFF	Centre de Promotion de la Femme et de la Famille
CPN	Consultation Périnatale
CRV	Cartographies de Risques et de vulnérabilité
CSP	Cadre Stratégique de Performance
CSU	Couverture Santé Universelle
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
CU	Communauté Urbaine
DBSG	Document Budgétaire Sensible au Genre
DDEB	Dominant Dystrophic Epidermolysis Bullosa
DFA	Droits des Femmes en Afrique
DGSN	Délégation Générale à la Sûreté Nationale
DHIS	District Health Information Software
DMP	Dossier Médical Partagé
DOB	Débat d'Orientations Budgétaire
DOVAS	Division de l'Orientation de la Vie et de l'Assistance Scolaire

SIGLES ET ABREVIATIONS

DPE	Développement de la Petite Enfance
DPEF	Déclaration de Performance Extra-Financière
DREB	Délégation Régionale de l'Éducation de Base
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DUDH	Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
ECAM	Enquêtes Camerounaises auprès des Ménages
ECS	Éducation Complète à la Sexualité
EDR	Enfant de la Rue
EDS	Enquête Démographique de la Santé
EDSC-V	Enquête Démographique et de Santé du Cameroun -V
EDS-MICS	Enquête Démographique et de Santé – Multiple Indicators Clustery Survey
EESI	Enquête sur l'Emploi et le secteur Informel
EFA	Exploitations Familiales Agricoles
ELECAM	Election Cameroon
ENIEG	École Normale des Instituteurs de l'Enseignement Général
ENS	École Normale Supérieure
EP	Établissements Préscolaires
EPA	Etablissement Public Administratif
EPIA	Élevage, Pêche et Industries Animales
EPIAH	Élevage, Pêche, Industries Animales et Halieutiques
FAIRMED	
FAO	Food and Agriculture Organisation
FCFA	Franc de la Coopération Française d'Afrique
FCP	Projet d'appui au renforcement des services de soins de santé primaire et secondaire
FEICOM	Fonds d'Équipement et d'Intervention Intercommunale
FENASCO	Fédération Nationale des Scolaires
FFMO	Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FINEX	Financement Extérieur
FMI	Fonds Monétaire International
FOSA	Formation Sanitaire
FSLC	First School Living Certificate
FSMS	Food Security Monitoring Systems

SIGLES ET ABREVIATIONS

GCCASP	African Gender Climate Change and Agriculture Support Programme
GIC	Groupement d'Initiative Commune
GIZ	Société allemande pour la coopération internationale
GTSA	Groupe de Travail sur la Sécurité Alimentaire
HACCP	Hazard Analysis Critical Control Point
HTA	Hypertension Artérielle
HVC	Haute Valeur de Conservation
INS	Institut National de la Statistique
IPN	Inspecteur Pédagogique Nationale
IPR	Inspecteur Pédagogique Régionale
IST	Infection Sexuellement Transmissible
JIF	Journée Internationale de la Femme
JIPH	Journée Internationale des Personnes Handicapés
JPO/ESTP	Journées Portes Ouvertes de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel
LMMI	Lutte contre la Mortalité Maternelle et Infantile
LNSP	Laboratoire National de Santé Publique
MCNT	Maladies Chroniques Non Transmissibles
MGF	Mutilations Génitales Féminines
MGPB	Marqueur Genre sur les Programmes Budgétaires
MILDA	Moustiquaires Imprégnées à Longue Durée
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINAT	Ministère de l'Administration Territoriale
MINCOM	Ministère de la Communication
MINDCAF	Ministère du Domaine des Cadastres et des Affaires Foncières
MINDDEVEL	Ministère de la Décentralisation et du Développement Local
MINDEF	Ministère de la Défense
MINEDUB	Ministère de l'Éducation de Base
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Énergie
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEPAT	Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED	Ministère de l'Environnement de la Protection de la Nature et Développement Durable
MINEPIA	Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales

SIGLES ET ABREVIATIONS

MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
MINESUP	Ministère de l'Enseignement Supérieure
MINFI	Ministère des Finances
MINJEC	Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique
MINJUSTICE	Ministère de la Justice
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises de l'Économie Sociales et de l'Artisanat
MINPOSTEL	Ministère de poste et Télécommunication
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINREX	Ministère des Relations Extérieures
MINSanté	Ministère de la Santé
MINT	Ministère du Transport
MINTSS	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
NA	Not Applicable
NASLA	National School of Local Administration
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONSP	Observatoire Nationale de la Santé Publique
ONUFEMME	Organisation des Nations Unies pour la Femme
ONVC	Ordre National des Vétérinaires du Cameroun
OP	Organisations Paysannes
OPA- DOPA	Organisation de Producteurs Agricoles – Direction des Organisations Professionnelles Agricoles et de l'Appui aux exploitations Agricoles
OSC	Organisation de la Société Civile
PADFPA	Projet d'appui au Développement des Filières Agricoles
PADFC	Projet d'Appui au Développement de la Filière Champignon Comestible
PADRT	Projet d'appui au développement des racines et tubercules
PAIRPPEV	Programme d'appui à l'insertion et à la réinsertion socio professionnelle des personnes vulnérables
PAMFIP	Programme d'Appui à la Modernisation des Finances Publiques
PAPMAV-Q	Projet d'Appui à la Production du Matériel Végétal de Qualité.
PARPAC	Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole du Cameroun.
PASMNI	Projet d'appui à la Santé Maternelle Néonatale et Infantile
PCP - ACEFA	Programme de Consolidation et de Pérennisation – Programme d'Appui à la Compétitivité des Exploitations Familiales Agropastorales
PD-CVEP	Projet de Développement des Chaines de Valeurs d'Élevage et de la Pisciculture

SIGLES ET ABREVIATIONS

PD-CVEP	Projet de Développement des Chaines de Valeurs d'Élevage et de la Pisciculture au Cameroun
PDEA	Projet de Développement de l'Entrepreneuriat Aquacole
PEA –JEUNE	Programme d'Entrepreneuriat jeune
PESVISIDANE	Projet d'Élimination de la Transmission du VIH et du Sida de la Mère a l'Enfant
PFE	Pratiques Familiales Essentielles
PIB	Produit Intérieur Brut
PIDMA	Projet d'Investissement et de Développement des Marchés Agricoles
PNDCF	Projet National de Développement de Cultures Fruitières
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
PNG	Politique Nationale du Genre
PNUD	Programme de Développement de Nations Unies
PPA	Projet de Performance Annuel
PPBS	Planification Programmation Budgétisation et Suivi/Évaluation
PRC	Présidence de la République du Cameroun
PRESYNAT	Projet de Renforcement du Système National de Transfusion
PROBMIS	Program Budget Management Information System
PSV	Personne Socialement Vulnérable
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTME	Prévention de Transmission VIH Mère-Enfant
PVVIH	Personnes Vivantes avec le VIH
RAP	Rapports Annuel de Performance
REFELACAM	Réseau des Femmes Élues d'Afrique Section Cameroun
RESUC	Registre Social Unifié du Cameroun
RGAE	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Élevage
RGPH	Recensement Général de la Population et l'Habitat
SAVI	Salon Avicole International de Yaoundé ()
SDSR	Stratégie de Développement du Secteur Rural
SND	Stratégie Nationale de Développement
SPISA	Système Permanent et Intégré des Statistiques Agropastorales ;
SPM	Service du Premier Ministre
SRME	Santé de Reproduction Mère et Enfant
STEM	Science, Technology, Engineering and Mathematics
STIM	Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques

SIGLES ET ABREVIATIONS

SWEDD	Sahel Women Empowerment and Demographic Dividend Project
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TCP	Technical Cooperation Project
UPI	Unité Pédagogique d'Intégration
UTS	Unités Techniques Spécialisées
VBG	Violences Basées sur le Genre
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
ZEP	Zone Éducation Prioritaire

LISTE DES TABLEAUX

Liste des tableaux

Tableau 1 : synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique No1 de la PNG ..	19
Tableau 2 : synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique N° 2 de la PNG.....	20
Tableau 3 : synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique No3 de la PNG.....	21
Tableau 4 : synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique No 4 de la PNG.....	23
Tableau 5 : synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique No 5 de la PNG.....	24
Tableau 6 : synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique No 6 de la PNG.....	25
Tableau 7 : synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique No 7 de la PNG.....	26
Tableau 8 : exécution des activités genre sensible dans le budget 2022 du MINESEC	27
Tableau 9 : exécution a mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINESEC	28
Tableau 10 : exécution des activités genre sensible dans le budget 2022 du MINEDUB	31
Tableau 11 : exécution à mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINEDUB.....	32
Tableau 12 : exécution des activités genre sensible dans le budget 2022 du MINADER	33
Tableau 13 : exécution à mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINADER.....	36
Tableau 14 : exécution des activités genre sensible dans le budget 2022 du MINEPIA	38
Tableau 15 : exécution a mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINEPIA.....	43
Tableau 16 : exécution des activités genre sensible dans le budget 2022 du MINSANTE	48
Tableau 17 : exécution a mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINSANTE.....	54
Tableau 18 : exécution des activités genre sensible dans le budget 2022 du MINPROFF	60
Tableau 19 : exécution a mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINPROFF.....	70
Tableau 20 : exécution des activités genre sensible dans le budget 2022 du MINAS	74

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 21 : exécution a mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINAS	80
Tableau 22 : exécution des activités genre sensible dans le budget 2022 du MINDDEVEL.....	83
Tableau 23 : exécution a mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINDDEVEL.....	85
Tableau 24 : extrait du tableau des disparités sur la représentation effective des femmes et des hommes dans le domaine politique	88
Tableau 26 : synthèse de la cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINEPIA.....	92
Tableau 27 : synthèse de la cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINADER.....	93
Tableau 28 : synthèse de la cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINAS	94
Tableau 29 : synthèse de la cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINEPAT	94
Tableau 30 : synthèse de la cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINDDEVEL	95
Tableau 31 : synthèse de la cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINSANTE	95
Tableau 32 : synthèse de la cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINESEC	96
Tableau 33 : synthèse de la cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINEDUB.....	96
Tableau 34 : synthèse de la cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINFI.....	97
Tableau 35 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINESEC, au MINAS, au MINPROFF et au MINEDUB dans le budget 2024 (Montants en milliers de FCFA).....	101
Tableau 36 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINSANTE, au MINEPAT, au MINPROFF et au MINAS dans le budget 2024 (Montants en milliers de FCFA)	107
Tableau 37 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINEPIA, au MINEPAT, au MINPROFF et au MINAS dans le budget 2024 (Montants en milliers de FCFA)	112
Tableau 38 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINPROFF et au MINAS dans le budget 2024 (Montants en milliers de FCFA)	116
Tableau 39 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINDDEVEL, au MINPROFF et au MINAS dans le budget 2024 (Montants en milliers de FCFA)	117
Tableau 40 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINPROFF et au MINAS dans le budget 2024 (Montants en milliers de FCFA)	118
Tableau 41 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINEPAT, MINPROFF et au MINFI dans le budget 2024 (Montants en milliers de FCFA).....	119
Tableau 42 : détail de la contribution budgétaire des ministères pilotes dans la réalisation des objectifs de l'axe	120

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 43 : budget genre 2024 par administration	122
Tableau 44 : ratio budgétaire genre par programme budgétaire des ministères pilotes en 2024 .	123
Tableau 45 : Grille et critères de notation des programmes	125
Tableau 45 : synthèse du résultat de l'analyse du budget 2024 des ministères pilotes avec l'outil marqueur genre	127
Tableau 47 : évolution des ratios genre par programme budgétaire sur le triennat	132

INTRODUCTION

La volonté affirmée de l'Etat du Cameroun à promouvoir l'édification d'une société juste et démocratique dans laquelle l'égalité entre les femmes et les hommes constitue une valeur fondamentale qui est inscrite dans le préambule de la Constitution du **18 Janvier 1996**. Elle est matérialisée dans les différents cadres de développement nationaux où les questions de genre sont intégrées de manière transversale. Ainsi, la

« **Vision 2035** » dans sa première phase, traduite dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) **2010-2020** prenait déjà en compte ces considérations. La deuxième phase, adossée sur la Stratégie Nationale de Développement **2020-2030 (SND 30)** s'inscrit dans le même prolongement et aborde de manière plus précise les questions du genre et de l'équité dans le pilier « Développement du capital humain et du bien-être ».

Bien que l'environnement politique, économique et social du Cameroun soit favorable à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, il est tout de même constaté la persistance des inégalités de genre, lesquelles s'érigent d'une part en « des questions systémiques » touchant tous les secteurs de la vie nationale, et d'autre part, en obstacles vers une croissance inclusive et durable. Selon le rapport sur le développement humain **2020**, l'Indice d'Inégalité du Genre du Cameroun est de l'ordre de **0,560** et classe le pays au rang mondial de **141** sur **162**. Cette situation est due notamment au fait que, les plans, programmes, stratégies et budgets nationaux qui énoncent les priorités du développement ne prennent toujours pas en compte de manière pertinente les engagements en faveur de l'égalité des sexes. S'agissant particulièrement du budget, les circulaires présidentielles marquent un point d'honneur sur la BSG depuis **2010**. Par ailleurs, des efforts sont faits dans ce sens de manière progressive bien que l'impact soit encore timidement observé.

Cependant, il est important de noter que des améliorations restent encore à faire dans tous les secteurs en faveur de la réduction des inégalités, surtout celles existantes entre les hommes et les femmes qui pourraient être un catalyseur sur l'accélération de la croissance et la réduction de la pauvreté, et partant la réalisation des ODD. Afin de renforcer l'opérationnalité du dispositif stratégique ci-dessus évoqué, la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) s'avère être aujourd'hui, un outil particulièrement efficace pour garantir une planification équitable et pertinente des ressources en s'assurant de leur allocation suffisante et optimisée aux politiques et stratégies visant la réduction des inégalités femmes-hommes.

En effet, la logique de Budget de programme axé sur le résultat, ancre la transition d'une logique de moyens vers une logique de performance structurée autour des programmes, traduisant des politiques publiques, ce qui crée des conditions nécessaires à la prise en compte du genre au niveau de la chaîne de Planification, Programmation, Budgétisation et de Suivi (PPBS). Aussi, cette structuration devrait permettre de rendre visible et de faire le suivi des dépenses réalisées par les ministères sectoriels sous le prisme du genre, à travers l'analyse du possible impact des programmes/actions sur l'égalité entre les sexes. Le Gouvernement envisage de faire la systématisation de la prise en compte du genre dans le budget public, un crédo, en cohérence avec la logique du tryptique « Planification-Programmation-Budgétisation ». Cette démarche, entrée en vigueur au Cameroun depuis le **1er janvier 2013** avec en toile de fond la logique de performance structurée autour des programmes traduisant des politiques publiques, crée les conditions nécessaires à la prise en compte du genre au niveau de la chaîne de Planification, Programmation, Budgétisation et Suivi-évaluation (PPBS).

INTRODUCTION

La Circulaire présidentielle relative à la préparation du budget de l'Etat pour le compte de l'exercice **2024**, prévoit comme en **2023**, l'élaboration du troisième Document Budgétaire Sensible au Genre comme annexe à la loi de finances. Une fois de plus, ce positionnement marque la volonté du Gouvernement de traduire dans les faits l'égalité de genre, d'impulser une dynamique d'ensemble et d'informer sur les initiatives sectorielles destinées à garantir la prise en compte équitable des besoins et des intérêts différenciés des hommes et des femmes dans les processus de développement.

Objectif du Document Budgétaire Sensible au Genre

Le présent Document Budgétaire Sensible au Genre met la lumière sur l'action publique visant à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, les filles et les garçons, en établissant les liens essentiels entre les politiques mises en route et les allocations budgétaires conséquentes. Son objectif principal est de présenter les efforts déployés par le gouvernement et les administrations publiques pour promouvoir l'égalité des sexes en analysant sous le prisme du genre les programmes et projets en lien avec les budgets ministériels et leur impact sur la population.

Le Document Budgétaire Sensible au Genre est un rapport « d'autopsie ». Les remarques du Gouvernement, des élus du peuple et de la société civile sur son contenu peuvent entraîner des changements dans la définition des priorités au cours des prochains exercices budgétaires. En effet, ce document est un résumé d'ensemble qui n'envisage pas de couvrir toutes les activités relevant de la compétence des administrations.

Enfin le Document Budgétaire Sensible au Genre permet non seulement d'analyser les causes et les conséquences des disparités de genre identifiées en se basant sur les données sexo-désagrégées, mais aussi ce document est l'occasion d'informer de façon lisible et accessible les acteurs nationaux et internationaux: Parlement, citoyens, organisations de la société civile... sur l'action gouvernementale en matière de promotion de l'égalité ainsi que l'ensemble des initiatives mises en oeuvre au niveau ministériel.

S'agissant particulièrement de l'élaboration du Document Budgétaire Sensible au Genre **2024**, le processus a connu une avancée du fait de l'actualisation du cadre stratégique de la promotion de l'égalité, le renforcement du cadre normatif. De plus, plusieurs travaux préalables ont été menés et ont conduit à l'actualisation de la matrice de triangulation entre la Politique Nationale du Genre (**PNG**), aux Cadres Stratégiques de Performance (CSP) des administrations afin de garantir une meilleure connaissance des problématiques genre et leur déclinaison, ainsi que l'harmonisation d'un canevas rédactionnel du document, suivi d'une répartition des contributions entre les administrations pilotes et enfin la consolidation desdites contributions par le secrétariat technique placé sous l'égide de la Direction Générale du Budget au MINFI.

une mission d'appui à l'amélioration de la qualité du DBSG a été effectuée par AFRITAC CENTRE courant mois de juillet **2023**, les travaux se sont déroulés avec agilité et itération constante, une adhésion et mobilisation des administrations pilotes, une parfaite collaboration entre le MINPROFF, le MINEPAT, l'INS et le MINFI, l'accompagnement constant des administrations sectorielles et de l'équipe technique par les Partenaires Techniques et Financiers au rang desquels AFRITAC-CENTRE, ONUFEMME et la GIZ, la progressivité dans la démarche et l'évaluation continue.

INTRODUCTION

Au final, le présent document est construit le long du cycle budgétaire et alimenté par différents outils budgétaires notamment, les Cadres Stratégiques de Performance des Administrations, les Cadres de Dépenses à Moyen Terme, les Rapports Annuels de Performance ,les Projets de Performance des Administrations.

Périmètre et champ d'application

La troisième édition du Document Budgétaire Sensible au Genre s'est maintenue sur dix **(10)** administrations pilotes, notamment celles en charge de l'agriculture, de l'élevage, de la décentralisation, de l'éducation de base, des enseignements secondaires, de la santé, des affaires sociales, de la promotion de la femme, de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, et des finances.

Le présent document est structuré autour de quatre parties à savoir i) le cadre normatif stratégique et institutionnel de la BSG au Cameroun, ii) les principaux enjeux et avancées en matière de promotion du genre, iii) l'analyse de la prise en compte du genre dans les budgets **2024** des administrations pilotes, iv) l'évolution de la prise en compte du genre dans le budget de l'Etat de **2023 à 2024**.

Il est important de relever que le document budgétaire sensible au genre est un outil dynamique qui sera amélioré de manière progressive, tout en élargissant son périmètre d'action et son champ de couverture au fur et à mesure des exercices

CADRE NORMATIF, STRATEGIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA BSG AU CAMEROUN



I. CADRE NORMATIF, STRATEGIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA BSG AU CAMEROUN

La budgétisation sensible au genre au Cameroun trouve son ancrage dans un dispositif normatif, stratégique et institutionnel favorable à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

I.1. Cadre normatif

Au Cameroun, le respect des droits de l'Homme et particulièrement ceux de la femme est un engagement fort comme en témoigne la ratification de la plupart des instruments internationaux et régionaux de promotion et de protection des droits humains (traités, conventions et pactes qui prônent les principes d'égalité et de non-discrimination entre les femmes et les hommes dans tous les domaines).

Au niveau international, il y a lieu de citer entre autres :

- la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF);
- la Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants ;
- la Résolution **1325** et les résolutions connexes des Nations Unies sur « femmes, paix et sécurité ».

u niveau régional, plusieurs instruments ont également été ratifiés, notamment :

- la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et son Protocole relatif aux Droits des Femmes en Afrique (Protocole de Maputo) ;
- la Déclaration d'Addis-Abeba sur l'Égalité entre les Hommes et les Femmes en Afrique ;
- la Convention contre la traite des femmes et des enfants.

Au-delà du cadre international et régional, le paysage juridique national est favorable à la promotion de l'égalité des sexes. Dans sa loi fondamentale n° **96/06** du **18 janvier 1996**, le Cameroun réaffirme l'attachement de son peuple aux principes inscrits dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la Charte des Nations Unies et la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. A cet égard, il est énoncé dans le Préambule de la Constitution que « l'être humain, sans distinction de race, de religion, de sexe, de croyance possède des droits inaliénables et sacrés », et que tous les « Hommes sont égaux en droits et en devoirs ». Ce rappel de l'universalité des Droits de l'Homme n'occulte pas la protection catégorielle des droits. Ainsi, le préambule de la constitution du **18 janvier 1996** dispose que « la Nation protège la femme, les jeunes, les personnes âgées et les personnes handicapées ». **2**

Ainsi, ce positionnement en faveur de l'égalité des sexes, de la non-discrimination et de la protection des femmes constitue un des principes fondateurs des politiques publiques et est décliné dans l'arsenal juridique interne à travers plusieurs dispositions législatives et réglementaires. Ainsi, on peut citer sans être exhaustif :

- la loi n°**2016/007** du **12 juillet 2016** portant Code Pénal, dont de nombreuses dispositions répriment les atteintes à l'intégrité physique ou morale des femmes ;
- la loi n°**2005/007** du **27 juillet 2005** portant Code de Procédure Pénale énonce le principe d'égalité entre les hommes et les femmes en matière de prise en compte de leurs droits dans le cadre d'une procédure engagée contre eux en cas de commission d'une infraction ;

- la loi n°**2012/001** du **19** avril **2012** portant Code Electoral et les différentes lois sur les partis politiques traitent de la capacité électorale et des conditions d'éligibilité qui sont les mêmes pour les hommes et les femmes ;
- la loi n° **2009/04** du **14** avril **2009** portant organisation de l'assistance judiciaire qui accorde à la femme sans emploi et sans ressources et abandonnée par son conjoint, l'assistance judiciaire en vue d'obtenir des instances juridictionnelles une pension alimentaire pour elle-même et pour les enfants mineurs laissés à sa charge ;
- le décret n°**94/036** du **1^{er}** mars **1994** portant régime des pensions civiles qui reconnaît à la veuve le droit à la pension de réversion.

Pour ce qui est spécifiquement de la BSG, les deux circulaires ci-dessous font un focus sur la prise en compte du genre dans le budget :

- la circulaire n°**001** du **30** aout **2023** du Président de la République relative à la préparation du budget de l'Etat pour l'exercice **2024** a réaffirmé l'intégration de la démarche de la budgétisation sensible au genre comme priorité dans tous les secteurs de développement national et les modalités de prise en compte dans le budget ;
- La circulaire n°**00000023/C/** MINFI du **02** aout **2022** relative à l'intégration et à l'évaluation de la Budgétisation Sensible au Genre dans le budget de l'Etat qui précise les modalités de prise en compte du genre dans le cycle budgétaire.

I.2. Cadre stratégique

Pour son développement économique et social, le Cameroun a adopté en **2009** la Vision développement à l'horizon **2035** qui ambitionne de faire du Cameroun « Un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité ». Cette Vision **2035** se décline en trois principales phases.

La première phase de mise en œuvre de cette vision de développement à long terme a été opérationnalisée par le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) qui a constitué le cadre global de référence des actions du Gouvernement et des partenaires au développement pour la période **2010-2019**.

La deuxième phase, qui s'appuie sur le bilan de la mise en œuvre du DSCE et des objectifs globaux de la Vision pour la période **2020-2030**, est cadrée par la Stratégie Nationale de Développement (**SND 30**).


Les objectifs poursuivis par phase sont résumés dans la figure ci-dessous :



Les engagements en faveur de l'égalité de genre sont bien définis et présentés dans ces documents de stratégie nationale à moyen et long terme ancrée aux objectifs de développement durable.

Partant de la **Vision du Cameroun à l'horizon 2035**, elle aborde les préoccupations de genre, à travers ses aspirations à savoir : *une Nation favorisant l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives autant que leur égalité professionnelle ; une femme au rôle social renforcé et économiquement autonome.*

Quant au **Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi**, ces questions sont précisées sur les points **269** et **270** du dudit document.



Encadré 1 : Cadre de référence de l'action gouvernementale en matière de genre pour la période 2010-2020

« **269/-** Pour la promotion du genre, le Gouvernement va poursuivre la sensibilisation des parents et de la communauté notamment dans les zones rurales à fortes pesanteurs des coutumes traditionnelles pour permettre à la jeune fille de bénéficier des mêmes conditions d'accès à l'éducation. Dans le même souci, l'État et la communauté internationale veilleront à une représentativité équitable des filles, tous secteurs confondus pour ce qui est de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur ou de l'accès à l'emploi.

270/- Un accent particulier sera mis sur les conditions favorables à l'épanouissement de la femme et sa meilleure contribution au développement socio-économique, ainsi que sur l'encadrement des enfants, des jeunes et des femmes par la création et la réhabilitation des structures d'encadrement. L'État favorisera l'initiation et la formation des femmes aux techniques culturelles appropriées capables de réduire la pénibilité de leurs tâches et d'améliorer leur rendement et leur aptitude à commercialiser leur production. Par ailleurs, un soutien social sera apporté aux femmes et aux enfants en situation difficile »

Source : Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi

La Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), cadre de référence des interventions gouvernementales pour la période indiquée, fait également de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes une priorité. Cette problématique constitue un facteur de développement qui mérite d'être traité pour parvenir à l'émergence. Les problématiques en matière de genre sont ainsi mis en exergue à travers les quatre (04) piliers de la SND30 soit de manière explicite, soit de manière tacite.



Encadré 2 : Orientations en matière de promotion du genre et de l'équité de la SND30

Pour la période **2020-2030**, le Gouvernement compte :

- (i) Poursuivre sa politique d'accès équitable des filles et des garçons, des hommes et des femmes à l'éducation, à la formation et à l'information ;
- (ii) Renforcer les programmes conçus pour encourager l'entrepreneuriat féminin et des jeunes ;
- (iii) Intensifier les concertations avec le système bancaire pour ouvrir les crédits à cette frange de la population ;
- (iv) Intensifier les mesures de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) ;
- (v) Edicter des principes visant à assurer une meilleure représentativité des femmes et des jeunes dans la vie publique et politique ;
- (vi) Poursuivre le renforcement du cadre institutionnel de promotion et de protection des droits de la femme.

Source : *Stratégie Nationale de Développement 2020-2030*

La Politique Nationale Genre (PNG), afin de répondre aux défis en matière de genre et notamment, l'atteinte des ODD y relatifs, le Gouvernement s'est doté depuis **2014** d'un document de politique nationale sur le genre pour servir de cadre d'orientation des interventions dans le domaine de la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes. L'objectif général de la Politique Nationale Genre est de contribuer à l'élimination systématique des inégalités entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de la vie sociale. Afin de prendre en compte les avancées enregistrées selon les objectifs du **DSCE** et les orientations de la deuxième phase de la vision, la **PNG** a été révisée afin de mieux s'accorder aux attentes en matière de réduction des inégalités de genre.



Encadré 3 : Axes stratégiques de la PNG

La **PNG** se décline en sept axes stratégiques, à savoir :

Axe stratégique N° 1 : Promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information ;

Axe stratégique N° 2 : Amélioration de l'accès des femmes et des filles aux services de santé de qualité notamment en matière de Santé de la Reproduction, de maladies non transmissibles, de lutte contre le VIH Sida et d'autres pandémies ;

Axe stratégique N° 3 : Renforcement de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production ;

Axe stratégique N° 4 : Promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits des hommes et des femmes sans discrimination et à l'élimination de toutes les formes de Violences Basées sur le Genre (VBG)

Axe stratégique N° 5 : Renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes, et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire et dans les sphères de prise de décisions ;

Axe stratégique N° 6 : Renforcement des mesures de protection et de résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et de la participation dans la construction de la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble ;

Axe stratégique N° 7 : Renforcement du cadre institutionnel de la promotion du genre dans les politiques publiques y compris les budgets aux niveaux national et local.

Source : *Politique Nationale du Genre 2021-2030*

La déclinaison des cadres logiques des axes de la **PNG** est donnée en annexe xxx.

Des stratégies sectorielles et thématiques intégrant le genre ont également été élaborées afin de résoudre les problèmes liés au genre. Il s'agit des Stratégies Sectorielles de la Santé, de Développement du Secteur rural, de l'Education et de Développement des Services Sociaux, de la stratégie de lutte contre les Violences basées sur le Genre, du Plan d'Action National de la résolution **1325** et des résolutions connexes sur Femmes, Paix et Sécurité, du Plan d'Action National de lutte contre les Mutilations Génitales Féminines, du Plan Sectoriel Femmes, Familles de lutte contre les IST et VIH/SIDA...

1.3. Cadre institutionnel

Au plan global, trois (**03**) catégories d'acteurs occupent une place déterminante dans la prise en compte du genre dans les politiques, programmes, stratégies et budgets. Ces acteurs se situent au niveau gouvernemental, des organes constitutionnels et consultatifs.

3.1 Au niveau gouvernemental

La promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes s'effectue à trois (**03**) niveaux : stratégique, coordination et opérationnel.

Au plan stratégique

Le Président de la République, définit chaque année à travers la circulaire présidentielle relative à la préparation du budget les directives précises en matière de Budgétisation Sensible au Genre. Pour le compte de l'exercice **2023**, il a :

- Réaffirmé l'intégration de la démarche de BSG comme priorité dans tous les secteurs du développement national ;
- Prescrit les administrations de mettre en œuvre les engagements contenus dans la matrice de suivi de la Politique Nationale sur le Genre à travers les cadres stratégiques de performance ;
- Précisé que l'ancrage du genre doit se faire tout le long de la démarche programmatique, les actions et mesures programmées en faveur de l'égalité du genre doivent être présentées dans les documents ministériels servant de base aux conférences budgétaires, et la confirmation de l'intégration du prisme genre dans la programmation constitue un élément de plaidoyer pour les allocations des ressources ;
- Consacré le Document Budgétaire Sensible au Genre et élargi de son périmètre à dix départements ministériels pilotes.
- Précisé que l'ancrage du genre doit se faire tout le long de la démarche programmatique, les actions et mesures programmées en faveur de l'égalité du genre doivent être présentées dans les documents ministériels servant de base aux conférences budgétaires, et la confirmation de l'intégration du prisme genre dans la programmation constitue un élément de plaidoyer pour les allocations des ressources ;
- Consacré le Document Budgétaire Sensible au Genre et élargi de son périmètre à dix départements ministériels pilotes.

Le Premier Ministre, chef du Gouvernement chef du Gouvernement à travers les lettres de notification des enveloppes de base instruisant les membres du gouvernement sur certaines dépenses prioritaires qui doivent faire l'objet d'une attention particulière lors de la ventilation de l'enveloppe accordée. Il s'agit spécifiquement pour cet exercice de prévoir des ressources nécessaires pour la conduite d'une analyse genre au niveau de ces départements ministériels.

Au niveau de la coordination technique

- **Le Ministère des Finances** à travers,

Le Comité Interministériel de la Budgétisation Sensible au Genre, présidé par le Secrétaire Général du Ministère des Finances et secondé par le Secrétaire Général du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille, a pour but de veiller à la prise en compte des aspects genre dans les politiques publiques et leur traduction dans les budgets. Ce comité institutionnalisé grâce à l'appui des Partenaires Techniques et Financiers (ONUFEMME...), a permis notamment d'initier des actions liées au renforcement des capacités. Néanmoins, force est de constater que ledit comité ne s'est pas réuni courant les dernières années. D'où les limites constatées en matière de pilotage.

La Direction Générale du Budget qui assure le portage institutionnel de la BSG. Bien que n'étant pas encore formalisé, malgré la volonté gouvernementale pour son déploiement, à la lumière des bonnes pratiques internationales, l'ancrage de la BSG se fait au sein de la Direction Générale du Budget, notamment la Division de la Réforme Budgétaire en collaboration avec la Division de la Préparation du Budget pour intégrer la perspective genre au niveau du processus budgétaire en animant le dispositif, en élaborant les référentiels nécessaires, en dispensant des sessions de renforcement des capacités et en produisant les documents budgétaires et de performance sensibles au Genre.

- **Le Ministère de l’Economie, de la Planification et de l’Aménagement du Territoire** accompagne l’administration en charge de la politique du genre dans l’élaboration du document de politique sur le genre, s’assure de son alignement à la stratégie nationale de développement et son intégration dans les cadres stratégiques des administrations, accompagne ces dernières dans l’élaboration de leurs Cadres de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) sous le prisme du genre et s’assure de la budgétisation des dépenses d’investissement y relatives.
- **Le Ministère de la Promotion de la femme et de la famille** est en charge de l’élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des politiques publiques en matière de genre. Dans ses missions de coordination, de contrôle et de surveillance en matière d’égalité de sexes, le MINPROFF se positionne comme partenaire dans l’accompagnement des ministères dans la mise en oeuvre des plans et programmes au niveau national. Ce positionnement pourrait être capitalisé dans une collaboration fluide qui existe présentement entre ledit ministère le MINFI et le MINEPAT, en l’occurrence en ce qui concerne la révision des programmes budgétaires à l’aune de la SND30, et au niveau des Conférences Budgétaires et de Performance avec les ministères sectoriels tenues en amont de la procédure budgétaire.
- **Le comité sur les statistiques genres** bras séculier du MINPROFF placé sous son égide, est chargé d’orienter et de superviser la mise en oeuvre du programme d’amélioration de la production et de l’utilisation des statistiques de genre pour assurer le suivi des Objectifs du Développement Durable (ODD).
- **L’institut National de la Statistique (INS)** accompagne les administrations sectorielles dans la production des données statistiques pour le renseignement des indicateurs de performance et réalise les enquêtes d’envergure qui peuvent faciliter les analyses dans le domaine du genre.

Au niveau opérationnel

Les administrations sectorielles, qui mettent en œuvre à travers les programmes budgétaires les orientations et mesures prises en matière de genre et ce à travers :

- **Les points focaux genre** désignés sous l’impulsion du MINPROFF pour œuvrer au «mainstreaming» des questions de genre. Ayant pour rôle majeur d’assurer les interfaces opérationnelles entre les administrations et le MINPROFF ;
- **Les points focaux BSG** désignés au sein de la Direction en charge du Budget dans administrations. Ils s’assurent de la prise en compte du genre tout au long de la procédure budgétaire. Par ailleurs, ils sont chargés d’animer le processus d’intégration des outils relatifs à la BSG et de consolider le DBSG au sein de leur administration.
- **Le contrôleur de gestion** veille à la prise en compte du genre dans le cadre stratégique de performance et établit le suivi et le reporting sensible au genre.

3.2. Au niveau des organes constitutionnels

Le parlement légifère par rapport à tout texte qui se rapporte aux questions de genre. De plus sur le plan budgétaire, il s’assure que les budgets des administrations publiques sont établis et financés dans les conditions qui garantissent la soutenabilité de l’ensemble des finances publiques, contrôle l’action du gouvernement à travers le Débat d’Orientations Budgétaire (DOB), il exerce le contrôle parlementaire à l’occasion de l’examen et adoption du projet de loi de finances et de règlement ainsi que leurs annexes.

La chambre des comptes assure le contrôle juridictionnel des opérations budgétaires et comptables des administrations publiques et émet un avis sur les Rapports Annuel de Performance (RAP) des administrations.

3.3. Au niveau des organes consultatif et Partenaires au développement

La société civile et les acteurs économiques dont leurs rôles respectifs présentent, au cours du processus budgétaire, une opportunité pour promouvoir le débat sur l'égalité. Ils offrent une occasion de communiquer sur l'action gouvernementale en matière de promotion de l'égalité et un portage holistique de la BSG.

Les Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) qui apportent l'appui et l'assistance technique et financier, à travers des programmes ou des projets, pour favoriser le développement économique, social et environnemental.

**PRINCIPAUX ENJEUX,
AVANCEES EN MATIERE DE
PROMOTION DU GENRE
ET CARTOGRAPHIE SEXO
DESAGREGEE DES ACTEURS
DANS LES MINISTERES
PILOTES**



II. PRINCIPAUX ENJEUX, AVANCEES EN MATIERE DE PROMOTION DU GENRE ET CARTOGRAPHIE SEXO DESAGREGEE DES ACTEURS DANS LES MINISTERES PILOTES

II.1 Enjeux genre suivant les piliers de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND-30)

Depuis **2020**, le Cameroun a entamé la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement **2020-2030 (SND 30)**, qui encadre l'action des différents acteurs du développement durant la deuxième phase de la Vision **2035**. La **SND 30** s'articule autour de quatre grands piliers :

- i). le premier pilier, relatif à la transformation structurelle de l'économie nationale, traite de la planification économique qui doit conduire à la résolution des problèmes bien identifiés notamment le faible niveau d'industrialisation et la faiblesse des liens intersectoriels en amont et en aval ; la faible structuration et productivité des Exploitations Familiales Agricoles (EFA) dans le milieu rural (en traitant très précisément des déterminants et des facteurs de production); les infrastructures productives sur lesquelles les priorités doivent être clairement définies ;
- ii). Le deuxième pilier traite du Développement du Capital Humain. Il aborde les stratégies sectorielles à vocation sociale (Education et formation, santé, protection sociale, emploi, etc.) dans la perspective de constituer une main d'œuvre plus productive ;
- iii). Le troisième pilier traite de la promotion de l'emploi et de l'insertion des jeunes dans le circuit économique. Plus précisément, il s'agit de la problématique du sous-emploi, de l'adéquation formation emploi notamment l'adéquation de l'offre de formation à la demande du secteur productif en main-d'œuvre ;
- iv). Le quatrième pilier concerne la gouvernance, la décentralisation et la gestion stratégique de l'Etat. Outre les aspects classiques, ce dernier pilier inclut les questions liées au développement local, au multiculturalisme et au bilinguisme qui sont au centre de la troisième dimension de la Vision **2035**, à savoir « l'unité dans la diversité »

Dans la **SND 30**, la problématique liée au genre est clairement évoquée dans le pilier **2**, plus précisément la partie dédiée à la protection sociale. Toutefois, celle-ci transparaît au travers de tous les quatre piliers.

(i) Enjeux genre dans la Transformation structurelle de l'économie

La transformation structurelle économique fait référence au transfert d'activités économiques des secteurs les moins productifs vers des secteurs plus productifs, maintenant ainsi une croissance forte, durable et inclusive. Ce processus présente généralement au moins deux caractéristiques : (i) la part de l'industrie manufacturière et des services à haute valeur ajoutée dans le PIB augmente, tandis que la part de l'agriculture diminue ; (ii) la part de l'emploi agricole diminue et les travailleurs se déplacent vers d'autres secteurs plus productifs.

Dans la **SND 30**, il est prévu afin d'arriver à cette transformation de : développer les industries manufacturières et services ; (ii) développer la production et la productivité agricoles ; (iii) poursuivre la modernisation des infrastructures productives ; (iv) renforcer l'intégration régionale et la facilitation des échanges ; (v) dynamiser davantage le secteur privé et faire émerger les

champignons nationaux ; (vi) intégrer davantage les préoccupations liées à l’environnement et la protection de la nature ; et (vii) renforcer le système financier national.

Ce processus nécessite donc un accès facile aux ressources productives telles que le financement et la terre d’une part, et à une main-d’œuvre qualifiée, d’autre part. Il faudra en outre que les acteurs, potentiels investisseurs ou employés puissent saisir les opportunités d’affaire qu’offrira l’environnement qui sera alors propice. Ceci étant, les enjeux genre dans la réalisation des objectifs en faveur de la transformation structurelle au Cameroun seront de garantir l’égalité et l’équité entre les hommes et les femmes au niveau de l’accès aux ressources productives, aux opportunités et partant aux bénéfices induits par cette politique. De fait, malgré les efforts observés depuis **2020**, il reste encore beaucoup à faire pour réduire les inégalités d’accès, d’opportunité et de bénéfices entre les hommes et les femmes.

En effet, d’après le rapport de **2022** sur l’écart entre les sexes publiés par le Forum économique mondial, **31 %** des entreprises sont détenues majoritairement par des femmes. En outre, d’après les données de l’Institut National de la Statistique (INS), la proportion de femmes chefs d’entreprises est estimée à **37,2%** en **2021**. Cependant, dans le secteur informel elles représentent la grande majorité de travailleurs (**90,1 %**). Dans l’ensemble, l’on retrouve majoritairement des entreprises individuelles (**95,7%**). L’on note également que la quasi-totalité (**99%**) des entreprises promues par les femmes sont des entreprises individuelles. De plus, les mêmes données permettent de se rendre compte des lacunes en matière de compétences des femmes eu égard les écarts constatés à ce niveau entre elles et les hommes, et par ricochet, de la façon dont ces lacunes limiteront la réalisation d’une croissance inclusive et d’une plus grande participation des femmes à la main-d’œuvre. A titre d’illustration, parmi les diplômés des filières STEM, seulement **32,28 %** sont de sexe féminin.

Concernant l’accès au financement, la mobilisation des fonds de démarrage auprès des établissements de crédit est l’une des principales difficultés rencontrées par des entrepreneurs et spécifiquement ceux de sexe féminin. L’on note que même si le Cameroun promeut et soutient fortement l’entrepreneuriat féminin, les promotrices ne sont pas exemptées des obstacles que rencontrent la plupart des investisseurs au stade du démarrage. En effet, environ **95 %** des femmes ne parviennent pas à obtenir du financement auprès des établissements de crédit lorsqu’elles démarrent une entreprise, contre **93 %** des hommes. Cela s’explique en partie par le fait que les femmes ont tendance à avoir moins accès aux institutions financières offrant les protections nécessaires dont elles ont besoin.

S’agissant de l’accès à la terre, l’accroître de manière équitable est crucial pour lutter contre la faim et la pauvreté. D’après l’enquête démographique et de santé de **2018** (EDSC V, **2018**), **21 %** des femmes de **15-49** ans possèdent des terres et n’ont pas de titre de propriété, ce pourcentage est environ deux fois plus élevé chez les hommes de la même tranche d’âge (**51 %**). En outre, seulement **8 %** des femmes et **10 %** des hommes possèdent de la terre et un acte de propriété sur lequel figure leur nom. Pourtant, le travail dans l’agriculture est assuré à **75%** par les femmes. Les difficultés d’accès des femmes de la propriété foncière et à l’accès à la terre s’expliquent par des fondements socioculturels résultant du système patriarcal qui régit dans un large mesure la société camerounaise. Celles-ci constituent l’un des obstacles majeurs à l’hypothèque et garantie nécessaires à l’expansion des activités agricoles des femmes.

Au niveau de l’accès à l’information, l’on note qu’il n’est pas égal entre les hommes et les femmes. En zone rurale, l’une des contraintes majeures au développement de l’activité économique agricole des femmes se situe au niveau de la communication due au taux élevé d’analphabétisme. Par ailleurs, la hiérarchisation des relations sociales et la position de la femme dans la société ne permet pas une fluidité de la communication entre les acteurs. Les femmes ont plus de contraintes de temps, sont en moyenne plus illettrées que les hommes et surtout possèdent moins de « réseaux sociaux ».

(ii) Enjeux genre dans le Développement du capital humain et du bien-être

Le développement d'un pays d'une part, vise à répondre aux besoins des populations et à leur fournir toutes les commodités de la vie moderne, notamment l'emploi, la santé, le bien-être social et économique, etc. D'autre part, ce développement n'est possible que sur la base d'une population présentant les bonnes caractéristiques, telles que : une bonne formation, une bonne santé et bien-être social et économique. Dans ce sens, la **SND 30** propose une double approche consistant à considérer la population comme bénéficiaire des résultats du développement d'un point de vue quantitatif et comme facteur de développement d'un point de vue qualitatif. Sa politique de développement du capital et du bien-être humains est structurée autour de cinq **(05)** axes à savoir : (i) l'éducation, la formation et l'employabilité ; (ii) la santé et la nutrition ; (iii) l'accès aux facilités sociales de base ; (iv) la protection sociale ; et (v) la recherche pour le développement. Les principaux défis liés au genre dans ce pilier de la **SND 30** sont de garantir de façon équitable entre les filles et les garçons, les hommes et les femmes une éducation, une formation et une santé de bonne qualité, un accès amélioré aux facilités sociales de base et un bien-être, ceci même pour même pour les couches des personnes socialement vulnérables. Sur la base des informations disponibles, certaines observations peuvent être faites sur les écarts en matière d'éducation, de santé et de bien-être entre les filles et les garçons ou entre les femmes et les hommes.

Dans l'éducation, on observe des inégalités persistantes qui défavorisent les filles. D'après l'EDSC-V, dans l'ensemble, **14 %** des hommes et **23 %** des femmes âgés de **6** ans ou plus n'ont aucune éducation. En outre, **43 %** des hommes et **41 %** des femmes ont une éducation primaire, **36 %** des hommes et **31 %** des femmes ont une éducation secondaire. Très peu d'hommes (**7 %**) et de femmes (**5 %**) ont le niveau supérieur. Pour ce qui est de la formation professionnelle, les données laissent entrevoir une égalité de genre. En effet, dans les centres publics et privés de formation professionnelle en **2018**, le pourcentage des filles est estimé à **50,6%**. Par ailleurs, les filles accèdent plus aux formations professionnelles relevant des structures publiques notamment les centres de Formation Professionnelle Rapides et Métiers Industriels (CFPR-MI) avec un pourcentage de **93%**.

En matière de santé, on peut noter les efforts considérables du Gouvernement. Néanmoins beaucoup de défis restent à relever au niveau de la santé de reproduction. Dans sa politique de lutte contre la mortalité maternelle, le Gouvernement camerounais souhaite atteindre un ratio de **70** décès sur **100.000** naissances d'ici **2030** tel que recommandé par les Objectifs du développement durable (ODD3). Pour y parvenir d'ici **7** ans, le pays a de gros efforts à fournir sur l'approvisionnement des centres de santé et les communautés en produits essentiels dans la contraception et la maternité des femmes et filles. D'ailleurs, les données obtenues dans l'EDSC V de **2018** montre que le pays enregistre un ratio de mortalité de **406** décès sur **100.000** naissances vivantes. Ceux-ci sont survenus soit durant la grossesse, soit pendant l'accouchement ou dans les **42** jours qui ont suivi l'accouchement ou la fin de la grossesse, non compris les décès dus à des accidents ou à des actes de violence

Concernant les autres facilités sociales de base à savoir l'eau et l'assainissement, l'environnement, l'habitat, l'équipement et de manière générale tous les éléments qui garantissent la satisfaction des besoins fondamentaux, leur accès n'est pas équitable au Cameroun.

Les résultats obtenus à partir des données des trois dernières éditions de l'Enquête Démographique et de Santé (EDSC-III **2004**, EDS-MICS **2011** et EDSCV **2018**) réalisées auprès d'échantillons représentatifs des ménages aux niveaux national et régional, montrent que les différentes formes de violences, qu'elles soient sexuelle, physique, émotionnelle ou psychologique, y compris le mariage forcé, le déni de ressources, d'opportunités ou de services, persistent au Cameroun malgré la baisse des taux de prévalence observée depuis **2004**. D'après l'EDSC-V **2018**, **13%** de femmes ont été victimes de violences sexuelles à un moment quelconque de leur vie et **5%** au cours des **12** derniers mois. D'après la même enquête, **39%** de femmes et **42%** d'hommes

âgés de **15-49** ans ont déclaré avoir subi des violences physiques depuis l'âge de **15** ans. Les femmes seraient de moins en moins victimes de violences physiques. En **2018**, leur pourcentage a sensiblement baissé à **39%** comparé à **53%** en **2004** et **55%** en **2011**. Le pourcentage de filles qui se marient précocement a diminué de **20%** par rapport à **2004** : il est de **12%** en **2018**.

(iii) Enjeux genre dans la Promotion de l'emploi et insertion économique

La transformation structurelle visée par le Cameroun dans la **SND 30** devrait être atteinte sur la base de son plein potentiel en termes de capital humain. Ceci permettra d'assurer non seulement des gains optimums en productivité mais aussi une croissance équitablement partagée. Toutefois les données permettent de se rendre compte que ce potentiel n'est pas pleinement exploité à son optimal car il subsiste des inégalités basées sur le genre. De fait, ces données laissent penser que les femmes sont encore confrontées à des obstacles qui les empêchent d'accéder à des emplois plus productifs.

D'après les données de la deuxième Enquête sur l'Emploi et le secteur Informel (EESI 2) de **2010**, la situation de l'insertion sur le marché de travail varie selon que le sexe. Le taux d'activité des hommes est de **74,1%** contre **64,2%** pour les femmes. Le taux d'emploi des hommes est de **71,7%** contre **61,4** pour les femmes. Les femmes sont en situation défavorable par rapport aux hommes dans le domaine de l'emploi et de l'insertion économique. Le taux d'activité des femmes en milieu urbain est **43,7%** contre **49,9%** en milieu rural. Les femmes en milieu rural sont donc plus actives que celles en milieu urbain. Dans le domaine de l'emploi informel, les femmes dirigent **54,4%** des UPI contre **45,6%** chez les hommes. Les unités de production informelles dirigées par les hommes ont une structure par secteur d'activité différente de celle des femmes. En effet, **40,1%** des unités dirigées par les hommes opèrent dans les services, **32,2%** dans le commerce et **27,7%** dans l'industrie. Chez les promotrices d'UPI par contre, l'on observe que la plupart des UPI exercent dans l'industrie (**39,6%**) ; le reste étant partagé entre le commerce (**34,8%**) et les services (**25,6%**). La répartition des emplois du secteur informel selon le statut montre que les travailleurs pour compte propre (**70,6%**) sont majoritaires. Cette proportion est plus élevée chez les femmes (**75,9%**) que chez les hommes (**64,6%**). Les patrons représentent **7,7%** de l'ensemble des emplois, soit **10,5%** chez les hommes et **5,1%** chez les femmes. Les salariés représentent **8,6%**. Cette proportion est plus importante chez les hommes (**15,2%**) que chez les femmes (**2,6%**). Les aides familiaux et les apprentis représentent respectivement **7,7%** et **4,7%** de l'effectif total.

(iv) Enjeux genre dans la décentralisation, la Gouvernance et la gestion stratégique de l'Etat

Pour ce qui est de la situation des femmes et hommes dans la décentralisation et gouvernance locale, les élections municipales du **09 février 2020** ont révélé l'intérêt aussi bien des femmes, des jeunes que des hommes dans la gestion des affaires locales depuis **2004**. Le Cameroun a amorcé son processus de décentralisation qui a abouti en **2019**, à l'adoption de la Loi **2019/024** du **24 décembre 2019** portant Code général de la décentralisation. Parmi les **10 626** Conseillers Municipaux que compte le Cameroun, **2 541** sont des femmes, soit un taux de représentativité de **24%**. Ce nombre quoiqu'en deçà des standards nationaux et internationaux qui sont respectivement de **30%** et **50%**, paraît important et témoigne de la vitalité de la démocratie locale et de la vision politique. Parmi les **958** adjoints au Maire des Communes et Communautés Urbaines, on dénombre **327** femmes, soit un taux de représentativité de **34,1%**. En d'autres termes, un adjoint au Maire sur trois est une femme. Si l'on compare avec les mandatures précédentes, on peut constater de réels progrès. En effet, ce taux en **2007** était de **19,7%**. Par ailleurs, au **31 décembre 2020**, **39** des **360** Maires sont des femmes, soit un taux de représentativité de **10,83%**. Ce chiffre est en nette augmentation par rapport à **2013**, où il se situait à **6,9%**. Il convient également de relever qu'aucune femme n'a été élue Maire de Ville dans les **14** Communautés Urbaines encore moins Présidente de Conseil Régional.

En ce qui concerne la représentativité des femmes à des postes non électifs, Il faut relever quelques avancées significatives en matière de promotion des femmes aux postes de responsabilité. C'est le cas des nominations des femmes à la tête des Sociétés d'Etat et dans plusieurs départements ministériels et institutions publiques et privées ces dernières années. En effet le palmarès genre des administrations publiques, élargi aux organismes publics et parapublics, conduit par le Ministère de la Promotion de la femme depuis **2016** montre qu'en **2019**, sur **8405** postes clés, l'on a **5832** pour les hommes (**69,38%**), contre **2435** pour les femmes (**29,01**).

Tout de même il convient de noter qu'à bien des niveaux de responsabilité, le taux de représentativité féminine reste ostensiblement en deçà des normes conventionnelles, notamment les **30%** de Beijing, et les **50%** de l'Union Africaine et des Nations Unies, quand ils n'affichent pas un score vierge. La représentation féminine n'atteint ou ne dépasse les **30%** que dans certains cas. Il y aurait lieu de remarquer aussi que les effectifs féminins croissent à des niveaux de poste pour ainsi dire opérationnels ou d'exécution. Ces effectifs sont résiduels au fur et à mesure que l'on remonte vers les positions stratégiques et/ou de pouvoir. A ce niveau, d'ailleurs, les responsables de sexe féminin identifiés occupent des positions d'accompagnement (Vice-Présidents de l'Assemblée Nationale ou du Sénat).

II.2 Analyse situationnelle du Genre au Cameroun suivant les axes de la Politique Nationale Genre (PNG)

Cette section du document permet de mettre en exergue les avancées enregistrées pour quelques-uns des indicateurs retenus dans le Cadre de Mesure de Rendement de la **PNG**. Les indicateurs affichés étant ceux qui interpellent les administrations pilotes. Les avancées enregistrées sont le résultat de la mise en œuvre des activités sensibles au genre au cours du triennat **2020-2023**. Dans l'ensemble, des avancées notoires ont été observées de **2020** à **2023**. Toutes fois, elles ont été enregistrées de manière inégale en fonction des axes stratégiques de la **PNG**. Si elles ont été assez encourageantes pour les axes **1, 2 3** et **7**, les résultats observés au niveau des axes **4, 5** et **6** restent faibles. Le détail des avancées enregistrées suivant les champs couverts par la **PNG**, est donné par les sections ci-dessus.

Promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information

Dans l'ensemble, les actions mises en œuvre par le MINAS, le MINPROFF, le MINEDUB, le MINESEC et les PTFs ont permis d'enregistrer des résultats encourageants relativement à la scolarisation de la jeune fille notamment dans les ZEP et l'alphabétisation des femmes. Toutefois, il est relevé des insuffisances au niveau des initiatives prises pour favoriser l'achèvement du cycle secondaire par les jeunes filles. En effet, le taux d'abandon scolaire chez les jeunes filles dans le cycle secondaire (Global) a augmenté de **2020** à **2022** chez les jeunes filles. Il est passé de **11,46%** en **2020** à **12,62%** en **2021** et **12,89%** en **2022**. La synthèse des avancées enregistrées par indicateurs de l'axe stratégique N°1 de la **PNG** est donné dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1: synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique No1 de la PNG

Axe stratégique de la PNG	Objectif	Indicateur	Avancées
Axe 1 : Promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information	Promouvoir l'accès équitable des filles et des garçons, des hommes et des femmes à l'éducation, à la formation et à l'information	Indice de parité garçons/ filles dans l'enseignement	<ul style="list-style-type: none"> ► L'indice de parité garçons/filles dans l'enseignement secondaire est passé de 0,90 à 0,93 de 2021 à 2022 ► L'indice de parité garçons/filles dans le primaire est passé de 0,81 en 2020 à 0,84 en 2021 et 0,9 en 2022
		Taux d'achèvement fille/garçon dans les différents ordres d'enseignement	<ul style="list-style-type: none"> ► Le taux d'achèvement dans le primaire qui était de 71,1% en 2020 est passé à 75,1% en 2022, soit une augmentation de 4 points ceci notamment grâce à de nombreuses actions mises en œuvre. ► Le taux d'achèvement des filles en dernière année du cycle primaire est passé de 67,2% en 2020 à 71,3% en 2022 soit une augmentation de 4.1 points et un taux de réalisation de 103,3%. Cette performance se justifie grâce aux mesures incitatives prises par le Ministère de l'Education de Base ► Le taux d'achèvement du premier cycle du secondaire a connu une baisse d'une année à une autre de 2019 à 2021. Les valeurs de cet indicateur sur les quatre dernières années étaient respectivement de 54,02% en 2019, 51,70% en 2020, 50,53% en 2021 et 50,80% en 2022. Les facteurs exogènes que sont les crises sécuritaires et sanitaires ont généralement été évoqués comme étant les causes principales de ces baisses. Les relatives accalmies observées dans les zones insécurisé et au niveau de la pandémie COVID 19, couplés aux efforts colossaux déployés du sommet stratégique du MINESEC à la base opérationnelle dans le cadre de ce programme, peuvent justifier l'inversion de la courbe observée en 2022.
		Taux brut de scolarisation des filles dans les ZEP	<ul style="list-style-type: none"> ► Le taux brut de scolarisation des filles dans les ZEP pour le secondaire est passé de 20,1% en 2020 à 22,8% en 2021 et 23,7% en 2022. ► Le taux brut de scolarisation des filles dans les ZEP pour le primaire est passé de 126,60% en 2020 à 119,80% à 2021 et 125% en 2022
		Taux net de scolarisation des filles dans les ZEP	<ul style="list-style-type: none"> ► Le taux net de scolarisation des filles dans les ZEP pour le secondaire est passé de 17,6% en 2020 à 18,0% en 2021 et 18,8% en 2022
		Taux d'abandon scolaire chez les jeunes filles dans le cycle secondaire (Global)	<ul style="list-style-type: none"> ► Le taux d'abandon scolaire chez les jeunes filles dans le cycle secondaire (Global) est passé de 11,46% en 2020 à 12,62% en 2021 et 12,89% en 2022
		Taux d'alphabétisation des jeunes femmes de 15-24 ans	<ul style="list-style-type: none"> ► Le taux d'alphabétisation est passé de 66.24% en 2020 (année de référence) à un taux de 67.3% en 2022.

Amélioration de l'accès des femmes et des filles aux services de santé de qualité notamment en matière de Santé de la Reproduction, de maladies non transmissibles, de lutte contre le VIH Sida et d'autres pandémies

Selon les résultats d'EDS-V, 2018, le Cameroun enregistre un taux de mortalité maternelle de **406** décès maternels pour **100 000** naissances vivantes. Les femmes âgées de **15 à 49** ans, vivant au Cameroun, restent donc exposées de manière importante à la mortalité liée à la grossesse ou à l'accouchement. Les statistiques actualisées n'étant obtenue qu'à partir des grandes enquêtes avec une fréquence de collecte d'au plus une fois tous les **5** ans, les valeurs exactes des indicateurs de l'axe **2** de la **PNG** en **2022** ne sont pas disponibles. Toutefois, dans le **RAP 2022** du **MINSANTE**, la valeur actuelle du taux de mortalité maternelle, pour ce qui est des décès audités est passé de **45,5%** en **2020** à **43,6%** en **2022**. Les accouchements assistés par un personnel de santé qualifié ne représentent toujours que **69%**. Parallèlement, les besoins non satisfaits en PF sont de **23%** chez les femmes mariées et **47%** chez les autres femmes. La prévalence contraceptive est de **15,4%**. La synthèse des avancées enregistrées suivant les champs couverts par la **PNG**, dans le domaine de la santé, est donnée par le tableau ci-dessous. Les résultats ayant été obtenus grâce aux actions mises en œuvre par le **MINSANTE**, le **MINAS**, le **MINPROFF** et les **PTFs**.

Tableau 2: synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique N° 2 de la PNG

Axe stratégique de la PNG	Objectif	indicateur	avancées
Axe 2 : Amélioration de l'accès des femmes et des filles aux services de santé de qualité notamment en matière de Santé de la Reproduction, maladies non transmissibles, de lutte contre le VIH Sida et d'autres pandémies	Assurer aux femmes et aux hommes, ainsi qu'aux filles et aux garçons, des services de santé de qualité, notamment en matière de santé de la reproduction aptes à réduire de façon significative les risques de mortalité et morbidité liée à la maternité, aux maladies non transmissibles, à l'infection au VIH/sida, ainsi que d'autres pandémies.	Taux de mortalité maternelle	Le taux de mortalité maternelle pour les décès audités est passé de 46% en 2020 à 45,5% en 2022
		Taux de prévalence du VIH chez les femmes et les adolescentes de 15 -24 ans,	Sur 853 399 FEC reçues en Consultation Périnatale (CPN) 827 279 ont été testées au VIH, soit 96,9% . Une réalisation en hausse de 2,1 points par rapport à l'année 2021 .
			Sur 17 587 femmes enceintes identifiées VIH+ dans le pays 15 950 ont été mises sous TARV, soit 90,7% . Une tendance quasi similaire à celle de 2021 où cette performance était de 90,2% .

Renforcement de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production

Ces dernières années, la hausse des prix des produits de première nécessité et des vivres frais sur les marchés ont occasionné une baisse du volume du panier de la ménagère et une diminution du pouvoir d'achat des femmes. Les Petites et Moyennes Entreprises dirigées par les femmes connaissent un ralentissement de leurs activités (salon de coiffure, bar/restaurant, etc.) ; le capital financier soutenant ces activités étant entamé pour subvenir aux besoins des ménages. Pour y remédier, le gouvernement Camerounais avec l'appui de ses PTs met sur pied des initiatives et projets visant à faciliter l'accès des femmes aux facteurs de production et à améliorer la rentabilité

de leur travail. Les valeurs des indicateurs, retenus dans le Cadre de Mesure de Rendement de la PNG pour mesurer l'impact de ces initiatives, ne pouvant être collectées uniquement lors des grandes enquêtes et recensements organisés au plus une fois en 5 ans (ECAM, EESI, RGAE, RGPH...), il ne nous a pas été possible d'afficher leur progression jusqu'en 2023. Toutefois, d'importantes actions ont été menées par le MINADER, le MINEPIA, le MINEPAT, le MINAS et le MINPROFF en vue de la résorption des inégalités d'accès des hommes et des femmes aux opportunités économiques, à l'entrepreneuriat et à l'emploi. La synthèse de ces actions est donnée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3 : synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique No3 de la PNG

Axe stratégique de la PNG	Objectif	Indicateur	Avancées
Axe 3 : Renforcement de la contribution des femmes au développement socioéconomique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production	Renforcer les mesures en vue de la résorption des inégalités d'accès des hommes et des femmes aux opportunités économiques, à l'entrepreneuriat et à l'emploi	Taux de pauvreté des femmes,	<ul style="list-style-type: none"> ▶ 2023 personnes (1146 femmes et 877 hommes) bénéficiaires d'appuis dans le cadre du PAIRPPEV mis en œuvre au MINAS ;
		Proportion des femmes chef d'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Plusieurs actions considérables ont été entreprises pour renforcer le pouvoir économique des femmes par le MINEPIA et ses structures sous tutelle. Il s'agit ▶ Pour le programme ACEFA en 2022 sur 255 247 producteurs accompagnés, 88 175 soit 33,7 % sont les femmes. ▶ La Caisse de Développement de l'Élevage du Nord –Ouest (CDNO) a contribué à la formation et au renforcement des capacités en techniques de production avicole. Ainsi sur 104 formés, 62 sont les femmes soit 59,6%. ▶ En matière de pêche, grâce au programme PCP AFOP, 159 Maitres Pêcheurs ont été formés avec 23 femmes ▶ Parmi les Organisations Paysannes (OP) et les personnalités bénéficiaires du matériel agricole au MINEPAT, nous avons mis en avant la proportion de femmes bénéficiaires en considérant les OP ou elles sont Délégués de GIC, Présidente de Coopératives, Leaders d'Association, Parlementaires ou Maires. En 2021, 27,52% des bénéficiaires sont des femmes.

Axe stratégique de la PNG	Objectif	Indicateur	Avancées
Axe 3 : Renforcement de la contribution des femmes au développement socioéconomique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production	Renforcer les mesures en vue de la résorption des inégalités d'accès des hommes et des femmes aux opportunités économiques, à l'entrepreneuriat et à l'emploi	Proportion des femmes chef d'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> ➤ En 2022, le PEA –JEUNE a procédé à la distribution des kits d'installation pour un montant de 387 213 FCFA à 165 bénéficiaires dont 165 dans les filières animales repartis comme suit 95 hommes et 70 femmes soit 42,2%. La répartition par filière d'élevage se présente ainsi qu'il suit i) filière porcine 18 femmes et 30 homes ii) volaille 39 femmes et 35 hommes iii) lapin 3 femmes et 4 hommes et enfin élevage non conventionnel 1 homme et une femme. ➤ En matière d'insertion socio-professionnelle de la jeune fille le programme PCP AFOP a formé 379 jeunes , a inséré 136 hommes et 23 femmes pour un montant de 574 836 957 FCFA.
		Taux d'activité des femmes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 18 333 personnes handicapées (8460 filles/femmes et 9873 garçons/hommes) de bénéficie des mesures de réinsertion économique present par le MINAS
		Taux d'activité des femmes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ En matière d'amélioration des capacités entrepreneuriales des femmes, le MINEPIA s'appuie sur les projets et programmes PCP ACEFA, PEA-Jeunes et PD-CVEP , PCP AFOP . l'ONVC et FAO
		Taux d'activité des femmes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour le programme PCP ACEFA, en 2022 sur 255 247 producteurs accompagnés , 88 175 sont des femmes soit 34, 5%
		Taux d'activité des femmes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour le PEA-Jeunes, sur 555 jeunes incubés, 275 sont des filles/ femmes soit un taux d'incubation de 49,5% et en matière de distribution des kits d'installation sur 344 kits, 167 filles / femmes soit 48,5% soit 48,5%.
		Taux d'activité des femmes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour le PD-CVEP, sur 93 promoteurs des PME, 26 femmes soit 28% sont des femmes formées en bonne pratiques d'hygiène sur le système HACCP ;
		Taux d'activité des femmes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour le programme PCP AFOP sur 379 jeunes insérés sur le plan socio-professionnel, 143 sont des filles /femmes soit 38% pour un montant de financement de 574 836 957 FCFA.
		Taux d'activité des femmes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ En 2022, l'Ordre National des Vétérinaires du Cameroun (ONVC) a examiné 19 demandes d'installation en clientèle privée , 10 femmes soit 52,2% ont été installées en clientèle privée.
		Taux d'activité des femmes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour le FAO dans le cadre d'un TCP, 2500 poules Goliath ont été distribués à 180 femmes et 06 incubateurs de capacités de 1000 œufs distribués à 06 organisateurs de producteurs femmes.

Promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits des hommes et des femmes sans discrimination et à l'élimination des Violences Basées sur le Genre (VBG)

Plusieurs initiatives visant à réduire la prévalence des VBG ont été mises sur pied par le Gouvernement et ses PTFs. Il s'agit notamment du renforcement des mécanismes de prévention, de réduction et de réponse aux VBG ainsi que la validation par le MINPROFF et UNFPA, de la stratégie nationale VBG et du plan national de lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF). Toutefois, on relève la montée des VBG notamment dans les zones de crises sécuritaire. Le RAP 2022 de UNFPA révèle que **32%** des camerounaises en union survivent avec au moins une des formes des VBG (physique, émotionnelle, sexuelle ou économique) perpétrée par leurs conjoints. La synthèse des avancées enregistrées à partir des actions mises en œuvre par le MINAS et le MINPROFF, est donnée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4: synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique No 4 de la PNG

Axe stratégique de la PNG	Objectif	Indicateur	Avancées
Axe 4 : Promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits des hommes et des femmes sans discrimination et à l'élimination des Violences Basées sur le Genre (VBG)	Promouvoir un environnement juridique et socioculturel favorable au respect des droits humains et à la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG)	Pourcentage de femmes victimes de violences depuis l'âge de 15 ans causées par une personne quelconque,	► Suivi, accompagnement psychosocial et prise en charge de 28 349 enfants (15 141 filles et 13 208 garçons) ayant subi au moins une forme d'exploitation, de violence ou d'abus (traite, trafic, violence, négligence...);
			► 180 intervenants du secteur éducation formés sur la question de la violence et la lutte contre la consommation des drogues à Buea.
			► 10 plans régionaux de lutte contre la violence et la consommation de la drogue en milieu scolaire élaborés et diffusés.
			► 1260 victimes d'abus ont bénéficié d'une assistance psychosociale;
			► 5666 enfants gardés à vue ou en détention (958 filles et 4708 garçons).

Renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes, et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire et dans les sphères de prise de décisions

Au niveau politique, l'accès des femmes à la prise de décision (Parlement, Gouvernement) et dans les postes non électifs (Sociétés d'État, Administration publiques, Diplomatie, Commandement territorial, Justice...) s'est amélioré. En effet, les données des dernières élections sénatoriales (**2018**), législatives et municipales (**2020**) révèlent qu'au parlement on compte **26%** de femmes au Senat et **33,33%** à l'Assemblée Nationale; **10,83%** des Maires sont des femmes et **34,1%** adjointes au maire. Comparativement avec les élections de **2013** (sénatoriale, législatives et municipales), on n'avait que **20%** de femmes sénateurs, **30,6%** de femmes députés, **8,33%** de femmes maires, **31,8%** de femmes adjointes aux maires. Pour ce qui est de la représentativité aux postes non électifs, on observe une légère hausse; en effet, on note qu'en **2019**, sur **8405** postes clés **29,01%** étaient occupés par des femmes contre **23,48%** en **2017**. Concernant les indicateurs retenus

dans la PNG dans ce domaine, les avancées à date ne peuvent être relevées, les élections et nominations au niveau régional et Municipal ayant lieu tous les 5 ans. Toutefois, des actions visant une meilleure implication des femmes dans la vie politique et sociale sont mises en œuvre par le MINAS, le MINPROFF et le MINDDEVEL.

Tableau 5 : synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique No 5 de la PNG

Axe stratégique de la PNG	Objectif	Indicateur	Avancées
Axe 5 : Renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes, et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire et dans les sphères de décisions	Promouvoir une participation accrue et une meilleure représentation des hommes et des femmes dans la gouvernance publique et la prise des décisions à tous les niveaux	Taux de représentativité des femmes aux postes électifs,	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le code électoral prône un quota minimal de représentativité féminine de 30%. L'organisation des sessions de plaidoyer auprès des parlementaires, des décideurs et des élus locaux en vue de la revalorisation des quotas reste de mise
			<ul style="list-style-type: none"> ➤ Suite aux élections de 2020, la représentativité féminine selon les postes se décline ainsi qu'il suit :
			<ul style="list-style-type: none"> • Adjointes aux Maire : 31,8%
			<ul style="list-style-type: none"> • Mairies : 10,83%
			<ul style="list-style-type: none"> • Conseillers municipaux : 24%
			<ul style="list-style-type: none"> • Exécutifs Régionaux : 0%
			<ul style="list-style-type: none"> • Conseillers régionaux : 22,88%
			<ul style="list-style-type: none"> ➤ 100 Bagyéélis dont 04 chefs de groupements et 04 Chefs de villages, en vue de leur implication à la vie publique par le MINAS

Renforcement des mesures de protection et de résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et de la participation dans la construction de la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble

Le contexte national du Cameroun est marqué, depuis quelques années par la crise sécuritaire et des tensions sociopolitiques dans certaines localités du pays. La crise sécuritaire qui, jusque-là, était ressentie dans certaines localités de la région de l'Extrême-Nord entretenue par la secte terroriste Boko-Haram et dans la région de l'Est par la crise sociopolitique en République Centrafricaine (RCA), a aussi touché la région du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; crise sociopolitique entretenue cette fois-ci par des bandes armées remettant en cause l'unité nationale. Face à ces crises sécuritaires et sociopolitiques, le Gouvernement a déployé les forces de défense légale pour mettre hors d'état de nuire les criminels de tous bords tout en cherchant le chemin d'un retour à la paix. Plusieurs initiatives sont mises en œuvre par le Gouvernement, avec l'appui de ses partenaires de bonne volonté pour réduire les souffrances des populations exposées dont certaines ont dû se déplacer vers d'autres localités où règnent la paix et la sécurité, ou se déplacer hors du territoire national où elles vivent dans la précarité. Le tableau ci-dessous donne la synthèse des actions ayant été mises en œuvre par le MINAS et qui visent à Renforcer la protection et la participation équitable des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et dans la construction de la paix, de la cohésion sociale et le vivre ensemble.

Tableau 6 : synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique No 6 de la PNG

Axe stratégique de la PNG	Objectif	Indicateur	Avancées
Axe 6 : Renforcement des mesures de protection et de résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et la participation dans la construction de la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble	Renforcer la protection et la participation équitable des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et dans la construction de la paix, de la cohésion sociale et le vivre ensemble	Proportion de femmes et filles bénéficiaires de la réponse humanitaire,	13368 enfants réfugiés (7413 filles et 5955 garçons) bénéficiaires d'une prise en charge auprès des structures opérationnelles du MINAS ;
			44796 enfants déplacées internes (28021 filles et 16775 garçons) bénéficiaires d'une prise en charge auprès des structures opérationnelles du MINAS ;
			518 filles mères et femmes déplacées internes ont reçu des appuis AGR venant du MINAS
			149 migrants bénéficiaires d'une assistance multiforme soit : 45 femmes, 73 hommes et 31 enfants.

Renforcement du cadre institutionnel de la promotion du genre dans les politiques publiques y compris les budgets aux niveaux national et local.

Les Lettres circulaires présidentielles relatives à la préparation du budget prévoient depuis **2010** à date, une section sur le genre notamment dans sa prise en compte dans les différents documents examinés lors des Conférences Budgétaires. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette orientation, le format du CDMT a été amélioré pour permettre un meilleur affichage des efforts consentis par les administrations pour réduire les inégalités entre les hommes et les femmes. D'autres initiatives ont été prises par le MINFI, le MINEPAT et le MINPROFF et sont condensées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 7 : synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique No 7 de la PNG

Axe stratégique de la PNG	Objectif	Indicateur	Avancées
<p>Axe 7 : Renforcement du cadre institutionnel de la promotion du genre dans les politiques publiques y compris les budgets aux niveaux national et local.</p>	<p>Renforcer le cadre institutionnel national et local en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et assurer l'institutionnalisation du genre dans tous les secteurs de la vie nationale.</p>	<p>Proportion de CTD et ministères sectoriels disposant de plans et budgets genre sensibles,</p>	<p>➤ Le format du rapport de revue des activités des administrations a été amélioré afin de permettre une meilleure prise en compte des efforts consentis par les administrations pour la réduction des inégalités lors de cet exercice</p>
		<p>➤ La matrice de triangulation entre la SND30-la PNG et les CSP des administrations a été actualisée et a été enrichie de 12 administrations outre les ministères pilotes. cette matrice est l'outil principal qui est utilisé par les administrations afin de s'assurer que les activités retenues comme sensibles au genre sont cohérentes non seulement avec la PNG mais aussi avec la SND30</p>	
		<p>➤ Des sessions de renforcement de capacité des sectoriels et référents du MINFI et du MINEPAT chargés d'accompagner les administrations a la préparation de leur budget ont été tenues en mars et septembre 2023.</p>	
		<p>➤ Des séances d'accompagnement des administrations et des EPA ont été tenues tout au long de la préparation du budget</p>	
		<p>➤ Rendu à la deuxième année d'utilisation du format CDMT sensible au genre, il est relevé un meilleur renseignement des sections prévues pour l'affichage des efforts consentis par les administrations pour la réduction des inégalités et la promotion de l'autonomisation des femmes. Les questions de genre ont été abordées lors des instances de validation des deux premières versions des CDMT élaborées pour la campagne de programmation 2024-2026. Au sortir de chacune de ces instances, un rapport de la prise en compte du genre dans le CDMT a été élaboré.</p>	
		<p>➤ 24 administrations ont formellement désigné leurs points focaux BSG</p>	
		<p>➤ Avec l'appui du MINPROFF, le MINDDEVEL a commencé la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités des CTD en matière d'intégration du genre dans les budgets.</p>	
		<p>Nombre de rapports genre élaborés et présentés au parlement</p>	<p>➤ Le troisième DBSG a été élaboré et est annexé au projet de Loi de Finance 2024</p>

II.3. Quelques avancées enregistrées par administration pilote

Cette section du document permet de mettre en exergue quelques réalisations opérationnelles remarquables aussi bien au regard des activités genre marquées en **2022** (et retenues dans le DBSG **2022**), que celles mises en œuvre par les administrations en **2023**. Les données relatives à l'exécution financière de ces activités sont issues du dispositif informatique PROBMIS et celles relatives aux réalisations techniques proviennent des RAP **2022**, du rapport de revue des activités élaboré en **2023**, des rapports d'évaluation a mis parcours de la mise en œuvre des activités exécutées en **2023** et des PPA **2024** des administrations pilotes.

Au Ministère des Enseignements Secondaires

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINESEC, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les actions du MINESEC marquées comme genre sensible dans les budgets **2022** et **2023** sont condensées dans les tableaux ci-dessous. Lesdits tableaux présentent pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget **2022** et a mis parcours du budget **2023**.

Tableau 8 : exécution des activités genre sensible dans le budget 2022 du MINESEC

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
Programme 106 Amélioration de la qualité de l'éducation et de la vie en milieu scolaire dans le sous-secteur des enseignements secondaires	Action 01 Amélioration de l'action pédagogique	Systematisation de l'encadrement et de la formation continue des Inspecteurs, des enseignants et des responsables administratifs	Budget révisé : 639 200 taux d'exécution : 99,97%	Formation de 346 enseignants de mathématiques dans le cadre du projet AIMS 58 programmes d'études et 58 guides pédagogiques élaborés et implantés ; 1 406 inspecteurs et 27 314 enseignants formés ; 15516 inspections faites ; 1 443 élèves-professeurs ont été suivis et évalués.
		Amélioration des apprentissages des élèves filles et garçons en Maths à travers le projet AIMS	Budget révisé : 29 750 taux d'exécution : 99,96%	
		Renforcement de l'encadrement et du suivi évaluation des personnels (enseignants, élèves professeurs, élèves maitres)	Budget révisé : 973 100 taux d'exécution : 99,97%	

Programme 106 Amélioration de la qualité de l'éducation et de la vie en milieu scolaire dans le sous-secteur des enseignements secondaires	Action 02 Renforcement de la lutte contre les déperditions scolaires	Promotion de l'assistance scolaire chez les élèves filles et garçons	Budget révisé : 85 000 taux d'exécution : 100%	10 Infirmeries construites et équipées ; Tenue d'un atelier de formation en accompagnement psychosocial des élèves déplacés des zones en proie à l'instabilité sociale : 20 Chefs de services régionaux et départementaux formés ; 20 Chefs de services régionaux et départementaux formés en accompagnement psychosocial des élèves déplacés des zones en proie à l'instabilité ; 250 Guides d'accompagnement psychologique produits et diffusés. 75 élèves formés comme agent U-report, 16 Cartographies de Risques et de vulnérabilité (CRV) élaborées dans les villes d'Edéa, Kribi et Ambam ; Des caméras de vidéosurveillance installées dans une centaine d'établissements scolaires ;
		Promotion de la sante scolaire	Budget révisé : 831 750 taux d'exécution: 99,18%	
	Action 03 Amélioration des conditions de travail et de vie en milieu scolaire	Renforcement du culte d'excellence	Budget révisé : 684 500 taux d'exécution: 99,86%	99 établissements équipés en caméra de vidéosurveillance ; 80 blocs de 06 latrines et de 50 forages construits ; 800 palmes académiques attribuées aux enseignants méritants ;
		Dynamisation des activités post et périscolaires	Budget révisé : 935 000 taux d'exécution: 99,84%	

***Montants en milliers de FCFA**

Le tableau ci dessous permet de visualiser le niveau d'exécution à mis parcours 2023 des activités retenues comme sensibles au genre dans le budget en cours.

Tableau 9 : exécution a mis parcours des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINESEC

Programme	Activités marquées	Taches marquées	Réalisation	
			Financière	Technique
Programme 105: Renforcement de l'accès aux enseignements secondaires	Renforcement des établissements en mobiliers	Equipement de salles de classe en 60 tables banc avec dispositif de protection de l'intimité des élèves filles	Budget révisé : 348 500 taux d'exécution: 100%	En cours
		Equipement de salles de classe en bureaux et chaises avec dispositif de protection de l'intimité des enseignantes		En cours

Programme	Activités marquées	Taches marquées	Réalisation	
			Financière	Technique
Programme 105: Renforcement de l'accès aux enseignements secondaires	Renforcement des établissements en mobiliers	Equiper de la salle des professeurs en bureaux et chaises avec dispositif de protection de l'intimité des enseignantes		En cours
Programme 106 : Amélioration de la qualité de l'éducation et de la vie en milieu scolaire dans le sous-secteur des enseignements secondaires	Systématisation de l'encadrement et de la formation continue des Inspecteurs, des enseignants et des responsables administratifs femmes et hommes	Suivi-évaluation-formation par les IPR des enseignants des deux sexes	Budget révisé : 642 200 taux d'exécution : 88,03%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ En lien avec la santé scolaire et l'encadrement psychopédagogique: 68 006/89 611 filles supplémentées en Fer et Acide Folique dans les régions de l'Adamaoua, Est, Extrême-Nord et Nord ; ➤ Construction de 80 blocs de 06 latrines et de 50 forages ➤ Attribution de 800 Palmes académiques aux enseignants méritants
		Formation des hommes et des femmes à l'approche explicite		
		Formation des hommes et des femmes à l'éducation inclusive		
		Formation continue des enseignants et Inspecteurs des deux sexes		
		Suivi-évaluation des personnels hommes et femmes de la chaîne pédagogique		
		Suivi-évaluation par les IPN des Inspecteurs, animateurs Pédagogiques et les élèves-enseignants hommes et femmes		
		Suivi-évaluation par les IPR des enseignants hommes et femmes d'informatique		
		Mise sur pied d'une plateforme d'hommes et de femmes de suivi-évaluation des maillons de la chaîne pédagogique		
Amélioration des apprentissages en Maths à travers le projet AIMS	Appui du MINESEC à la promotion des élèves en général et des filles en particulier dans les STIM (les Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques)	Budget révisé : / taux d'exécution : /		

Programme	Activités marquées	Taches marquées	Réalisation	
			Financière	Technique
Programme 106 : Amélioration de la qualité de l'éducation et de la vie en milieu scolaire dans le sous-secteur des enseignements secondaires		Contribution du MINESEC relative à la formation des enseignantes et enseignants de mathématiques à la sensibilisation des chefs d'établissement dans le cadre du partenariat MINESEC-AIMS	Budget révisé : 29 750 Taux d'exécution : 21,95%	En cours
	Renforcement de l'encadrement et du suivi évaluation des personnels (enseignants, élèves professeurs, élèves maitres) femmes et hommes	Encadrement et évaluation des enseignants et enseignantes par les IPR de L'inspection pedag reg. du...	Budget révisé : 973 250 Taux d'exécution : 98,99%	En cours
	Promotion de l'assistance scolaire chez les filles et garçons en milieu scolaire		Budget révisé : 170 000 Taux d'exécution: 0%	En cours
	Amélioration des conditions et du cadre de travail des enseignants et enseignantes et élèves filles et garçons e milieu scolaire	Construction des blocs de latrines séparées pour les élèves filles et garçons	Budget révisé : 231 356 500 Taux d'exécution : 0,23%	En cours
	Renforcement du culte d'excellence	Attribution des palmes académiques aux hommes et aux femmes	Budget révisé : 61 750 Taux d'exécution : 19,43%	En cours
		Projet prix d'excellence aux enseignants hommes et femmes et aux élèves filles et garçons	Budget révisé : / Taux d'exécution : /	En cours
	Dynamisation des activités post et périscolaires	Renforcement des capacités des personnels hommes et femmes en charge des APPS	Budget révisé : 850 000 Taux d'exécution: 0%	En cours

Programme	Activités marquées	Taches marquées	Réalisation	
			Financière	Technique
Programme 107 : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur enseignements secondaires	Actualisation des données statistiques et de la carte scolaire		Budget révisé : 73 750 Taux d'exécution : 4 0,85%	En cours
Programme 112 :	Développement de la culture entrepreneuriale en milieu scolaire		Budget révisé : 407 700 Taux d'exécution : 11,27%	En cours

***Montants en milliers de FCFA**

Au Ministère de l'Education de Base

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINEDUB, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les actions du MINEDUB marquées comme genre sensible dans les budgets **2022** et **2023** sont condensées dans les tableaux ci-dessous. Lesdits tableaux présentent pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget **2022** et a mis parcours du budget **2023**.

Tableau 10 : exécution des activités genre sensible dans le budget 2022 du MINEDUB

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
Programme 102 Universalisation du cycle primaire	Action 02 Amélioration de la qualité de l'éducation dans les écoles primaires	Développement et suivi des activités pédagogiques administratives dans l'enseignement primaire	Budget révisé : 143 750 taux d'exécution : %	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 200 écoles dans les zones d'éducation prioritaires, dans les zones déclarées difficiles et dans les zones sous scolarisées des 10 régions du Cameroun ont été contractualisées ; ➤ 640 écoles ont été subventionnées ; ➤ 360 Arrondissements ont fait l'objet de la Mise en place des Conseils d'Ecole.
	Action 03 Soutien à la scolarisation de la jeune fille	Promotion de l'équité	Budget révisé : 50 000 taux d'exécution : 80%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 2 546 élèves filles ont bénéficié des bourses d'excellence dans les 10 régions du pays ; ➤ 04 DREB (Adamaoua, Est, Ouest et Extrême Nord), 8 DDEB, 8 Préfets, 30 Sous- Préfets, 32 IAEB, 25 chefs de bureau des IAEB, 427 Directeurs d'Ecoles, 1200 membres des Conseils d'Ecole y compris les membres des APEE, 43 conseillers Municipaux, 08 leaders communautaires et 76

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
Programme 102 Universalisation du cycle primaire	Action 03 Soutien à la scolarisation de la jeune fille	Promotion de l'équité	Budget révisé : 50 000 taux d'exécution : 80%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Chefs Traditionnels ont été sensibilisés à l'accès, à la rétention et à l'achèvement du cycle primaire par la jeune fille ; ➤ 140 000 enfants scolarisés dans les ZEP ; ➤ 295 salles de classe construites ou réhabilitées dans les ZEP ; ➤ 290 000 enfants ayant bénéficié d'un appui psychosocial dans les ZEP ; ➤ 270 000 kits scolaires distribués dans les ZEP ; ➤ 4 000 enseignants formés sur la prise en charge psycho social dans les ZEP; ➤ 1 200 membres de comités de gestion formés dans les ZEP.
		Education de la jeune fille	Budget révisé : 128 828 taux d'exécution : 99,53%	

***Montants en milliers de FCFA**

Le tableau ci-dessous permet de visualiser le niveau d'exécution à mis parcours 2023 des activités retenues comme sensibles au genre dans le budget en cours.

Tableau 11 : exécution à mis parcours des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINEDUB

Programme	Activités marquées	Taches marquées	Réalisation	
			financière	technique
Programme 102 : Universalisation du Cycle Primaire	Développement et suivi des activités pédagogiques administratives dans l'enseignement primaire	Formation des enseignants sur les méthodes et techniques d'enseignement relatives à l'approche inclusive	Budget révisé : 13 015 taux d'exécution : 100%	En cours
		Redynamisation des conseils d'écoles dans les EP pour le soutien à l'accès et à l'achèvement de la jeune fille, de l'enfant vulnérable et celui vivant avec un ou plusieurs handicap	Budget révisé : / taux d'exécution : /	En cours
		Evaluation du niveau d'atteinte des objectifs assignés aux 69 écoles primaires publiques pilotes inclusives	Budget révisé : 34 000 taux d'exécution : 0%	En cours
	Education de la jeune fille	Mobilisation communautaire en faveur de l'inscription et du maintien des filles à l'école	Budget révisé : 21 250 taux d'exécution : 0%	En cours
		Renforcement des capacités des enseignants pour des pratiques pédagogiques sensibles au genre	Budget révisé : 34 000 taux d'exécution : 77,76%	En cours

Programme 102 : Universalisation du Cycle Primaire	Education de la jeune fille	suivi et évaluation de l'opération de distribution des bourses d'excellence scolaire aux meilleures élèves filles au CEP et au FSLC	Budget révisé : 21 250 taux d'exécution : 47,06%	En cours
		Attribution des bourses d'excellence scolaire aux jeunes filles des écoles primaires publiques	Budget révisé : 100 000 taux d'exécution : 0%	En cours
	Promotion de l'équité	Fonds de contrepartie du programme MINEDUB-UNICEF	Budget révisé : 50 000 taux d'exécution : 0%	En cours

***Montants en milliers de FCFA**

Au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINADER, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les actions du MINADER marquées comme genre sensible dans les budgets **2022** et **2023** sont condensées dans les tableaux ci-dessous. Lesdits tableaux présentent pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget **2022** et à mi-parcours du budget **2023**.

NB : Pour le cas particulier du MINADER, les réalisations affichées dans le RAP ne sont pas sexo désagrégées. Les résultats affichés sont relatifs à la mise en œuvre des activités relatives aux filières portées en majorité par les femmes.

Tableau 12 : exécution des activités genre sensible dans le budget 2022 du MINADER

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
Programme 184 productivité et production des filières agricoles	Action 01 Amélioration de la productivité et de la production des filières céréales	Développement de la filière sorgho/mil	Budget révisé : 300 000 Taux d'exécution : 100%	253,9T de semences certifiées de sorgho acquises et en cours de conditionnement
		Soutien à la production de la filière maïs	Budget révisé : 700 000 Taux d'exécution : 99,95%	Semences de maïs acquis et distribuées : 16T de semences de base de maïs acquises et distribuées 1T de semences de prébase de maïs acquis et distribuées
	Action 02 Amélioration de la productivité et de la production des filières racines et tubercules	Développement de la filière manioc	Budget révisé : 100 000 Taux d'exécution : 100%	2 850 000/3 000 000 boutures de base de manioc acquises et distribuées
	Action 04 Amélioration de la productivité et de la production des autres filières	Développement des filières légumières (soja, haricot, arachide...)	Budget révisé : 46 000 Taux d'exécution : 91,30%	

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
Programme 184 productivité et production des filières agricoles	Action 04 Amélioration de la productivité et de la production des autres filières	Développement des filières maraichères	Budget révisé : 40 000 Taux d'exécution : 99,97%	Acquisition et distribution de : <ul style="list-style-type: none"> ➤ 291/291 boîtes de 100g de semence tomate Rio Grande TopSeed ; ➤ 300/300 boîtes de 100g de semence tomate Rio Griffation ; ➤ 188/188 boîtes de 50g de semence tomate Hybride Cobra F1 ; ➤ 69/69 boîtes de 50g de semence pastèque Grey Belle ; ➤ 69/69 boîtes de 50g de semence pastèque Top Seed Bella ; ➤ 77/77 boîtes de 50g de semence pastèque Hybride Technisem ; ➤ 714/714 boîtes de 100g de semence poivron Yolo Wonder Top Seed ; ➤ 1249/1249 sachets de 50g de semence persil Frize Technisem ➤ 999/999 boîtes de 100g de semences poireaux ;
		Développement de la filière champignon	Budget révisé : 61 190 Taux d'exécution : 98,44%	2T de nouvelles souches acquises et distribuées
	Action 05 Structuration et renforcement des capacités techniques des acteurs	Accompagnement des acteurs des filières racines et tubercules, fruits et produits dérivés dans le processus de structuration et renforcement de leurs capacités	Budget révisé : 305 000 Taux d'exécution : 100%	Les populations sont sensibilisées sur les retombées des chaînes de valeurs de cajou
		Mise en place des champs écoles et unité de démonstration (19 000 villages)	Budget révisé : 10 000 Taux d'exécution : 100%	12 823 sachets de 100g d'insecticides acquis et distribués pour l'entretien des parcelles de démonstration

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
Programme 185 Résilience des systèmes de production agricole et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	Action 02 Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables	Promouvoir et diversifier les stocks de sécurité alimentaire	Budget révisé : 250 000 Taux d'exécution : 97,84%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 01/01 Rapport d'enquête nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle disponible ; ➤ 02/02 supports d'enquêtes produits et diffusés du cadre Harmonisé des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Cameroun ; ➤ 12 352/13 837 tonnes de céréales acquises et stockées ; ➤ 02/02 fiches de communication produites et diffusées du cadre Harmonisé des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle ; ➤ 10/10 Sessions de Food Security Monitoring Systems (FSMS) organisée dans toutes les dix (10) régions du Cameroun ➤ 07/07 réunions mensuelles du Groupe de Travail sur la Sécurité Alimentaire (GTSA) tenues.
Programme 186 Amélioration de l'environnement infrastructurel et de l'accès aux facteurs de production et aux marchés	Action 03 Promotion des équipements et matériels agricoles	Développement des pools d'engins	Budget révisé : 956 995 Taux d'exécution : 95,76%	
	Action 05 Aménagements hydro-agricoles	Aménagement des bas-fonds	Budget révisé : 380 000 Taux d'exécution : 100%	160 ha/450ha dans le bas-fond du Noun sont aménagés
	Action 06 Promotion du financement agricole	Développement des mécanismes d'accès aux crédits agricoles à travers l'appui au montage des plans d'affaire bancable pour les OP et	Budget révisé : 795 851 Taux d'exécution : 0%	Accompagnement des jeunes formés à l'élaboration de leurs projets d'insertion

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
Programme 187 Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur	Action 03 Système d'information et Production statistiques	Réalisation des enquêtes et recensement sur les filières et l'économie agricole	Budget révisé : 50 000 Taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La collecte des données sur la transhumance ; ➤ L'apurement des données des entreprises agropastorales et aquacoles ; ➤ La collecte des données dans les entreprises agropastorales et aquacoles ; ➤ La production du document de référence du système permanent et intégré des statistiques agropastorales (SPISA) ; ➤ La poursuite de la relecture/ finalisation des documents et outils techniques de collecte et d'analyse (questionnaires, manuels d'instructions, plan d'analyse, plan de traduction)

***Montants en milliers de FCFA**

Le tableau ci-dessous permet de visualiser le niveau d'exécution à mis parcours 2023 des activités retenues comme sensibles au genre dans le budget en cours.

Tableau 13 : exécution à mis parcours des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINADER

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Taches marquées	Réalisation	
			Financière	Technique
Programme 184: production et productivité des filières agricoles	Soutien à la production de la filière maïs		Budget révisé : 15 357 920 Taux d'exécution : 58,97%	Acquisition de 1 300 tonnes de semences de maïs pour 65 000 ha de surface cultivées ; soit une réalisation technique de 90%
	Soutien à la production de la filière sorgho/mil		Budget révisé : 775 000 Taux d'exécution : 0%	Semences certifiées de sorgho 160 tonnes (190 millions)
	Soutien à la production de la filière manioc		Budget révisé : 53 810 Taux d'exécution : 23,59%	6 774 066 boutures acquis et distribuer pour 6 774 ha
	Soutien à la production de la filière pomme de terre		Budget révisé : 1 380 299 Taux d'exécution : 0%	Semences certifiées de pommes de terre 662,5 tonnes ; 117.863 kg de semence distribuer a 123 producteurs pour 69ha (44 hommes, 28 femmes, 51 jeunes)

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Taches marquées	Réalisation	
			Financière	Technique
Programme 184: production et productivité des filières agricoles	Soutien à la production des filières légumières (soja, haricot, arachide...)		Budget révisé : 1 476 000 Taux d'exécution : 0%	Semences certifiées de Soja 208 tonnes Semences certifiées de haricot 75 tonnes
	Soutien à la production de la filière maraîchère		Budget révisé : 3 725 000 Taux d'exécution : 6,29%	Acquisition matériels (motopompe, tuyaux pvc, Arroseurs agricoles Plastiques – portée 15 m - Fileté 3/4 », kits goutte à goutte 50,40 , Pulvérisateurs à dos de Classe A) pour accompagner de façon multiforme 40 OP , afin d'irriguer 35ha de maraichages en zone périurbaine ; 2 500 kg de semences certifiées acquis et diffusés, 2 500 hectares de cultures maraîchères emblavés ; 3 000 tonnes d'engrais organiques acquis pour restaurer la fertilité de 1 200 ha de sols à usage maraicher ; 2 250 tonnes d'engrais minéraux acquis pour fertiliser 15 000 ha de cultures maraîchères (150 kg/ha).
	Soutien à la production de la filière champignon		Budget révisé : 52 750 Taux d'exécution : 99,99%	Supervision des activités ; Acquisition du petit matériel agricole
Programme 184: production et productivité des filières agricoles	Accompagnement des acteurs des filières racines et tubercules, fruits et produits dérivés dans le processus de structuration et renforcement de leurs capacités		Budget révisé : 25 000 Taux d'exécution : 100%	Réalisation d'une étude diagnostic genre (Recrutement d'un consultant; Production des outils de collecte; Formation des enquêteurs ; Réalisation de l'étude auprès de 55 coopératives sur 110 dans les 04 régions d'intervention du projet ; Atelier de validation de l'étude.) ; Elaboration de la stratégie genre (Recrutement consultant, Réalisation de l'activité ; Atelier de validation de la stratégie genre)

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Taches marquées	Réalisation	
			Financière	Technique
Programme 184: production et productivité des filières agricoles	Accompagnement des acteurs des filières racines et tubercules, fruits et produits dérivés dans le processus de structuration et renforcement de leurs capacités		Budget révisé : 25 000 Taux d'exécution : 100%	Elaboration de la note de ciblage et d'inclusion sur le genre (Sessions de consultation des parties prenantes ; Elaboration de la note de ciblage et d'inclusion ; Session de validation de la note de ciblage) ; 34.620 semences distribuées aux 564 planteurs pour 230,8 ha (370 hommes, 100 femmes, 94 jeunes)
Programme 185 : gestion durable des systèmes de production agricole et sécurité alimentaire	Aménagement des bas-fonds		Budget révisé : 3 250 000 Taux d'exécution : 3,41%	160 ha irrigué ; Opérations d'immatriculation des sites d'investissements ;
Programme 187	Coordination des activités de l'Unité de suivi de la journée mondiale de l'Alimentation, Telefood et Food for Progress program, femmes rurales, point focal genre		Budget révisé : / Taux d'exécution : /	Journée mondiale de l'alimentation célébrée. Journée mondiale de la femme rurale : (50 machettes ; 15 pulvérisateurs ; 20 sacs engrais organiques ; 20 paires de bottes ; 20 combinaison ; 02 moulin à maïs ; 10 portes tout ; 10 brouettes ; 40 sacs engrais chimiques)

***Montants en milliers de FCFA**

Le tableau ci-dessous permet de visualiser le niveau d'exécution à mis parcours 2023 des activités retenues comme sensibles au genre dans le budget en cours.

Au Ministère de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINEPIA, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les actions du MINEPIA marquées comme genre sensible dans les budgets **2022** et **2023** sont condensées dans le tableau ci-dessous. Lesdits tableaux présentent pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget **2022** et a mis parcours **2023**.

Tableau 14: exécution des activités genre sensible dans le budget 2022 du MINEPIA

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
PROGRAMME 053 Développement des productions et des Industries Animales	ACTION 01 Amélioration de la productivité et de la production de la filière bovine (lait-viande)	Assurer le soutien des producteurs hommes et femmes de la filière bovine	Budget révisé : 542 198 Taux d'exécution : 73,13%	93 représentants des établissements pilotes (entreprises/PME) dont 26 femmes ont été formés par le PD-CVEP sur la mise en place effective des Bonnes Pratiques d'Hygiène et sur le Système HACCP ;

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
	ACTION 02 Amélioration de la productivité et de la production de la filière porcine	Assurer le soutien et l'accompagnement des producteurs hommes et femmes et agro-industries	Budget révisé : 4 475 658 Taux d'exécution : 97,83%	En matière d'accompagnement des producteurs par le programme ACEFA : <ul style="list-style-type: none"> ➤ 17 843 OP (GIC, GP, OPA etc..) ont été accompagnés soit 255 247 producteurs dont 88 175 femmes ; ➤ 293 groupes de producteurs ont reçu des paiements de 2ème tranche de financements tandis que 12 GP ont reçu les paiements de 1ère tranche de financements pour un montant global de 658 426 332 FCFA
PROGRAMME 053 Développement des productions et des Industries Animales	ACTION 03 Amélioration de la productivité et de la production de la filière avicole	Assurer le soutien et l'accompagnement des producteurs et agro-industries de la filière volaille	Budget révisé : 159 500 Taux d'exécution : 47,33%	PEA-JEUNES : <ul style="list-style-type: none"> ➤ 555 jeunes dont 275 femmes ont été incubés et renforcés en capacités dont 371 en production animales parmi lesquelles 166 femmes ➤ 628 kits d'installation attribués pour un montant global de 780 443 282 FFA dont 344 en production animale parmi lesquelles 167 femmes. <ul style="list-style-type: none"> • Reparties comme suite : • volaille : 215 jeunes ont été appuyés dont 112 femmes • Porc : 89 jeunes ont été appuyés dont 37 femmes ; • Lapin : 14 jeunes ont été appuyés dont 5 femmes ; • ENC ; 8 jeunes ont été appuyés dont 3 femmes • 538 crédits productifs (310 hommes et 228 femmes) ont été accordés aux entreprises appuyées par le PEA-Jeunes, pour un montant de 229 758 294 F CFA
PROGRAMME 053 Développement des productions et des Industries Animales	ACTION 04 Amélioration de la productivité et de la production de la Filière Petits ruminants	Assurer le soutien et l'accompagnement des producteurs hommes et femmes et agro-industries de la filière petits ruminants	Budget révisé : 600 000 Taux d'exécution : 89,72%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 2 323 petits ruminants acquis et distribués aux membres de quinze (15) coopératives d'élevage des petits ruminants du Nord-Ouest par le LIFIDEP ; ➤ 507 plans d'affaires financés jusqu'en 2021 ont fait l'objet d'accompagnement dans leurs mises en œuvre en 2022 et repartis ainsi qu'il suit :

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
PROGRAMME 053 Développement des productions et des Industries Animales	ACTION 04 Amélioration de la productivité et de la production de la Filière Petits ruminants	Assurer le soutien et l'accompagnement des producteurs hommes et femmes et agro-industries de la filière petits ruminants	Budget révisé : 600 000 Taux d'exécution : 89,72%	<ul style="list-style-type: none"> • 29 PA en petits ruminants ; • 175 Plans d'affaires ont été financés et mises en œuvre dont 89 dans la filière Bovin viande, 85 dans la filière laitière et d'un (01) dans l'industrie laitière ; • 02 Plans d'affaires intégrateurs (PA) financés dans la transformation du porc et 82 Plans d'affaires en porc financés en 2021 ; • 02 Plans d'affaires intégrateurs financés dans la transformation de la volaille • 191 plans d'affaires (116 PA en volaille chair et 75 PA en volaille ponte)
	ACTION 05 Amélioration de la productivité et de la production des autres filières d'élevages (élevage des équins et des asins, apiculture, élevages non conventionnels et des animaux de compagnie)	Assurer le soutien et l'accompagnement des producteurs hommes et femmes et agro-industries d'autres filières d'élevage	Budget révisé : 8 500 Taux d'exécution : 0%	<ol style="list-style-type: none"> 1. Plan d'affaire intégrateur (PA) financé pour la production et la transformation du miel ; 2. 25 Plans d'affaire mis en œuvre pour le financement de l'apiculture (production du miel) ; 3. foires régionales organisées par le Projet de Développement de l'Élevage (PRODEL) pour la promotion de l'apiculture ;
PROGRAMME 055 Amélioration de la couverture sanitaire des cheptels et de la lutte contre les zoonoses	ACTION 03 Amélioration de la qualité de l'offre des services vétérinaires	Veiller à la mise à disposition des produits et médicament à usage vétérinaire de qualité	Budget révisé : 49 750 Taux d'exécution : 40,20%	32 vétérinaires installés en clientèle privé dont 20 femmes Docteurs Vétérinaires soit 62,5% installées en zone rurales pour renforcer l'encadrement des éleveurs ; 29 autorisations d'installations en clientèle installées privées dont 12 autorisations destinées soit 41,3% pour les femmes Docteurs Vétérinaires
PROGRAMME 057 Développement des productions halieutiques	ACTION 01 Maîtrise de la production des pêches de captures	Favoriser l'acquisition du matériel et des équipements de pêche au profit des hommes et femmes	Budget révisé : 53 000 Taux d'exécution : 0%	Non réalisée

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
PROGRAMME 057 Développement des productions halieutiques	ACTION 02 Développement de l'aquaculture intensive	Construire, réhabiliter et équiper des infrastructures de pêche au profit des hommes	Budget révisé : 399 770 Taux d'exécution : 55,84%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 01 quai 01 marché de vente en gros 01 marché de vente en détail ➤ 01 marché de légumes 01 marché de poissons fumés 15 boutiques ➤ 01 aire de traitement des poissons ➤ 01 restaurant ➤ 01 salle de réunion 10 bureaux 01 route d'accès
		Rendre disponible les intrants aquacoles de qualité au profit des hommes et des femmes	Budget révisé : 22 200 Taux d'exécution : 93,30%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 8224 tonnes de poissons produits. ➤ Cinq (05) promoteurs ont obtenu auprès du MINDCAF, des autorisations ➤ La facilitation des importations des intrants de qualité ➤ Délivrance des avis techniques d'importation des géniteurs (05), ➤ Délivrance des avis techniques d'importation d'aliments poissons (06) ➤ Délivrance des avis techniques d'importation des alevins (05) ; ➤ La facilitation de la création des entreprises aquacoles : ➤ (39) autorisations de création de fermes piscicoles ; ➤ En ce qui concerne le PD-CVEP ➤ Organisation des ateliers de formation des aquaculteurs. ➤ Poursuite de l'accompagnement des acteurs aquacoles présélectionnés dans le cadre de l'ASMI. 12 projets des opérateurs aquacoles préqualifiés en 2022; Au total 19 projets ASMI sont en cours de production et 05 au stade des aménagements sur le terrain ; ➤ L'identification des sites pour l'installation des promoteurs: Dibamba (1200 hectares), à Kribi, à Mbalmayo et à Monatélé

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
PROGRAMME 057 Développement des productions halieutiques	ACTION 03 Appui conseils aux acteurs	Assurer l'appui conseil auprès des acteurs hommes et femmes	Budget révisé : 71 400 Taux d'exécution : 0%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Organisation de deux ateliers de concertation sur le développement de l'aquaculture avec les acteurs publics et privés ; ➤ Organisation de deux sessions de sélections des acteurs nationaux et internationaux dans le cadre de la promotion de l'aquaculture au Cameroun ➤ Organisation de trois ateliers de relecture de la loi sur pêche et l'aquaculture au Cameroun
		Faciliter l'accès des hommes et des femmes aux financements	Budget révisé : 22 833 380 Taux d'exécution : 100%	
PROGRAMME 059 Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur Elevage, Pêches et Industries Animales	ACTION 01 Cadre de travail	Construire, réfectionner ou réhabiliter les bâtiments selon l'approche genre et handicap	Budget révisé : 436 174 Taux d'exécution : 100	07 bâtiments construits et/ou réhabilités selon l'approche genre et handicap
	ACTION 02 Planification et gestion budgétaire	Actualisation des outils de planification et de programmation sensible à la BSGE	Budget révisé : 8 500 Taux d'exécution : 100%	03 documents de planification et 03 documents de programmation actualisés selon l'approche sensible à la BSGE
		Suivi des stratégies sectorielle et nationale (SDSR, ...)	Budget révisé : 4 250 Taux d'exécution : 0%	0 concertation tenue
	ACTION 03 Système d'information et production des données statistiques	Collecter et analyser les statistiques administratives désagrégés du sous-secteur EPIA	Budget révisé : 38 347 Taux d'exécution : 0%	01 annuaire statistique 2020 édité mais non validé 25 indicateurs de programmes du MINEPIA actualisés
		Réaliser des enquêtes spécifiques genre sensible dans le sous-secteur EPIA	Budget révisé : 300 000 Taux d'exécution : 100%	01 collecte des données dans les entreprises agropastorales et aquacoles a été réalisée permettant de mieux suivre l'entrepreneuriat féminin

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
PROGRAMME 059 Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur Elevage, Pêches et Industries Animales	ACTION 04 Gestion des ressources humaines	Promotion de la sécurité sociale, de la vie associative et culturelle	Budget révisé : 36 550 Taux d'exécution : 38,55%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 02 rencontres de football féminin organisées ➤ 01 participation effective des femmes du MINEPIA, à la journée de la femme rurale ➤ 40 personnels de la chaîne PPBS du MINEPIA formés à la budgétisation sur le Genre
		Promouvoir le genre et lutte contre les IST/ VIH/SIDA/ COVID-19	Budget révisé : 24 275 Taux d'exécution : 42,84%	02 campagnes de lutte contre les IST menées

***Montants en milliers de FCFA**

Le tableau ci-dessous permet de visualiser le niveau d'exécution à mis parcours 2023 des activités retenues comme sensibles au genre dans le budget en cours.

Tableau 15 : exécution a mis parcours des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINEPIA

Programme	Activités marquées	Taches marquées	Réalisation	
			Financière	Technique
Programme 053: Développement des Productions et des Industries Animales	Assurer le soutien des producteurs hommes et femmes de la filière bovine	Transfert à la SODECOTON pour les missions de service public.	Budget révisé : 250 700 taux d'exécution : 93,15%	Missions de service public réalisées : notamment l'encadrement et le suivi sanitaire des animaux de trait des producteurs et l'amélioration de la production laitière
Programme 053: Développement des Productions et des Industries Animales	Construire et équiper les infrastructures d'élevage de volailles au profit des hommes et des femmes	Réhabilitation de la ferme avicole AFEMEPIAH de OBILI	Budget révisé : 78 000 Taux d'exécution : 57,67%	Le premier appel d'offre s'est avéré infructueux. Après révision de la consistance des travaux, un second Avis d'appel d'offre signé le 05 septembre 2023
		Promotion de l'aviculture familiale : formation des producteurs (trices) sur les techniques modernes de production du poulet traditionnel au Sud et Sud Ouest ; Extrême-Nord et Nord		<ul style="list-style-type: none"> ➤ 05 sessions de formation ont été réalisées pour un total de 153 personnes formées, dont 107 hommes et 46 femmes sur les techniques modernes de production du poulet traditionnel et du poulet de chair

Programme	Activités marquées	Taches marquées	Réalisation	
			Financière	Technique
Programme 053: Développement des Productions et des Industries Animales	Construire et équiper les infrastructures d'élevage de volailles au profit des hommes et des femmes	Promotion de l'aviculture familiale: formation des producteurs (trices) sur les techniques modernes de production du poulet traditionnel au Sud et Sud Ouest ; Extrême-Nord et Nord		► 11 888 poussins de 21 jours acquis aux prix subventionnés et distribués aux producteurs par la station de Bali ; ► 104 producteurs dont soixante-deux (62) femmes et quarante-deux (42) jeunes capacités par la CDENO sur les techniques modernes d'élevage des poulets de chair et des pondeuses ;
	Assurer une production du miel et des produits de la ruche de qualité au profit des hommes et femmes		Budget révisé : 15 000 Taux d'exécution : 95,34%	En cours
	Assurer le soutien et l'accompagnement des producteurs hommes et femmes ainsi que agro-industries d'autres filières d'élevage	Concertation pour la mise en place de l'interprofession porcine dans trois bassins)	Budget révisé : 37 000 Taux d'exécution : 37,80%	03 sessions de formation réalisée dans le septentrion au profit de 100 représentants des OP dont 34 femmes et 66 hommes.
		Diffusion des géniteurs porcins par la station de Kounden		
	Suivre et évaluer la performance du programme	Organisation de mini comice	Budget révisé : 45 050 Taux d'exécution : 100%	
	Assurer le soutien et l'accompagnement des producteurs hommes et femmes et agro-industries	Projet de Développement des chaînes de Valeurs d'élevage et de la Pisciculture au Cameroun (PD-CVEP)	Budget révisé : 20 008 860 Taux d'exécution : 14,74%	► Participation à une foire sur la journée Nationale sur les entreprises pour sensibiliser, informer et vulgariser les fonds de développement des filières d'élevage et de pisciculture d'un montant de 9 milliards et du fonds de garantie pour faciliter le financement des micro-projets d'élevage et de pisciculture des producteurs. ► 93 représentants des établissements pilotes (entreprises , PME,) dont 26 femmes ont été formées sur la mise en place des bonnes pratiques hygiène et sur les systèmes HACCP.

Programme	Activités marquées	Taches marquées	Réalisation		
			Financière	Technique	
Programme 053: Développement des Productions et des Industries Animales	Assurer le soutien et l'accompagnement des producteurs hommes et femmes et agro-industries	PCP-ACEFA: Coordination et gestion en FONCTIONNEMENT		En cours	
		PCP-ACEFA: Coordination et gestion en INVESTISSEMENT		En cours	
		PCP-ACEFA : Financement des projets des OP en fonctionnement		En cours	
	Assurer le soutien et l'accompagnement des producteurs hommes et femmes ainsi que agro-industries de la filière volaille	Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole du Cameroun (PARPAC)		Budget révisé : 3 900 000 taux d'exécution : 1,38%	En cours
		Acquisition des équipements et matériel de promotion de l'aviculture familiale			En cours
		PEA-JEUNES			309 jeunes ont reçu des appuis en kits (d'installation et développement) pour un montant global de 387 213 705 FCFA dont 165 en filières animales (95 hommes et 70 femmes répartis comme suit : Filière porcine : 48 dont 30 hommes et 18 femmes ; Volaille chair : 74 dont 35 hommes et 39 femmes ; Lapin : 7 dont 4 hommes et 3 femmes Aulacodes : 1 homme ; Autres filière non conventionnelle : 1 femme

Programme	Activités marquées	Taches marquées	Réalisation	
			Financière	Technique
Programme 053: Développement des Productions et des Industries Animales	Assurer le soutien et l'accompagnement des producteurs hommes et femmes ainsi que agro-industries de la filière volaille	TCP FAO		<p>2500 poussins reproducteurs d'un jour de souche Goliath déjà distribués par le TCP FAO au profit de 39 femmes et 06 groupes de femmes soient un total de 180 femmes bénéficiaires</p> <p>Formation de 45 femmes aux techniques d'élevage en aviculture traditionnelle dans le Mayo Kani</p> <p>Acquisition de six incubateurs à énergie solaire d'une capacité de 1000 œufs, au profit de 06 OP femmes</p> <p>Appui à 39 femmes et 06 OP de femmes pour la réalisation de 45 bâtiments d'élevage de volaille traditionnelle</p>
Programme 055 : Amélioration de la couverture sanitaire des cheptels et de la lutte contre les zoonoses	Développement de la profession vétérinaire au bénéfice des hommes et des femmes	Concertation avec les acteurs du secteur privé vétérinaire en vue de l'appropriation des tests sur les modalités d'exercer des para professionnels vétérinaires	Budget révisé : 11 050 taux d'exécution : 82,32%	En cours
	Acquisition des vaccins contre les maladies aviaires pour l'aviculture familiale		Budget révisé : / taux d'exécution : /	En cours
Programme 057: Développement des Productions Halieutiques	Construire, réhabiliter et équiper les infrastructures aquacoles au profit des hommes et femmes		Budget révisé : 432 188 taux d'exécution : 82,90%	En cours
	Rendre disponible les intrants aquacoles de qualité au profit des hommes et femmes		Budget révisé : 360 000 taux d'exécution : 3,06%	En cours
	Gestion durablement les pêches de capture		Budget révisé : 43 800 taux d'exécution : 100%	
	Assurer l'appui conseil auprès des acteurs hommes et femmes	Organisation des concertations avec les opérateurs économiques dans le domaine de la pêche et aquaculture	Budget révisé : 15 215 taux d'exécution : 0%	Une concertation organisée impliquant les femmes dans la vulgarisation de la pisciculture comme activité génératrice de revenu.

Programme	Activités marquées	Taches marquées	Réalisation	
			Financière	Technique
Programme 059 : Gouvernance et appui Institutionnel dans le sous-secteur EPIAH	Collecter et analyser les statistiques administratives désagrégés du sous-secteur EPIA par sexe et par âge	Validation du projet d'annuaire statistique	Budget révisé : 2 550 taux d'exécution : 100%	Annuaire disponible en attente de validation, TDR élaborée. L'activité prévue pour être tenue au 2nd semestre
	Promotion du genre et lutte contre les IST SIDA COVID	Réunions statutaires du comité genre	Budget révisé : 8 400 taux d'exécution : 0%	0 réunion tenue. Activité prévue au cours du 2nde Semestre
		Formation sur la budgétisation sensible au genre (BSG)	Budget révisé : 5 100 taux d'exécution : 0%	TDR élaboré sur la thématique analyse genre par programme.
		Participation à la Journée de la Femme Rurale	Budget révisé : 8 500 taux d'exécution : 0%	Activité a exécutée au 4ème trimestre
		Tenues des réunions statutaires de la commission centrale de coordination de luttes contre les IST/VIH/SIDA	Budget révisé : 8 400 taux d'exécution : 40,48%	01 réunion statutaire tenue
Programme 059 : Gouvernance et appui Institutionnel dans le sous-secteur EPIAH	Promotion du genre et lutte contre les IST SIDA COVID	Campagne de sensibilisation et dépistage du personnel sur les aspects liés à la lutte contre les IST/VIH/SIDA/ COVID-19	Budget révisé : / Taux d'exécution : /	01 campagne de sensibilisation menée, 01 rapport disponible
	Réaliser des enquêtes spécifiques genre sensible dans le sous-secteur EPIA	Réalisation du Recensement Générale de l'Agriculture et de l'Elevage	Budget révisé : 10 000 Taux d'exécution : 0%	
	Promotion de la sécurité sociale, de la vie associative et culturelle	Célébration de la journée internationale de la femme (JIF)	Budget révisé : 12 750 taux d'exécution : 99,94%	01 participation effective du MINEPIA
		Organisation des journées sportives	Budget révisé : 5 100 Taux d'exécution : 0%	02 rencontres de football tenues contre le MINFOPRA

***Montants en milliers de FCFA**

Le tableau ci-dessous permet de visualiser le niveau d'exécution à mis parcours 2023 des activités retenues comme sensibles au genre dans le budget en cours.

Au Ministère de la Santé Publique

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINSANTE, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les actions du MINSANTE marquées comme genre sensible dans les budgets **2022** et **2023** sont condensées dans les tableaux ci-dessous. Lesdits tableaux présentent pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget **2022** et a mis parcours du budget **2023**. En outre, les résultats de l'analyse situationnelle genre menée en **2023** au MINSANTE sont affichés dans ce champ.

Tableau 16 : exécution des activités genre sensible dans le budget 2022 du MINSANTE

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
Programme 045 prévention de la maladie	Action 03 prévention de la transmission mère-enfant du VIH et sante maternelle, néonatale infantile des adolescents	Développement de la recherche en matière de transfusion sanguine	Budget révisé: 197 540 taux d'exécution: 92,89%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ gratuité Conseil et dépistage volontaire du VIH aux femmes enceintes ➤ mise systématique sous traitement ARV des femmes enceintes testées positives VIH ; ➤ réalisation de l'examen de la charge virale ; ➤ mise sous traitement ARV prophylactique (névirapine) des enfants exposés nés de mères séropositives au VIH ; ➤ réalisation de l'examen de dépistage (PCR) à 6 semaines. <p>Aussi :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Sur 853 399 FEC reçues en Consultation Prénatale (CPN) 827 279 ont été testées au VIH, soit 96,9%. Une réalisation en hausse de 2,1 points par rapport à l'année 2021. ➤ Sur 17 587 femmes enceintes identifiées VIH+ dans le pays 15 950 ont été mises sous TARV, soit 90,7%. Une tendance quasi similaire à celle de 2021 où cette performance était de 90,2%.
		Projet d'appui à l'élimination de la Transmission du VIH Sida de la Mère à l'Enfant au Cameroun	Budget révisé: 82 000 taux d'exécution: 99,12%	
	Action 03 prévention de la transmission mère-enfant du VIH et sante maternelle, néonatale infantile des adolescents	Offre du Conseil et du dépistage volontaire du VIH chez les jeunes et toute personne ignorant son statut sérologique	Budget révisé: 20 107 taux d'exécution: 100%	
		Offre du Conseil, du dépistage volontaire chez les femmes enceintes (FEC) et les nouveau-nés exposés au VIH	Budget révisé: 11 614 taux d'exécution: 28,02%	

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
Programme 045 prévention de la maladie	Action 04 prévention des maladies non transmissibles	Renforcement des actions d'interventions précoces des mésusages des substances dépendogènes en milieux jeunes	Budget révisé: 29 679 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Campagne de dépistage du cancer du col de l'utérus au CHUY en Mars 2022 avec 827 femmes dépistées, 102 femmes positives au VIA/VILI, 28 biopsies du col de l'utérus, 46 femmes ont été ➤ traitées par thermo-ablation. ➤ Octobre Rose : 2760 femmes dépistées sur 5 000 femmes attendues, soit un taux de réalisation ➤ de 55, 2% ; 26 positives au VIA/VILI, 31 lésions précancéreuses, 28 cas de biopsies cervicales. ➤ Un dispositif de surveillance des cancers a été mis en place à travers la mise en réseau sur une interface numérique des laboratoires d'anatomopathologie et de cytopathologie dans le DHIS2. ➤ Les formations sur les signes précoces des cancers pédiatriques : 115 personnes formées
		Renforcement de la prévention du diabète, de l'hypertension artérielle et des autres MCNT	Budget révisé: 42 681 taux d'exécution: 99,10%	
		Prévention des complications du Pied Bot	Budget révisé: 3 875 taux d'exécution: 100%	
		Renforcement de la prévention et de la lutte contre le cancer	Budget révisé: 64 969 taux d'exécution: 100%	
Programme 046 promotion de la santé et nutrition	Action 02 renforcement de la planification familiale et promotion de la sante de l'adolescent	Renforcement de la communication pour le changement de comportement (CCC/ IEC) en faveur des adolescents/ jeunes	Budget révisé: 8 068 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 7 124 femmes supplémentaires utilisent une méthode contraceptive par rapport à 2021, la disponibilité des produits contraceptifs a été assurée et plusieurs actions de sensibilisation ont été ➤ réalisées pour encourager l'acceptation de la contraception ; ➤ La prévalence des grossesses chez les adolescentes est de 20%. ➤ plusieurs actions de sensibilisation ont été menées en faveur de la santé sexuelle et reproductive des adolescents, ainsi que la mise en place des services conviviaux pour la prise en charge globale des adolescents. ➤ 3500 Adolescents/Jeunes ont été sensibilisés sur la Santé de Reproduction des Adolescents lors de la semaine de la Jeunesse 2022

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
Programme 046 promotion de la santé et nutrition	Action 02 renforcement de la planification familiale et promotion de la sante de l'adolescent	Renforcement de l'offre de service en SRA de qualité	Budget révisé: 4 088 taux d'exécution: 100%	
		Projet d'appui à la santé maternelle, néonatale et infantile (PASMNI)	Budget révisé: 147 000 taux d'exécution: 89,77%	
		Sensibilisation de la population au niveau communautaire sur la PF	Budget révisé: 15 477 taux d'exécution: 96,12%	
		Sécurisation des produits contraceptifs	Budget révisé: 8 177 taux d'exécution: 100%	
	Action 05 promotion des bonnes habitudes alimentaires et nutritionnelles	Améliorer la sécurité sanitaire des aliments dans les sites de production et de commercialisation	Budget révisé: 16 042 taux d'exécution: 100%	

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
	Action 05 promotion des bonnes habitudes alimentaires et nutritionnelles	Améliorer la sécurité sanitaire des aliments dans les sites de production et de commercialisation	Budget révisé: 16 042 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réalisation de l'Evaluation de l'état nutritionnel y compris l'anémie des adolescentes dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est ➤ 4 934 147 enfants de 6 à 59 mois ont été supplémentés en vitamine A et 4 459 279 enfants de 12 à 59 mois ont été déparasités ➤ 283 028 enfants de 6 à 23 mois ont été supplémentés avec des poudres de micronutriments ➤ La prise en charge de la malnutrition aiguë sévère dans les Régions de l'Adamaoua, de l'Est, de ➤ l'Extrême-Nord, du Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a couvert 79 918 enfants de 0 à 59 mois dans les centres dédiés
		Mettre en place un dispositif national de sécurité sanitaire des aliments	Budget révisé: 8 399 taux d'exécution: 100%	
		Mettre en place un système de surveillance nutritionnelle	Budget révisé: 33 030 taux d'exécution: 100%	
Programme 046 promotion de la santé et nutrition	Action 05 promotion des bonnes habitudes alimentaires et nutritionnelles	Renforcer les comportements favorables à une nutrition saine diversifiée et sécurisée tout au long du cycle de vie	Budget révisé: 12 119 taux d'exécution: 99,97%	
Programme 048 prise en charge des cas	Action 01 mise en oeuvre des interventions curatives a haut impact chez la mère, le nouveau-né, l'enfant et l'adolescent	Mise en œuvre du programme de lutte contre la mortalité maternelle et infantile	Budget révisé: 3 264 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 367 570 accouchements enregistrés dans les formations sanitaires pour un taux d'accouchement assisté par un personnel de santé de 56,5% ➤ 287 sur 469 décès notifiés dans les comités de revues des décès maternels, périnataux et néonataux; soit 66,8% ; ➤ Formation de 20 acteurs (Adamaoua), 24 acteurs du niveau central, et 49 acteurs dans 9 DS pilotes sur le SGI

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
Programme 048 prise en charge des cas	Action 01 mise en oeuvre des interventions curatives a haut impact chez la mère, le nouveau-né, l'enfant et l'adolescent	Mise en œuvre du programme de lutte contre la mortalité maternelle et infantile	Budget révisé: 3 264 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Acquisition de 2000 poches de kangourou ; ➤ 260 prestataires (Adamaoua, Centre, Est) formés en Planning Familial avec l'appui de l'UNFPA ; ➤ 150 prestataires formés en SRA/PF ; ➤ Acquisition de 1800 baby box pour améliorer le taux d'accouchement dans les FOSA (Adamaoua, Nord, Extrême-Nord, Est) avec l'appui de l'UNFPA ➤ 650 kits de dignité acquis et distribués dans les régions du Septentrion, de l'Est, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest pour inciter les femmes enceintes à accoucher dans les FOSA
		Renforcement de l'offre de l'accouchement assisté	Budget révisé: 50 753 taux d'exécution: 100%	
		Mise en œuvre des projets de financements innovants pour le renforcement du système de santé (volet mere-enfant)	Budget révisé: 9 848 711 taux d'exécution: 100%	
		Projet de Renforcement de la Performance du Système de Santé (volet prise en charge des cas)	Budget révisé: 52 500 taux d'exécution: 100%	
	Action 03 prise en charge du VIHsida, tuberculose, IST et hépatites virales	Prise en charge des personnes vivantes avec le VIH (PVVIH)	Budget révisé: 365 721 taux d'exécution: 99,99%	

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
Programme 048 prise en charge des cas	Action 03 prise en charge du VIHsida, tuberculose, IST et hépatites virales	Programme national de lutte contre le SIDA	Budget révisé: 61 600 000 taux d'exécution: 99,95%	
		Programme national de lutte contre la tuberculose	Budget révisé: 44 847 532 taux d'exécution: 100%	
	Action 04 prise en charge du paludisme	Appui à la prise en charge de la lutte contre le paludisme	Budget révisé: 55 204 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le taux de mortalité spécifique du paludisme chez les enfants de moins de 5 ans est de 24,6% ; ➤ 55% des enfants de moins de 5 ans ont bénéficié (191 097) du traitement gratuit contre paludisme simple et 47% (141 468) contre le paludisme grave ; ➤ 491 218 cas de paludisme confirmés ont reçu un traitement anti paludique de première intention sur 711 070 enregistrés soit 69,1% pour une cible de 87,9% ; ➤ 1 103 892 tests parasitologiques ont été réalisés sur 1 151 070 cas suspects de paludisme soit ➤ 95,9% ;
Programme 049 gouvernance et pilotage stratégique du système de sante	Action 02 planification et programmation stratégique	Planification et programmation des activités du MINSANTE	Budget révisé: 3 700 005 taux d'exécution: 99,86%	
	Action 11 gestion budgétaire et financière	Développement des Systèmes de Financement (Y Compris Les Financements Innovants)	Budget révisé: 1 045 211 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 04 Missions de suivi des activités de Santé de reproduction mère et enfant (SRME) à travers le PBF effectuées

***Montants en milliers de FCFA**

Le tableau ci-dessous permet de visualiser le niveau d'exécution à mis parcours 2023 des activités retenues comme sensibles au genre dans le budget en cours.

Tableau 17 : exécution a mis parcours des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINSANTE

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	technique
Programme 045 : prévention de la maladie	Acquisition et distribution des MILDA	Budget révisé : 6 715 353 taux d'exécution : 10,75%	En cours
	Dépistage des parasites et de la drépanocytose respectivement chez les donneuses de sang en âge de procréer et les donateurs bénévoles de sang	Budget révisé: taux d'exécution :	En cours
	Offre du Conseil et du dépistage volontaire du VIH chez les femmes enceintes et les nouveaux nés exposés au VIH	Budget révisé: 12 750 taux d'exécution : 33,22%	Au cours du 1er semestre 2023 , 7 887 FEC ont été identifiées VIH+. Parmi elles, 7 135 ont été mises sous traitement anti retro viral pour leur santé mais aussi pour prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant, soit une performance de 90,5% soit une hausse de 5 points par rapport à S1 2022
	Projet d'appui à l'élimination de la Transmission du VIH Sida de la Mère à l'Enfant au Cameroun	Budget révisé: 1 031 850 taux d'exécution : 13,07%	Plusieurs actions ont été menées en faveur de la prévention du VIH notamment : La gratuité Conseil et dépistage volontaire du VIH aux femmes enceintes, la mise systématique sous traitement ARV des femmes enceintes testées positives VIH, la réalisation de l'examen de la charge virale, la mise sous traitement ARV prophylactique (névirapine) des enfants exposés nés de mères séropositives au VIH et la réalisation de l'examen de dépistage (PCR) à 6 semaines
	Renforcement de la prévention et de la lutte contre le cancer	Budget révisé: 27 300 taux d'exécution : 73,11%	Un dispositif de surveillance des cancers a été mis en place à travers la mise en réseau sur une interface numérique des laboratoires d'anatomopathologie et de cytopathologie.
Programme 046 : promotion de la santé et nutrition	Commémoration des journées internationales de santé	Budget révisé: 88 786 taux d'exécution : 86,24%	En cours
	Communication pour le changement de comportement	Budget révisé: 111 068 taux d'exécution : 27,44%	En cours

Programme bud- gétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	technique
Programme 046: promotion de la santé et nutrition	Mise en place des structures opérationnelles de transfusion sanguine et mise à disposition des produits sanguins labiles sécurisés sur l'ensemble du territoire national	Budget révisé: 4 250 taux d'exécution : 92,35%	En cours
	Renforcement des capacités et du cadre de référence en santé mentale	Budget révisé: 299 689 taux d'exécution : 6,71%	En cours
	Renforcement de l'offre de service en SRA de qualité	Budget révisé: 10 652 taux d'exécution : 97,44%	98166 femmes supplémentaires utilisent une méthode contraceptive par rapport à 2022 et la disponibilité des produits contraceptifs a été assurée. Plusieurs actions ont été menées : le Lancement de l'initiative FP 2030 au Cameroun, des campagnes d'offres de Planification Familiale en stratégies fixes et avancées ont été organisées dans les régions et la cartographie des acteurs de Planification Familiale a été élaborée. La prévalence des grossesses chez les adolescents est de 18,2% . Cependant, plusieurs actions de sensibilisation ont été menées en faveur de la santé sexuelle et reproductive des adolescents notamment la coordination des activités SRMNIAA
	Sensibilisation de la population au niveau communautaire sur la PF		Validation du rapport sur la situation des indicateurs de santé de reproduction, maternelle, néonatale, infantile, adolescents et nutrition (SRMNIA –N) en 2022 au Cameroun, la validation des manuels (modules) de formation en santé de reproduction des adolescents
	Sécurisation des produits contraceptifs	Budget révisé: 1 516 757 taux d'exécution : 11,18%	En cours
	Vulgarisation de l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC)	Budget révisé: 14 450 taux d'exécution : 100%	En cours
	Raffermissment des capacités des acteurs en communication de masse et en sensibilisation de proximité sur le problème d'abus des drogues et des toxicomanies	Budget révisé: 4 337 taux d'exécution: 98,38%	En cours

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	technique
Programme 046: promotion de la santé et nutrition	Renforcement les comportements favorables à une nutrition saine diversifiée et sécurisée tout au long du cycle de vie	Budget révisé: 16 775 taux d'exécution: 90,53%	Le taux de malnutrition aigüe global chez les enfants de moins de 5 ans est de 2,5% . Prise en charge de la malnutrition aigüe sévère dans 6 régions (AD, ES, EN, NO, NW et SW) sur 10. 40 162 Enfants de moins de 5 ans sur 81 343 soit 49% admis pour malnutrition aigüe sévère de janvier à juin 2023 .
	Mettre en place un système de surveillance nutritionnelle	Budget révisé: 13 690 taux d'exécution: 97,94%	En cours
Programme 047: renforcement du système de sante	Renforcement de l'offre en infrastructure des FOSA de 4e 5e et 6e catégorie	Budget révisé: 11 008 057 taux d'exécution: 89,25%	En cours
	Renforcement de l'offre en infrastructure des FOSA de 1 et 2e catégorie	Budget révisé: 13 498 735 taux d'exécution: 30,75%	En cours
	Conduite et réalisation des travaux de construction réhabilitation des bâtiments administratifs et autres infrastructures	Budget révisé: 13 855 977 taux d'exécution: 4,83%	En cours
	Mise en place d'un plan communication suffisant pour une adhésion massive à la CSU	Budget révisé: 257 071 taux d'exécution: 94,06%	En cours
	Implémentation de la phase 1 de la CSU	Budget révisé: 22 970 509 taux d'exécution: 85,26%	En cours
Programme 048: prise en charge des cas	Mise en œuvre du programme de lutte contre la mortalité maternelle et infantile	Budget révisé: 929 935 taux d'exécution: 59,89%	1,6% de femmes enceintes ont passé 04 consultations prénatales et plus au cours de leur grossesse
	Renforcement de l'offre de l'accouchement assisté	Budget révisé: 15 075 taux d'exécution: 81,82%	259 538 accouchements enregistrés dans les formations sanitaires, pour un taux d'accouchements assistés par un personnel de santé de 49,4%
	Mise en œuvre des projets de financements innovants pour le renforcement du système de santé (volet mère-enfant)	Budget révisé: 533 550 taux d'exécution : 99,94%	En cours
	Projet d'appui à la sante maternelle néonatale et infantile PASMNI	Budget révisé: 465 000 taux d'exécution: 3,66%	En cours

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	technique
Programme 048: prise en charge des cas	Prise en charge des personnes vivantes avec le VIH (PVVIH)	Budget révisé: 22 100 taux d'exécution: 40,72%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 83% des patients ont terminé avec succès leur traitement contre la tuberculose, soit 9 764 patients sur 11 775 dépistés positifs ; ➤ 38% des femmes enceintes ont été systématiquement dépistées contre le VIH et la syphilis en CPN
Programme 049	Coordination des activités des services à tous les niveaux de la pyramide sanitaire	Budget révisé: 18 054 914 taux d'exécution: 84,27%	En cours
	Gestion du personnel	Budget révisé: 28 002 699 taux d'exécution: 24,34%	
	Développement de la politique partenariale	Budget révisé: 152 693 taux d'exécution: 48,71%	En cours

***Montants en milliers de FCFA**

Le tableau ci-dessous permet de visualiser le niveau d'exécution à mis parcours 2023 des activités retenues comme sensibles au genre dans le budget en cours.

En mars **2023**, le MINSANTE a mené, dans le cadre du projet BACKUP SANTE de la GIZ, une étude qui se situe dans la continuité des initiatives antérieures mises en œuvre, afin de mieux comprendre les enjeux genre dans le financement de la santé.

De manière plus spécifique, il était question de :

- analyser la sensibilité genre du budget du MINSANTE de **2021 à 2023** ;
- analyser le niveau de prise en compte du genre dans le budget des trois programmes prioritaires (Palu, TB et VIH/SIDA), au-delà du budget global de la santé ;
- analyser par programme budgétaire le degré de prise en compte du genre ;
- révéler les insuffisances dans la démarche de Budgétisation Sensible au Genre ;
- faire des recommandations pour améliorer la prise en compte du genre afin d'atteindre les objectifs de la CSU phase I.

En termes de résultats, le diagnostic genre du secteur de la santé a permis d'identifier comme problème majeur la «faible capacité du système de santé à contribuer efficacement au développement d'un capital humain sain et productif». En pratique, Cette faiblesse se traduit par des indicateurs sanitaires peu satisfaisants avec notamment une morbi-mortalité élevée, un accroissement des dépenses courantes en santé des ménages de **70 à 72%** entre **2012 et 2019** et une diminution de la force de travail. Bien que le cadre normatif, institutionnel, technique et statistique du MINSANTE ne soit pas suffisamment structuré autour de la question de Budgétisation Sensible au Genre, les responsables de ce département reconnaissent tous l'importance de la prise en compte du genre dans les programmes budgétaires et les programmes prioritaires de ce département ministériel. L'une des évidences de cette acception est qu'un groupe de travail provisoire sur BSG a été mis en place pour préparer le budget de l'exercice **2023**. Par conséquent la perspective genre a été significativement intégrée dans certains programmes de ce ministère.

Un autre constat permet de noter qu'il existe une évolution sur la « genderisation » des programmes budgétaires au fil du temps, lorsqu'on compare les programmes sur la période de **2021** à **2023**. Ceci démontre une volonté politique de cette administration à adresser la problématique des inégalités entre les hommes et les femmes. Toutefois, les efforts demeurent notamment en matière de construction des indicateurs désagrégés par sexe, de l'identification des activités genre sensibles et de l'affectation de budgets conséquents. Aussi, l'on note que les programmes **047** sur le renforcement du système de santé et **049** sur la gouvernance et pilotage stratégique du système de santé nécessitent un effort de priorisation de la question de genre. S'agissant particulièrement du programme **047** qui porte la Couverture Santé Universelle, il sera davantage question de travailler plus sur la demande de services plutôt que sur l'offre, car on peut bien améliorer l'infrastructure de santé, mais si les populations vulnérables dont les femmes n'ont pas accès à celles-ci, tous les efforts déployés par le gouvernement pour améliorer la santé des populations seront vains.

Dans l'ensemble, le tableau programmatique du MINSANTE pour l'exercice **2023** reflète bien la problématique du genre. Les activités genre sensibles ont été inscrites dans tous les programmes, mais avec une attention divergente selon les programmes. Egalement, il faudrait relever le doute sur la qualité genre sensible de certaines activités. Cet écueil pourrait être élagué si une nouvelle nomenclature budgétaire est établie, permettant de mieux circonscrire ce qui est genre sensible ou non. Une autre question porte sur la nécessité d'étendre les interventions à toutes les femmes. Le MINSANTE accorde une place importante aux femmes enceintes ou allaitantes. Bien que cette option soit louable, il serait nécessaire d'étendre ces interventions en faveur du genre à d'autres hommes et femmes en situation de vulnérabilité afin que le principe « Ne laisser personne de côté » n'apparaisse pas comme un simple slogan ; tant une bonne frange de la population vulnérable n'a pas encore un accès équitable aux services de santé.

Pour ce qui est des programmes de lutte contre le Paludisme, la Tuberculose et le VIH, l'étude permet de relever des résultats divergents selon ces programmes prioritaires de santé. D'une part, les cadres logiques de ces programmes ont été construits sous des formats différents. Seul le Programme VIH a bâti son cadre logique selon une approche axée sur les résultats, ce qui permet de percevoir les changements produits par les interventions auprès des populations bénéficiaires.

S'agissant du Programme Paludisme, seul le Pilier **3** relatif aux principales politiques et stratégies de lutte contre le paludisme, intègre la dimension genre, puisqu'il accorde une attention particulière aux femmes enceintes. Toutes les autres catégories de femmes vulnérables (femmes pauvres, handicapées, déplacées internes, **3e** Age, autochtones...) ne bénéficient pas prioritairement des interventions. Il en est également des hommes appartenant aux catégories vulnérables. Il faudrait noter que le programme n'a pas conduit une analyse de situation axée sur le genre afin de décrypter les disparités entre les hommes et les femmes ; ce qui peut paraître comme une faiblesse quant aux interventions planifiées, qui pourraient produire des discriminations. Egalement, l'on note que la plupart des indicateurs ne sont pas ventilés par sexe et ne permettent pas de mesurer les progrès vis à vis des hommes et des femmes.

En ce qui concerne le programme Tuberculose, une analyse de la situation épidémiologique selon le sexe a été conduite, montrant la vulnérabilité de la femme par rapport à l'homme. Cependant, cette situation n'a pas été traduite dans la planification du programme et la plupart des interventions sont neutres vis-à-vis du genre. Un effort devrait être fait au niveau de la construction des indicateurs sexués et le ciblage des activités genre dans les plans de travail annuels pour corriger cette faiblesse.

Pour ce qui est du programme VIH, le genre est bien reflété dans la plupart des effets. Cependant, le programme a axé ses interventions sur certaines catégories considérées comme populations clés. Il y a nécessité de conduire une bonne analyse genre en début de la nouvelle phase afin de faire un bon ciblage des bénéficiaires. Les femmes en situation de vulnérabilité, de violences sexuelles et basées sur le genre et victimes de stigmatisations ne sont pas suffisamment intégrées dans les interventions. L'on a par exemple pu noter lors des entretiens que les femmes vivant avec

le VIH sont susceptibles d'être plus discriminés que les hommes. En outre, le volet autonomisation économique des PVVIH est encore assez faible et pas suffisamment adressé et il n'existe pas d'actions spécifiques pour les femmes. Un effort devrait également être fait pour la prise en compte du genre au niveau des résultats de développement ayant trait à l'offre de services.

Les recommandations formulées à l'issue de l'étude comprennent un ensemble d'actions immédiates et à moyen terme qui peuvent contribuer à améliorer les performances du MINSANTE en matière de Budgétisation Sensible au Genre. Elles sont subdivisées en deux catégories : Celles visant l'application effective et efficace de la démarche BSG au MINSANTE, et celles portant les perspectives du genre pour la mise en œuvre de la Couverture Santé Universelle.

S'agissant du premier volet, l'étude propose de : organiser une session annuelle d'imprégnation et d'appropriation des responsables de programmes et contrôleurs de gestion sur la Politique Nationale Genre, les sections genres des circulaires présidentielles et sur la circulaire du MINFI relatives à la Budgétisation sensible au Genre ; créer un comité BSG au MINSANTE présidé par le Secrétaire Général, et intégrant les responsables de programmes, les contrôleurs de gestion et les points focaux genre et BSG ; organiser des sessions de renforcement des capacités des responsables de programmes et contrôleurs de gestion sur la Budgétisation Sensible au Genre ; solliciter l'appui technique du MINPROFF pour le renforcement des capacités sur la BSG en début de préparation du budget ; adopter un texte fixant le taux des activités genre à **5%** au sein des programmes ; améliorer la production du RAP afin de mettre en lumière les activités genre réalisées au cours de l'année N-1, y compris des indicateurs associés ; prendre en compte de manière effective la dimension genre dans les programmes budgétaires et doter les activités genre fléchées d'un montant budgétaire conséquent (Les activités genre à l'intérieur d'un programme doivent constituer au moins **5%** du budget du programme hormis les salaires et budgets transférés) ; solliciter l'appui technique et financier des partenaires ONU Femmes et GIZ pour une meilleure prise en compte du genre dans les programmes ; revoir et actualiser les textes normatifs sur la santé et y intégrer les aspects genre ; intégrer la dimension genre dans les documents programmatiques du MINSANTE (notamment lors de la révision de la SSS et du PNDS) ; revoir la structure des programmes actions, lors de la révision du CSP du MINSANTE afin d'y intégrer les aspects genre ; revoir le dispositif de suivi-évaluation des programmes en élaborant des d'indicateurs sexodésagrégés, y compris les baselines et les cibles associées ; ajouter dans le dispositif de suivi-évaluation, des indicateurs qui mesurent l'accès des populations aux services de santé ; conduire une analyse Genre Sectorielle au MINSANTE ; élaborer un guide de bonnes pratiques sur la BSG au MINSANTE permettant de disposer d'un instrument d'orientation des intervenants dans ce domaine ; améliorer le fléchage des activités genre et des budgets conséquents dans le système d'information budgétaire ; instaurer la thématique de genre dans le dialogue de gestion ; doter des ressources suffisantes pour la conduite des activités de formation sur le genre et la BSG ; accentuer la sensibilisation sur le genre auprès des acteurs du dialogue de gestion en général et en particulier auprès de ceux de la chaîne de préparation du budget ; identifier dans chaque programme un responsable qui s'assurera de la prise en compte du genre dans le cadre du dialogue de gestion ; formaliser une circulaire ministérielle instruisant à chaque structure de produire dans tout rapport, les données sexo-désagrégées.

Pour ce qui des trois grands programmes du MINSANTE (TB, Palu et VIH) , l'étude recommande de : revoir les cadres logiques des programmes TB et Palu afin de les présenter sous un format axé sur les résultats ; harmoniser les instruments de planification des programmes TB, Palu et VIH ; outre les femmes enceintes, étendre les interventions relatives à la TB, Palu et VIH à l'endroit des autres femmes (femmes pauvres, handicapées, déplacées internes, **3e** Age, autochtones...) et hommes des catégories vulnérables ; améliorer la prise en compte du genre dans les piliers et composantes -programmes ; désigner un point focal genre au sein de chacun des programmes ; intégrer les variables sur le sexe lors de l'analyse genre de la situation du Paludisme, et de la Tuberculose ; présenter les activités planifiées et réalisées selon la logique axée sur les résultats ; présenter les indicateurs ventilées par sexe dans tous les programmes afin de mesurer les progrès

vis à vis des hommes et des femmes ; rendre visibles les activités genre desdits programmes (réduction des inégalités hommes/femmes) et allouer un budget conséquent ; organiser des sessions de renforcement des capacités des responsables de programmes et contrôleurs de gestion sur la Budgétisation Sensible au Genre ; solliciter l'appui technique du MINPROFF pour le renforcement des capacités sur la BSG en début de préparation du budget ; améliorer la production du RAP afin de mettre en lumière les activités genre réalisées au cours de l'année N-1 y compris des indicateurs associés ; prendre en compte de manière effective la dimension genre dans les programmes budgétaires et doter les activités genre fléchées d'un montant budgétaire conséquent (Les activités genre à l'intérieur d'un programme doivent constituer au moins **5%** du budget du programme hormis les salaires) ; intégrer les femmes en situation de vulnérabilité, de violences sexuelles et basées sur le genre et victimes de stigmatisations dans les interventions du programme VIH ; intégrer le volet autonomisation économique des PVVIH dans le dispositif de la réponse.

En ce qui concerne le second volet des recommandations sur les perspectives du genre pour la mise en œuvre de la Couverture Santé Universelle, l'étude propose de : améliorer la production des données ventilées par sexe pour surveiller les progrès ainsi que les obstacles à l'accès aux services de soins de santé. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, il sera difficile de suivre les paiements à la charge des patients et les soins non rémunérés au sein de la famille ; concevoir un nouveau contrat social qui répond aux besoins des femmes et des filles ; associer davantage de femmes à la prise de décision et à la définition des politiques de santé, et redéfinir une CSU inclusive ; augmenter les populations couvertes (ex. la proportion de population ayant besoin d'un service qui y a accès) et les protéger du risque financier d'une manière qui promeut l'équité et optimise les débouchés sanitaires.

Au Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINPROFF, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les actions du MINPROFF marquées comme genre sensible dans les budgets **2022** et **2023** sont condensées dans les tableaux ci-dessous. Lesdits tableaux présentent pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget **2022** et a mis parcours **2023**.

Tableau 18 : exécution des activités genre sensible dans le budget 2022 du MINPROFF

Programme	Action	Activités marquées	budget	Réalisation technique
Programme 140 Autonomisation économique des femmes	Action 01 Renforcement de l'employabilité des femmes	Appui à l'insertion professionnelle des femmes et des filles formées dans les UTS	Budget révisé: 135 423 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ appui à l'insertion socioéconomique de 1 360 femmes et filles formées dans les CPFF ; ➤ renforcement des capacités et appui à l'installation de 240 femmes et jeunes filles en ➤ agriculture, élevage, alphabétisation fonctionnelle et artisanat. ➤ formation et l'appui à l'installation de 3 618 jeunes filles déplacées internes, réfugiées et ➤ populations hôtes dans les domaines de la couture, des TIC, de l'agropastoral et du petit ➤ commerce, dans les CPFF et espaces de cohésion des femmes dans le cadre du Projet Second Chance Education and Vocational Learning ;

Programme	Action	Activités marquées	budget	Réalisation technique
Programme 140 Autonomisation économique des femmes	Action 01 Renforcement de l'employabilité des femmes	Appui à l'insertion professionnelle des femmes et des filles formées dans les UTS	Budget révisé: 135 423 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ construction en cours du CPFF de Garoua-Boulaï ; ➤ rétrocession du CPFF de KOLOFATA ; ➤ réhabilitation de 29 CPFF ➤ équipement de 05 CPFF ➤ formation de 07 Directeurs, 14 formateurs des CPFF du Mfoundi et 08 personnels de la DPEF ➤ à l'utilisation des nouveaux référentiels de formation élaborés selon l'APC ; ➤ organisation des missions de suivi du fonctionnement des Unités Techniques Spécialisées (UTS) du MINPROFF dans les Régions
		Amélioration de l'offre de formation dans les CPFF	Budget révisé: 8 500 taux d'exécution: 99,81%	
		Renforcement des capacités économiques des femmes	Budget révisé: 55 325 taux d'exécution: 99,17%	
		Appui aux CTD pour la participation à la mise en place (construction), l'entretien (réhabilitation) des centres de formation	Budget révisé: 600 000 taux d'exécution: 100%	
	Action 02 Développement de l'entrepreneuriat féminin	Soutien à l'innovation et la normalisation des initiatives économiques des femmes entrepreneures	Budget révisé: 10 200 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ formation de 47 241 filles et femmes en entrepreneuriat et gestion des AGR; ➤ renforcement des capacités de 50 femmes entrepreneures sur la propriété intellectuelle et la normalisation; ➤ octroi des appuis financiers à 711 femmes/groupes de femmes pour la mise en place d'une AGR ; ➤ renforcement des capacités de 25 femmes en entrepreneuriat, éducation financière et sur le packaging ; ➤ participation et l'appui à l'organisation des foires en faveur des femmes entrepreneures et des associations féminines ; ➤ contribution au développement du football féminin.

Programme	Action	Activités marquées	budget	Réalisation technique
Programme 140 Autonomisation économique des femmes		Promotion de l'entrepreneuriat féminin	Budget révisé: 63 250 taux d'exécution: 100%	
		Promotion du Football féminin	Budget révisé: 9 000 taux d'exécution: 100%	
		Formation femmes et filles à la création des AGR	Budget révisé: 1 092 800 taux d'exécution: 100%	
	Action 03 Renforcement du pouvoir économique des femmes vivant en milieu rural	Migration des OP féminines en coopératives	Budget révisé: 8 500 taux d'exécution: 99,87%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ octroi des appuis en matériel agropastoral à 627 groupes de femmes ; ➤ octroi des appuis financiers à 711 femmes/groupes de femmes pour la mise en place d'une AGR ;
	Action 03 Renforcement du pouvoir économique des femmes vivant en milieu rural	Migration des OP féminines en coopératives	Budget révisé: 8 500 taux d'exécution: 99,87%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ renforcement des capacités de 30 leaders d'organisations paysannes féminines sur la mise en ➤ place des coopératives ; ➤ organisation d'un plaidoyer auprès des leaders traditionnels et religieux en faveur de l'accès des femmes au foncier ; ➤ renforcement des capacités des femmes vivant en milieu rural sur la production des hannetons, escargots et des rejetons de plantain et de macabo
		Soutien à la résilience socioéconomique des femmes vivant en milieu rural face aux crises et aux effets négatifs du changement climatique	Budget révisé: 114 250 taux d'exécution: 99,42%	
		Accès des femmes au foncier	Budget révisé: 8 500 taux d'exécution: 100%	

Programme	Action	Activités marquées	budget	Réalisation technique
Programme 140 Autonomisation économique des femmes		Promotion de la femme vivant en milieu rural	Budget révisé: 38 250 taux d'exécution: 100%	
		Mise en œuvre du projet GCCASP	Budget révisé: 17 000 taux d'exécution: 99,79%	
	Action 04 Appui aux femmes exerçant dans le commerce informel	Accompagnement à la migration des femmes du secteur informel vers le secteur formel	Budget révisé: 25 500 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ réalisation de l'état des lieux des femmes exerçant dans le commerce informel ; ➤ vulgarisation du concept de marché genre sensible.
		Mise en place des équipements genre sensible dans les marchés	Budget révisé: 4 250 taux d'exécution: 99,99%	
Programme 141 promotion sociale de la femme et du genre	Action 01 Renforcement de la Lutte contre les violences basées sur le genre	Prise en charge holistique des survivantes des VBG	Budget révisé: 21 250 taux d'exécution: 83,53%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ prise en charge de survivantes des VBG ; ➤ l'assistance aux femmes en zone de crise ; ➤ validation et l'édition de la Stratégie Nationale de lutte contre les VBG et du plan d'action national de lutte contre les mutilations génitales féminines et le Cahier de charge y relatif; ➤ redynamisation des comités locaux de lutte contre les MGF et des 7 plateformes régionales de ➤ lutte contre les VBG; ➤ acquisition des kits de dignités pour les survivantes de 7 espaces sûrs/ call center ; ➤ lancement de la cartographie des prestataires de VBG au Cameroun; ➤ renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de prise en charge des survivantes; ➤ organisation des sessions de sensibilisation de lutte contre les VBG et MGF ; ➤ élaboration du programme conjoint sur l'accélération de la prévention des VBG et la prise en charge holistique des survivantes des VBG au Cameroun.

Programme	Action	Activités marquées	budget	Réalisation technique
Programme 141 promotion sociale de la femme et du genre		Mise en œuvre de la stratégie de lutte contre les VBG et du Plan d'action national de lutte contre les MGF	Budget révisé: 64 250 taux d'exécution: 89,88%	
	Action 02 Promotion et protection des droits de la femme	Vulgarisation des instruments juridiques de promotion et de protection des droits de la femme et de la fille	Budget révisé: 251 250 taux d'exécution: 86,47%	<ul style="list-style-type: none"> ▶ élaboration des rapports pays sur la mise en œuvre des conventions ratifiées de promotion et protection des droits de la femme.
		Suivi des engagements internationaux et régionaux ratifiés par le Cameroun en matière de promotion et protection des droits de la femme	Budget révisé: 25 500 taux d'exécution: 96,33%	
	Action 02 Promotion et protection des droits de la femme	Célébration des journées commémoratives dédiées à la femme	Budget révisé: 154 150 taux d'exécution: 100%	
	Action 03 Promotion du leadership féminin et participation des femmes à la prise des décisions	Renforcement des capacités des femmes en politique	Budget révisé: 4 250 taux d'exécution: 100%	

Programme	Action	Activités marquées	budget	Réalisation technique
Programme 141 promotion sociale de la femme et du genre		redynamisation et accompagnement du Réseau des Femmes Leaders pour la Transformation de l'Afrique, Chapitre du Cameroun	Budget révisé: 13 500 taux d'exécution: 100%	
	Action 04 Participation et protection des femmes dans les actions humanitaires, de paix et sécurité	Protection et développement des moyens de subsistances des femmes et des filles en contexte humanitaire	Budget révisé: 119 250 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ production du plan d'action national 2^{ème} génération de la Résolution 1325 et connexes sur ➤ Femmes - Paix - Sécurité ; ➤ organisation des sessions de renforcement des capacités des journalistes, des web journalistes ➤ sur la promotion des droits de la femme en contexte humanitaire, des déplacés internes et des retournés ➤ renforcement des capacités des personnes déplacées internes à la création des AGR ; ➤ accompagnement des femmes déplacées internes ; ➤ organisation d'une session de renforcement des capacités des femmes médiatrices pour la paix et des jeunes filles, ambassadrices pour la paix.
		Mise en œuvre du Plan d'action des Résolutions 1325 et connexes	Budget révisé: 17 750 taux d'exécution: 99,99%	
	Action 05 Institutionnalisation du Genre	Intégration du genre dans la Planification et la Budgétisation	Budget révisé: 64 250 taux d'exécution: 89,88%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ accompagnement de 08 administrations à l'intégration du genre dans les cadres stratégiques de performance et les CDMT ; ➤ production du Guide d'intégration du genre dans les politiques, stratégies, programmes et budgets au Cameroun ; ➤ analyse genre des CDMT ; ➤ vulgarisation du Cahier de charges des Points Focaux Genre.
		Vulgarisation et suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre	Budget révisé: 105 750 taux d'exécution: 79,89%	

Programme	Action	Activités marquées	budget	Réalisation technique
Programme 142 développement de la famille et protection des droits de l'enfant		Mise en oeuvre de la Politique Nationale Genre	Budget révisé: 166 900 taux d'exécution: 100%	
	Action 01 Développement du cadre de promotion et de protection de l'institution famille	Amélioration des connaissances sur la famille et l'enfant	Budget révisé: 8 500 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ élaboration, en cours, de la politique nationale de la famille et d'un plan d'action opérationnel ; ➤ production du guide pratique d'accompagnement juridique des veuves.
		Elaboration de la politique nationale de la famille et d'un plan opérationnels de mise en œuvre	Budget révisé: 8 500 taux d'exécution: 100%	
		Renforcement des capacités et protection des droits des membres de la famille	Budget révisé: 275 250 taux d'exécution: 99,97%	
	Action 02 Intensification de l'éducation à la vie maritale, familiale et communautaire et à la promotion de la paix et cohésion sociale	Elaboration et mise en œuvre d'un programme de Promotion de la paix, du vivre ensemble et de la cohésion sociale au sein des familles et des communautés total	Budget révisé: 21 250 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ mobilisation de 11 930 922 personnes pour la promotion de la paix, du vivre ensemble et ➤ l'usage responsable des réseaux sociaux ; ➤ appui aux célébrations collectives de 1 300 mariages ; ➤ suivi de 1 369 cas dans le cadre de la gestion des conflits ; ➤ appui à 2 836 personnes/familles indigentes et nécessiteuses dans le cadre des aides et ➤ secours ; ➤ renforcement de capacité des 939 leaders communautaires à la gestion des conflits conjugaux ➤ accompagnement de 1 467 personnes bénéficiaires de 24 sessions éducatives sur ➤ l'intensification de l'éducation à la vie maritale pour la promotion de la paix et de la cohésion sociale ; ➤ sensibilisation de 2 136 personnes dans le cadre de l'éducation pré-nuptiale matrimoniale et ➤ familiale.

Programme	Action	Activités marquées	budget	Réalisation technique
Programme 142 développement de la famille et protection des droits de l'enfant		Education pré-nuptiale, matrimoniale et familiale	Budget révisé: 67 900 taux d'exécution: 100%	
		Education pré-nuptiale, matrimoniale et familiale		
	Action 03 Mobilisation des communautés pour l'adoption des PFE et la demande de services de santé	Révision et mise en œuvre du plan sectoriel « Femmes-familles » de lutte contre le VIH/Sida et les IST	Budget révisé: 9 250 taux d'exécution: 1 00%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ mobilisation des personnes et des familles pour les l'adoption des pratiques familiales essentielles; ➤ production du référentiel bilingue d'Education Complete à la Sexualité (ECS); ➤ mise en oeuvre de la stratégie des CHE (actualisation de la feuille de route sur les CHE, la mise en place des CHE;
	Action 03 Mobilisation des communautés pour l'adoption des PFE et la demande de services de santé	Révision et mise en œuvre du plan sectoriel « Femmes-familles » de lutte contre le VIH/Sida et les IST	Budget révisé: 9 250 taux d'exécution: 1 00%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ actualisation du plan sectoriel femmes-familles de lutte contre le VIH/Sida et les IST ; ➤ élaboration d'un référentiel sur les normes sociales positives, le genre et la santé de reproduction de la femme et de la fille ; ➤ formation des pairs éducateurs (apprenantes des CPFF) en faveur de la lutte contre le VIH/Sida ; ➤ sensibilisation des personnes sur la prévention du cancer du sein, la diversification alimentaire chez le nourrisson ; le choléra, l'hygiène des mains et sur la gestion de l'hygiène menstruelle.
		Révision et mise en œuvre du plan opérationnel du MINPROFF en faveur de la lutte contre la malnutrition	Budget révisé: 4 250 taux d'exécution: 99,99%	

Programme	Action	Activités marquées	budget	Réalisation technique
Programme 142 développement de la famille et protection des droits de l'enfant		Organisation des sessions d'éducation des ménages et des communautés sur le Pratiques Familiales Essentielles et le respect des mesures barrières pour la limitation de la propagation de la Covid-19.	Budget révisé: 4 250 taux d'exécution: 100%	
		Résilience sociale des familles et des communautés face à la COVID-19	Budget révisé: 17 000 taux d'exécution: 100%	
		Mobilisation communautaire pour la sante, les PFE et les Fistules Obstétricales	Budget révisé: 92 355 taux d'exécution: 100%	
	Action 04 Promotion et protection des droits de l'enfant	Accompagnement des familles dans l'enregistrement des naissances	Budget révisé: 304 250 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ accompagnement des familles dans l'enregistrement des naissances ; ➤ mise en œuvre du programme de parentalité positive ; ➤ sensibilisation des personnes sur la protection des droits des membres de la famille, sur la protection des droits de l'enfant ; ➤ sensibilisation des personnes sur l'importance de la scolarisation de la jeune fille ; ➤ la production du document bilingue d'orientation du programme de parentalité positive et son guide du facilitateur ; ➤ élaboration et soumission du rapport initial du protocole facultatif à la CDE concernant ➤ l'implication des enfants dans les conflits armés ; ➤ élaboration du rapport valant 6eme et 7eme rapport périodique au titre de la mise en œuvre de la CDE.

Programme	Action	Activités marquées	budget	Réalisation technique	
Programme 142 développement de la famille et protection des droits de l'enfant	Action 04 Promotion et protection des droits de l'enfant	Suivi des engagements internationaux et régionaux souscrits par le Cameroun en matière de promotion et de protection des droits de l'enfant	Budget révisé: 4 250 taux d'exécution: 100%		
		Mise en œuvre du programme de Parentalité Positive	Budget révisé: 27 750 taux d'exécution: 99,94%		
		Célébration des journées commémoratives dédiées à l'enfant	Budget révisé: 27 200 taux d'exécution: 100%		
		Vulgarisation des instruments juridiques de promotion et de protection des droits de l'enfant	Budget révisé: 48 750 taux d'exécution: 100%		
		Protection de la petite enfance (0-3 ans)	Budget révisé: 19 250 taux d'exécution: 97,24%		
		Promotion et protection des droits de l'enfant à tous les niveaux	Budget révisé: 92 250 taux d'exécution: 100%		
	Action 05 Renforcement des capacités économiques des familles vulnérables	Appui et accompagnement des familles démunies/ nécessiteuses pour le développement des AGR	Budget révisé: 164 725 taux d'exécution: 100%		<ul style="list-style-type: none"> ➤ octroi des aides et secours aux personnes indigentes et nécessiteuses ; ➤ renforcement de la protection des droits spécifiques des veuves.
	Action 05 Renforcement des capacités économiques des familles vulnérables	Renforcement et protection des droits spécifiques des veuves	Budget révisé: 21 250 taux d'exécution: 100%		

***Montants en milliers de FCFA**

Le tableau ci-dessous permet de visualiser le niveau d'exécution à mis parcours 2023 des activités retenues comme sensibles au genre dans le budget en cours.

Tableau 19: exécution a mis parcours des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINPROFF

Programme	Action	Activités marquées	Réalisation	
			Financière	Technique
Programme 140 Autonomisation économique des femmes	Action 01 Renforcement de l'employabilité des femmes	Appui à l'insertion professionnelle des femmes et des filles formées dans les UTS	Budget révisé: 135 423 taux d'exécution: 0%	En cours
		Amélioration de l'offre de formation dans les CPFF	Budget révisé: taux d'exécution :	En cours
		Renforcement des capacités économiques des femmes	Budget révisé: 288 023 taux d'exécution: 18,08%	En cours
		Appui aux CTD pour la participation à la mise en place (construction), l'entretien (réhabilitation) des centres de formation	Budget révisé: 664 220 taux d'exécution : 94,06%	En cours
	Action 02 Développement de l'entrepreneuriat féminin	Soutien à l'innovation et la normalisation des initiatives économiques des femmes entrepreneures	Budget révisé: 10 000 taux d'exécution : 100%	En cours
		Promotion de l'entrepreneuriat féminin	Budget révisé: 166 000 taux d'exécution : 27,11%	En cours
	Action 02 Développement de l'entrepreneuriat féminin	Promotion du Football féminin	Budget révisé: 85 000 taux d'exécution: 6,18%	En cours
		Formation femmes et filles à la création des AGR	Budget révisé: 1 142 280 taux d'exécution: 98,96%	En cours
	Action 03 Renforcement du pouvoir économique des femmes vivant en milieu rural	Migration des OP féminines en coopératives	Budget révisé: Ordonnancetaux d'exécution :	En cours
		Soutien à la résilience socioéconomique des femmes vivant en milieu rural face aux crises et aux effets négatifs du changement climatique	Budget révisé: 60 000 taux d'exécution: 95,63%	En cours
		Accès des femmes au foncier	Budget révisé : / taux d'exécution :/	En cours
		Promotion de la femme vivant en milieu rural	Budget révisé: 140 000 taux d'exécution: 28,57%	En cours

Programme	Action	Activités marquées	Réalisation	
			Financière	Technique
Programme 141 promotion sociale de la femme et du genre		Mise en œuvre du projet GCCASP	Budget révisé: 5 000 taux d'exécution: 95,20%	En cours
	Action 04 Appui aux femmes exerçant dans le commerce informel	Accompagnement à la migration des femmes du secteur informel vers le secteur formel	Budget révisé: /taux d'exécution :/	En cours
		Mise en place des équipements genre sensible dans les marchés	Budget révisé: /taux d'exécution :/	En cours
	Action 01 Renforcement de la Lutte contre les violences basées sur le genre	Prise en charge holistique des survivantes des VBG	Budget révisé: /taux d'exécution :/	En cours
		Mise en œuvre de la stratégie de lutte contre les VBG et du Plan d'action national de lutte contre les MGF	Budget révisé: /taux d'exécution :/	En cours
	Action 02 Promotion et protection des droits de la femme	Vulgarisation des instruments juridiques de promotion et de protection des droits de la femme et de la fille	Budget révisé: 15 000 taux d'exécution : 100%	En cours
		Suivi des engagements internationaux et régionaux ratifiés par le Cameroun en matière de promotion et protection des droits de la femme	Budget révisé: 15 000 taux d'exécution : 100%	En cours
		Célébration des journées commémoratives dédiées à la femme	Budget révisé: 497 000 taux d'exécution : 100%	En cours
	Action 03 Promotion du leadership féminin et participation des femmes à la prise des décisions	Renforcement des capacités des femmes en politique	Budget révisé: 25 000 taux d'exécution : 82,99%	En cours
		redynamisation et accompagnement du Réseau des Femmes Leaders pour la Transformation de l'Afrique, Chapitre du Cameroun	Budget révisé: 10 000 taux d'exécution : 50%	En cours
	Action 04 Participation et protection des femmes dans les actions humanitaires, de paix et sécurité	Protection et développement des moyens de subsistances des femmes et des filles en contexte humanitaire	Budget révisé: /taux d'exécution :/	En cours
		Mise en œuvre du Plan d'action des Résolutions 1325 et connexes	Budget révisé: 30 000 taux d'exécution : 91,25%	En cours

Programme	Action	Activités marquées	Réalisation	
			Financière	Technique
Programme 141 promotion sociale de la femme et du genre	Action 05 Institutionnalisation du Genre	Intégration du genre dans la Planification et la Budgétisation	Budget révisé: 70 000 taux d'exécution : 77,86%	En cours
		Vulgarisation et suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre	Budget révisé: 456 200 taux d'exécution : 67,13%	En cours
		Mise en oeuvre de la Politique Nationale Genre	Budget révisé: / taux d'exécution :/	En cours
Programme 142 développement de la famille et protection des droits de l'enfant	Action 01 Développement du cadre de promotion et de protection de l'institution famille	Amélioration des connaissances sur la famille et l'enfant	Budget révisé: 15 000 taux d'exécution : 100%	En cours
		Elaboration de la politique nationale de la famille et d'un plan opérationnels de mise en œuvre	Budget révisé: 35 000 taux d'exécution : 97,86%	En cours
		Renforcement des capacités et protection des droits des membres de la famille	Budget révisé: 601 000 taux d'exécution : 40,60%	En cours
	Action 02 Intensification de l'éducation à la vie maritale, familiale et communautaire et à la promotion de la paix et cohésion sociale	Elaboration et mise en œuvre d'un programme de Promotion de la paix, du vivre ensemble et de la cohésion sociale au sein des familles et des communautés total	Budget révisé: 96 000 taux d'exécution : 100%	En cours
		Renforcement des capacités économique des familles démunies/ vulnérables	Budget révisé: 184 500 taux d'exécution : 99,96%	En cours
		Education pré-nuptiale, matrimoniale et familiale	Budget révisé: /taux d'exécution :/	En cours
		Education pré-nuptiale, matrimoniale et familiale	Budget révisé: /taux d'exécution :/	En cours
		Mobilisation des communautés pour l'adoption des PFE et la demande de services de santé	Révision et mise en œuvre du plan sectoriel « Femmes-familles » de lutte contre le VIH/Sida et les IST	Budget révisé: 10 000 taux d'exécution : 100%
		Révision et mise en œuvre du plan opérationnel du MINPROFF en faveur de la lutte contre la malnutrition	Budget révisé: 5 000 taux d'exécution : 99,97%	En cours

Programme	Action	Activités marquées	Réalisation	
			Financière	Technique
Programme 142 développement de la famille et protection des droits de l'enfant	Mobilisation des communautés pour l'adoption des PFE et la demande de services de santé	Organisation des sessions d'éducation des ménages et des communautés sur le Pratiques Familiales Essentielles et le respect des mesures barrières pour la limitation de la propagation de la Covid-19.	Budget révisé: /taux d'exécution :/	En cours
		Résilience sociale des familles et des communautés face à la COVID-19	Budget révisé: 357 989 taux d'exécution : 5,59%	En cours
		Mobilisation communautaire pour la sante, les PFE et les Fistules Obstétricales	Budget révisé: 108 400 taux d'exécution : 99,31%	En cours
	Action 04 Promotion et protection des droits de l'enfant	Accompagnement des familles dans l'enregistrement des naissances	Budget révisé: taux d'exécution :	En cours
		Suivi des engagements internationaux et régionaux souscrits par le Cameroun en matière de promotion et de protection des droits de l'enfant	Budget révisé: 10 000 taux d'exécution : 50%	
		Mise en œuvre du programme de Parentalité Positive	Budget révisé: 30 400 taux d'exécution : 50,66%	En cours
		Célébration des journées commémoratives dédiées à l'enfant	Budget révisé: 30 000 taux d'exécution : 71,67%	En cours
		Vulgarisation des instruments juridiques de promotion et de protection des droits de l'enfant	Budget révisé: 5 000 taux d'exécution : 99,99%	En cours
		Protection de la petite enfance (0-3 ans)	Budget révisé: 5 000 taux d'exécution : 15%	En cours
		Promotion et protection des droits de l'enfant à tous les niveaux	Budget révisé: 99 800 taux d'exécution : 100%	En cours
	Action 05 Renforcement des capacités économiques des familles vulnérables	Appui et accompagnement des familles démunies/nécessiteuses pour le développement des AGR	Budget révisé: /taux d'exécution :/	En cours
		Renforcement et protection des droits spécifiques des veuves	Budget révisé: /taux d'exécution :/	En cours

***Montants en milliers de FCFA**

Le tableau ci-dessous permet de visualiser le niveau d'exécution à mis parcours 2023 des activités retenues comme sensibles au genre dans le budget en cours.

Au Ministère des Affaires Sociales

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINAS, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les actions du MINAS marquées comme genre sensible dans les budgets **2022** et **2023** sont condensées dans les tableaux ci-dessous. Lesdits tableaux présentent pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget **2022** et a mis parcours **2023**. En outre, le point sur l'analyse situationnelle en cours au MINAS est affiché dans cette section.

Tableau 20 : exécution des activités genre sensible dans le budget 2022 du MINAS

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
Programme 070 Protection sociale de l'enfance	Action 01 Promotion des initiatives du développement de la petite enfance(DPE)	Assistance éducative aux enfants des communautés autochtones	Budget révisé: 32 257 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 55 pensionnaires de 0-8ans (23 filles et 32 garçons) dans les Centres d'Accueils des enfants en Détresses (CAED) ont bénéficié d'une prise en charge holistique ➤ 1179 enfants vulnérables (364 filles et 815 garçons) ont bénéficié d'une prise en charge holistique dans des institutions privées d'encadrement de la petite enfance agréées et accompagnées par les services déconcentrés et opérationnels du MINAS ➤ 758 activités visant à promouvoir la stimulation précoce, garantir des soins de santé de qualité, et assurer les autres prestations sociales aux enfants de 0 à 8 ans, ont également ➤ été menées. Il s'agit de : ➤ 279 causeries éducatives sur l'importance de l'éducation, la citoyenneté et l'hygiène, au profit de 26355 enfants issus des communautés autochtones (13472 filles et 12883 garçons) ; ➤ 6904 actes de naissance établis à l'initiative des services opérationnels du MINAS au bénéfice de 3618 filles et 3286 garçons ;
		Prise en charge des enfants vulnérables dans les institutions pour l'éveil précoce	Budget révisé: 42 925 taux d'exécution: 94,06%	
		Education parentale orientée vers le plein épanouissement des enfants	Budget révisé: 5 100 taux d'exécution :100%	

Programme	Action	Activités mar- quées	Budget	Réalisation technique
Programme 070 Protection sociale de l'enfance	Action 02 prévention des inadaptations sociales et renforcement de la protection spéciale de l'enfant	Prévention du handicap et des maladies invalidantes chez l'enfant	Budget révisé: 17 725 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Suivi, accompagnement psychosocial et prise en charge de 28 349 enfants (15 141 filles et 13 208 garçons) ayant subi au moins une forme d'exploitation, de violence ou d'abus (traite, trafic, violence, négligence...); ➤ Organisation de 2413 séances de sensibilisation à l'usage responsable des réseaux sociaux qui ont permis de toucher 182 501 élèves (101 387 filles et 81 114 garçons).
		Lutte contre la consommation de la drogue en milieu scolaire et extrascolaire	Budget révisé: 56 737 taux d'exécution: 100%	
		Suivi des enfants ayant besoin des mesures spéciales de protection	Budget révisé: 367 200 taux d'exécution : 100%	
	Action 03 Renforcement de la réadaptation et accompagnement à l'insertion et réinsertion de l'enfant vulnérable inadapté	Suivi et accompagnement des mineurs en conflits avec la loi	Budget révisé: 54 825 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prise en charge de 64877 enfants/ mineurs inadaptés sociaux ou en situation difficile (36591 filles et 28286 garçons) en vue de leur insertion/réinsertion, soit : ➤ 5666 enfants gardés à vue ou en détention (958 filles et 4708 garçons) ➤ 739 mineurs inadaptés sociaux (191 filles et 548 garçons) bénéficiaires d'une prise en charge institutionnelle ; ➤ 13368 enfants réfugiés (7413 filles et 5955 garçons) bénéficiaires d'une prise en charge auprès des structures opérationnelles du MINAS ; ➤ 44796 enfants déplacées internes (28021 filles et 16775 garçons) bénéficiaires d'une prise en charge auprès des structures opérationnelles du MINAS ; ➤ 279 EDR resocialisés/ réinsérés (08 bénéficiaires d'un financement et installation de 04 kiosques restaurants mobiles, 15 bénéficiaires d'un financement pour l'ouverture en cours d'une laverie moderne, 30 formés à la fabrication des produits de nettoyage, 223 bénéficiaires des services de rééducation en milieu ouvert) ; ➤ 29 enfants abandonnées (08 filles et 21 garçons) bénéficiaires d'un placement administratif familial ➤ provisoire à la faveur de 09 sessions du Comité constitué à cet effet.

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
Programme 070 Protection sociale de l'enfance	Action 03 Renforcement de la réadaptation et accompagnement à l'insertion et réinsertion de l'enfant vulnérable inadapté	Lutte contre le phénomène des EDR	Budget révisé: 120 700 taux d'exécution: 99,93%	
		Assistance éducative des mineurs inadaptés sociaux	Budget révisé: 120 536 taux d'exécution: 100%	
Programme 071 protection sociale des groupes à vulnérabilités	Action 01 Protection sociale des personnes handicapées	Renforcement des mesures et actions de prévention du handicap	Budget révisé: 44 200 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ▶ 18 333 personnes handicapées (8460 filles/femmes et 9873 garçons/hommes) de bénéficie des mesures d'inclusion sociale et/ou de réinsertion économique, soit : ▶ 823 personnes handicapées (283 filles/femmes et 540 garçons/hommes) bénéficiaires d'une prise en charge holistique en institution ; ▶ 4 590 nouvelles personnes handicapées (1761 filles/femmes et 2829 garçons/d'hommes) bénéficiaires de Cartes Nationales d'Invalidité (CNlv)
		Renforcement des mesures et actions de prévention du handicap	Budget révisé: 44 200 taux d'exécution: 100%	<ul style="list-style-type: none"> ▶ 11 551 enfants handicapés et ceux nés de parents handicapés (5736 filles et 5815 garçons) bénéficiaires de placements scolaires, d'appui à l'éducation spéciale et/ou de frais de participation aux examens officiels ; ▶ 76 apprenants handicapés bénéficiaires d'un suivi au CNRPH (50 filles et 26 garçons) ; ▶ 1293 personnes handicapées promoteurs d'entreprises bénéficiaires de l'accompagnement du MINAS (630 femmes et 663 hommes) ; ▶ 284 activités de sensibilisation organisées qui ont touchées 112 769 femmes et 162 518 hommes.
		Organisation de la réadaptation fonctionnelle des personnes handicapées	Budget révisé: 10 143 546 taux d'exécution: 100%	
		Appui à l'éducation spéciale des personnes handicapées	Budget révisé: 740 377 taux d'exécution: 86,68%	

Programme	Action	Activités mar- quées	Budget	Réalisation technique
Programme 071 protection sociale des groupes à vulnérabilités	Action 02 assistance publique en faveur des personnes âgées	Renforcement du dispositif institutionnel de protection des personnes âgées	Budget révisé: 14 450 taux d'exécution: 99,90%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les activités majeures réalisées dans le cadre de l'assistance publique aux personnes âgées font état de 9965 bénéficiaires (6192 femmes et 3773 hommes) ➤ 7625 personnes âgées (4957 femmes et 2668 hommes) bénéficiaires d'une aide médicale à l'initiative des Services de l'Action Sociale auprès des hôpitaux ; ➤ 2340 personnes touchées (1235 femmes et 1105 hommes) à la faveur de 240 actions/sessions de ➤ valorisation et de promotion des échanges intergénérationnelles au sein des familles et des communautés organisées
		Amélioration de la santé et du bien-être des personnes âgées	Budget révisé: 33 759 taux d'exécution: 81,37%	
		Lutte contre la marginalisation, l'isolement et/ou la maltraitance des personnes âgées	Budget révisé: 28 390 taux d'exécution: 99,98%	
	Action 03 Inclusion sociale des populations et communau- tés autoch- tones	Promotion de la participation des peuples autochtones à la vie publique et aux instances de prise de décisions	Budget révisé: 13 600 taux d'exécution: 99,94%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 39 enfants (12 filles et 27 garçons) issues de la communauté BAKA bénéficiaires de prise en charge au foyer ➤ Communautaire de Mintom ; ➤ 280 bourses d'études octroyées aux enfants autochtones ; ➤ 23 leaders Baka formés et sensibilisés sur la scolarisation des enfants autochtones ➤ 116 accouchements BAKA réalisés avec l'appui de FAIRMED ;
		Promotion de la participation des peuples autochtones à la vie publique et aux instances de prise de décisions	Budget révisé: 13 600 taux d'exécution : 99,94%	

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
Programme 071 protection sociale des groupes à vulnérabilités	Action 03 Inclusion sociale des populations et communautés autochtones	Opérationnalisation du dispositif institutionnel de protection des populations autochtones vulnérables	Budget révisé: 10 200 taux d'exécution: 100%	
	Action 04 assistance aux individus, groupes et communautés à vulnérabilités conjoncturelles	Développement de la conformité sociale des projets.	Budget révisé: 68 850 taux d'exécution: 92,99%	<ul style="list-style-type: none"> ▶ 86 952 personnes déplacées internes et réfugiés (50940 femmes et 36012 hommes) bénéficiaires d'au moins un ▶ service de prise en charge psychosociale ; ▶ 149 migrants bénéficiaires d'une assistance multiforme soit : 45 femmes, 73 hommes et 31 enfants ; ▶ 8330 personnes affectées ou infectées par la Covid-19 (4473 femmes et 3857 hommes) bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial ;
		Accompagnement psychosocial des personnes déplacées et réfugiées du fait des crises sécuritaires	Budget révisé: 68 850 taux d'exécution: 92,99%	
		Mobilisation communautaire autour de la prévention de la contamination du COVID-19	Budget révisé: 45 375 taux d'exécution: 100%	
		Gestion sociale des flux migratoires	Budget révisé: 179 025 taux d'exécution: 100%	
	Action 05 promotion de l'action sociale en faveur des PSV	Assistance publique dans le cadre de la décentralisation	Budget révisé: 867 000 taux d'exécution: 87,66%	

Programme	Action	Activités mar- quées	Budget	Réalisation technique
Programme 071 protection sociale des groupes à vulnérabilités	Action 05 promotion de l'action sociale en faveur des PSV	Assistance publique dans le cadre de la décentralisation	Budget révisé: 867 000 taux d'exécution: 87,66%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 2023 personnes (1146 femmes et 877 hommes) bénéficiaires d'appuis dans le cadre du PAIRPPEV; ➤ 1696 personnes vulnérables (670 femmes et 1026 hommes) bénéficiaires d'appuis en ressources ➤ Productives.
		Mise en place d' un RSU	Budget révisé: 73 150 taux d'exécution: 87,89%	
		Soutien au dispositif institutionnel du développement social	Budget révisé: 15 300 taux d'exécution: 100%	
		Mise en œuvre des programmes de transferts sociaux aux PSV et aux structures d'encadrement des PSV	Budget révisé: 33 950 taux d'exécution: 100%	
		Renforcement de la responsabilité sociétale des entreprises et promotion de l'entreprenariat social	Budget révisé: 72 750 taux d'exécution: 100%	
Programme 179 gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur	Action 02 planification et gestion budgétaire	Planification stratégique	Budget révisé: 35 700 taux d'exécution: 99,14%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ contribution du MINAS au ➤ Document Budgétaire Sensible au Genre (BSG) qui a été annexé à la loi de finances pour l'exercice 2023.
	Action 04 gestion des ressources humaines	Participation du MINAS aux fêtes officielles	Budget révisé: 54 825 taux d'exécution: 99,82%	

***Montants en milliers de FCFA**

Le tableau ci-dessous permet de visualiser le niveau d'exécution à mis parcours 2023 des activités retenues comme sensibles au genre dans le budget en cours.

Tableau 21 : exécution a mis parcours des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINAS

Programme	Activités marquées	Taches marquées	Réalisation	
			financière	technique
Programme 070 : Protection sociale de l'enfance	Assistance éducative aux enfants des communautés autochtones, en particulier chez la jeune fille		Budget révisé : 37 500 taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 13472 filles issues de communautés autochtones mobilisées/ touchées lors des dites causeries éducatives ➤ 12883 garçons issus de communautés autochtones mobilisés/ touchés lors des dites causeries éducatives
	Prise en charge des enfants des filles et garçons vulnérables dans les institutions pour l'éveil précoce		Budget révisé : 62 450 taux d'exécution : 93,19%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 387 filles vulnérables bénéficiaires des autres activités de prise en charge holistique dans les institutions ➤ 847 garçons vulnérables bénéficiaires des autres activités de prise en charge holistique dans les institutions
	Prévention du handicap et des maladies invalidantes chez les filles et garçons		Budget révisé : 11 100 taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 39686 femmes mobilisées/ touchées lors des dites causeries éducatives ➤ 9272 hommes mobilisés/ touchés lors des dites causeries éducatives
	Lutte contre la consommation de la drogue en milieu scolaire et extrascolaire		Budget révisé : 67 300 taux d'exécution : 96,21%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 134 847 femmes mobilisées/ touchées lors des dites activités ➤ 124 212 hommes mobilisés/ touchés lors des dites activités
	Suivi des enfants filles et garçons ayant besoin des mesures spéciales de protection		Budget révisé : 472 061 taux d'exécution : 95,76%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 15 143 filles victimes de négligence et bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial ➤ 13 208 garçons victimes de négligence et bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial
	Suivi et accompagnement des mineurs filles et garçons en conflits avec la loi		Budget révisé : 64 500 taux d'exécution : 85,50%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 958 filles gardées à vue ou en détention bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial ➤ 4 708 garçons gardés à vue ou en détention bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial
	Lutte contre le phénomène des EDR		Budget révisé : 103 975 taux d'exécution : 97,59%	➤ Au moins 100 EDR extraits et sécurisés dans les institutions, familles d'accueil
	Assistance éducative des mineurs filles et garçons inadaptés sociaux		Budget révisé : 171 000 taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 185 mineurs inadaptés sociaux (filles) bénéficiaires d'une prise en charge institutionnelle ➤ 548 moins mineurs inadaptés sociaux (garçons) bénéficiaires d'une prise en charge institutionnelle

Programme	Activités marquées	Taches marquées	Réalisation	
			financière	technique
Programme 071 protection sociale des groupes a vulnérabilités spécifiques et solidarité	Accompagnement psychosocial des personnes déplacées et réfugiées hommes et femmes du fait des crises sécuritaires		Budget révisé : 502 450 taux d'exécution : 85,57%	► 145 056 personnes déplacées internes et réfugiées bénéficiaires d'au moins un service de prise en charge psychosociale soit 50 940 femmes, 36 012 hommes et 58 104 enfants
	Mobilisation communautaire et accompagnement psychosocial des personnes affectées et infectées par le COVID-19		Budget révisé : 52 300 taux d'exécution : 90,44%	► 8330 personnes affectées ou infectées par la COVID-19 et bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psycho-social parmi lesquels 4473 femmes et 3857 hommes
	Renforcement des mesures de promotion des personnes handicapées hommes et femmes.		Budget révisé : 54 175 taux d'exécution : 78,17%	► 112 769 femmes sensibilisées ou touchés lors la célébration de la JIPH ► 162 518 d'hommes sensibilisés ou touchés lors la célébration de la JIPH 2022
	Adaptation et optimisation de l'offre de prévention, de dépistage précoce des incapacités, et de réadaptation fonctionnelle des personnes handicapées hommes et femmes		Budget révisé : 6 082 550 taux d'exécution : 3,12%	► En cours
	Appui à l'éducation spéciale et à la prise en charge des personnes handicapées hommes et femmes		Budget révisé : 632 093 taux d'exécution : 98,45%	► 77 filles/femmes vulnérables bénéficiaires de frais de participation aux examens ou d'éducation spéciale ► 48 garçons/d'hommes vulnérables bénéficiaires de frais de participation aux examens ou d'éducation spéciale
	Amélioration de la santé et du bien-être des personnes âgées hommes et femmes		Budget révisé : 10 150 taux d'exécution : 73,89%	► 4957 personnes âgées (femmes) et 2668 personnes âgées (hommes) bénéficiaires d'une assistance médicale
	Gestion sociale des fléaux sociaux		Budget révisé : 235 050 taux d'exécution : 98,72%	► En cours
	Contrôle et suivi de la conformité sociale des projets et des populations impactés		Budget révisé : 36 150 taux d'exécution : 80,50%	► 270 intervenants sensibilisés dont 149 femmes et 121 hommes pour le suivi et de la mise en œuvre de la gestion de la dimension sociale des projets

Programme	Activités marquées	Taches marquées	Réalisation	
			financière	technique
Programme 071 protection sociale des groupes à vulnérabilités spécifiques et solidarité	Mise en oeuvre des programmes de transferts sociaux en faveur des hommes et femmes socialement vulnérables et des structures d'encadrement des PSV		Budget révisé : 19 925 taux d'exécution : 77,14%	➤ 3027 PSV bénéficiaires des appuis en ressources productives

***Montants en milliers de FCFA**

Le diagnostic genre en cours au MINAS a pour objectif de dresser un état des lieux des inégalités et discriminations entre les femmes/filles et les hommes/garçons dans le sous-secteur Affaires sociales et d'évaluer sa prise en compte dans les politiques en vue d'une prise en compte efficace du genre au Ministère des Affaires Sociales, notamment au niveau de la chaîne PPBS. Spécifiquement, il sera question de :

- Elaborer un diagnostic détaillé des enjeux genre dans le sous-secteur Affaires sociales en fournissant des informations détaillées sur la situation des hommes/garçons et des femmes/filles et analyser les causes et impacts des inégalités constatées ;
- Analyser les stratégies et programmes y compris les programmes budgétaires du Ministère, leurs impacts et résultats sur les inégalités entre les hommes/garçons et des femmes/filles ;
- Analyser les capacités et besoins des parties prenantes, surtout celles du Ministère impliquées dans le sous-secteur pour contribuer à l'égalité ;
- Conduire une analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces (FFMO) du sous-secteur Affaires sociales pour répondre aux inégalités basées sur le genre et promouvoir l'égalité et révéler les insuffisances en matière de genre au sein de ce département ;
- Formuler des recommandations pertinentes et appropriées pertinentes et appropriées pour renforcer la prise en compte du genre dans les interventions du sous-secteur, du MINAS et ses programmes, et dans la chaîne PPBS, ainsi que dans le Cadre Stratégique de Performance.

Au Ministère de la Décentralisation et du Développement Local

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINDDEVEL, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les actions du MINDDEVEL marquées comme genre sensible dans les budgets **2022** et **2023** sont condensées dans les tableaux ci-dessous. Lesdits tableaux présentent pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget **2022** et à mis parcours **2023**. Les résultats de l'analyse situationnelle genre menée en **2023** sont affichés dans cette section.

Tableau 22 : exécution des activités genre sensible dans le budget 2022 du MINDDEVEL

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
Programme 098 gouvernance et appui institutionnel dans le sous secteur décentralisation et développement local	Action 03 gestion des ressources humaines	Animation de l'action sociale en faveur des hommes et des femmes	Budget révisé : 15 020 taux d'exécution : 100%	23 hommes et femmes aidés
		Gestion des actes de carrière de la solde et des pensions des hommes et des femmes relevant du Ministère	Budget révisé : 118 045 taux d'exécution : 100%	536 actes de carrière traités : <ul style="list-style-type: none"> ➤ 191 arrêtés d'avancement d'échelon ➤ 315 décisions d'avancement d'échelon ➤ 22 arrêtés d'avancement de classe ➤ 04 reclassements catégoriels ➤ 04 actes des droits à la retraite ➤ 23 sessions de formation dont 2 en lien avec le genre à l'attention des personnels homme et femmes ➤ 48% de personnel formé était de sexe féminin
		Formation Continue des Personnels et Développement des Ressources des hommes et des femmes exerçant au MINDDEVEL	Budget révisé : 362 089 taux d'exécution : 100%	
Programme 099 Approfondissement du processus de décentralisation	Action 02 amélioration de la gestion budgétaire et comptable des CTD	Arrimage des CTD à la budgétisation par programme sensible au genre et à l'enfant	Budget révisé : 11 775 taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Un guide sur l'élaboration des PRD sensible au genre et aux personnes socialement vulnérable disponible ➤ Circulaire MINDDEVEL/MINFI qui instruit la prise en compte du genre dans la préparation des budgets des CTD ➤ Les Conseillers Régionaux ont été sensibilisés lors des sessions budgétaires ➤ Accompagnement intégrant le genre de 39 communes et 10 régions à la budgétisation en mode programme avec l'appui du PRADEC-GIZ
		Action 03 modernisation de la gestion des ressources humaines des CTD	Budget révisé : 28 350 taux d'exécution : 99,91%	Opération de collectes achevées <ul style="list-style-type: none"> ➤ Effectif des personnels communaux par sexe et par région disponible, avec 28% des femmes en service dans les CTD ➤ rapport statistique des personnels communaux

Programme	Action	Activités marquées	Budget	Réalisation technique
Programme 099 Approfondissement du processus de décentralisation	Action 03 modernisation de la gestion des ressources humaines des CTD	Finalisation et actualisation du fichier genre sensible du personnel des CTD	Budget révisé : 28 350 taux d'exécution : 99,91%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 02 arrêtés de nomination des Secrétaires Généraux des Mairies ➤ 300 contrats de travail des personnels communaux approuvés dont 47% ➤ Contenu profil de poste ➤ Canevas offre d'emploi ➤ Plan annuel d'effectif sensible au genre
		Réhabilitation de la NASLA	Budget révisé : 940 000 taux d'exécution : 54,73%	
	Action 06 Suivi évaluation du processus de décentralisation	Evaluation de l'impact des Compétences transférées aux Communes et Communautés Urbaines		<ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 session du CISL et 09 du ST CISL ➤ 1 session de CONAFIL et 21 sessions de ST ➤ 7 ST di CICOD ➤ finalisation du rapport sur le suivi-évaluation de l'exercice des compétences transférées par l'Etat aux communes et communautés urbaines ➤ finalisation du rapport annuel sur l'état de la décentralisation et le fonctionnement des services locaux
		Réhabilitation des Délégations Régionales du MINDDEVEL	Budget révisé : 8 000 taux d'exécution : 100%	Maturation des projets de réhabilitation et de construction des DR
		Réhabilitation des Délégations Départementales du MIND-DEVEL	Budget révisé : 106 368 taux d'exécution : 100%	Maturation des projets de réhabilitation et de construction des DD

***Montants en milliers de FCFA**

Le tableau ci-dessous permet de visualiser le niveau d'exécution à mis parcours 2023 des activités retenues comme sensibles au genre dans le budget en cours.

Tableau 23 : exécution a mis parcours des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINDDEVEL

Programme	Action	Activités marquées	Réalisation		
			financière	technique	
Programme 098 gouvernance et appui institutionnel dans le sous secteur décentralisation et développement local	Action 03 gestion des ressources humaines	Animation de l'action sociale en faveur des hommes et des femmes	Budget révisé : 15 200 taux d'exécution : 0%	Octroi des aides et secours à 50% des hommes et 50% des femmes en service	
		Gestion des actes de carrière de la solde et des pensions des hommes et des femmes relevant du Ministère	Budget révisé : 141 392 taux d'exécution : 89,82%	l'amélioration de la gestion des carrières et de la solde	
		Formation Continue des Personnels et Développement des Ressources des hommes et des femmes exerçant au MINDDEVEL	Budget révisé : 404 176 taux d'exécution : 94,82%	Organisation des sessions de renforcement des capacités	
Programme 099 Approfondissement du processus de décentralisation	Action 02 amélioration de la gestion budgétaire et comptable des CTD	Arrimage des CTD à la budgétisation par programme sensible au genre et à l'enfant	Budget révisé : 11 775 taux d'exécution : 100%	Les formations à la budgétisation par programme ont été réalisées au profit de 39 Communes avec l'appui de la GIZ	
	Action 03 modernisation de la gestion des ressources humaines des CTD	Finalisation et actualisation du fichier genre sensible du personnel des CTD	Budget révisé : 28 350 taux d'exécution : 83,86%	Mise à jour du fichier du personnel des CTD	
		Réhabilitation de la NASLA	Budget révisé : taux d'exécution :		
	Action 06 Suivi évaluation du processus de décentralisation	Evaluation de l'impact des Compétences transférées aux Communes et Communautés Urbaines	Réhabilitation des Délégations Régionales du MINDDEVEL	Budget révisé : 400 000 taux d'exécution : 0%	Rapport annuel sur la décentralisation en cours de finalisation
			Réhabilitation des Délégations Régionales du MINDDEVEL	Budget révisé : 20 950 taux d'exécution : 100%	Maturation en cours
			Réhabilitation des Délégations Départementales du MINDDEVEL	Budget révisé : 56 025 taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ -2 DD construites ➤ - 5 délégations départementales dont le processus de maturation est finalisé

***Montants en milliers de FCFA**

Le tableau ci-dessous permet de visualiser le niveau d'exécution à mis parcours 2023 des activités retenues comme sensibles au genre dans le budget en cours.

Dans le cadre de la consolidation de l'approche BSG au MINDDEVEL, un état des lieux genre dans la décentralisation et développement local a été mené en **2023** avec l'appui technique et financier de la GIZ à travers le Programme d'Appui à la Modernisation des Finances Publiques (PAMFIP). Il était question, sur la base des acquis de :

- approfondir l'analyse genre des différents programmes du MINDDEVEL et identifier les opportunités qui peuvent aider à réduire davantage les inégalités genre notamment les programmes **099** et **100** du MINDDEVEL ;
- dresser un état de lieux de la présence des données désagrégées par sexes dans le domaine de la décentralisation et du développement local au niveau du MINDDEVEL et son niveau d'utilisation dans la planification des activités et la définition des indicateurs ;

Le MINDDEVEL, en tant qu'institution d'accompagnement du processus de décentralisation et de promotion du développement, va contribuer à la mise en œuvre de tous les axes du document de Politique Nationale Genre, étant donné que les communes, les communautés urbaines et les régions sont chargées d'assurer la mise en œuvre à la base des différentes politiques publiques sectorielles. A cet effet, le MINDDEVEL est interpellé dans la mise en œuvre des axes stratégiques ci-après :

- Axe stratégique N° **5** : Renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes, et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire et dans les sphères de prise de décisions ;
- Axe stratégique N° **7** : Renforcement du cadre institutionnel de la promotion du genre dans les politiques publiques y compris les budgets aux niveaux national et local.

Les résultats de l'analyse ont été structurés en deux groupes.

- Les résultats à l'issue de la revue des documents et textes
- Examen de la Loi portant Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées

L'examen de la loi portant Code Général des CTD a permis de découvrir des opportunités légales pour l'introduction du genre au niveau du sous-secteur DDEVEL. En effet, l'examen de différents articles et dispositions du Code Général des CTD montre naturellement une neutralité genre du texte, mais des opportunités à saisir se présentent pour pouvoir justifier la nécessité d'introduire l'approche genre dans la mise en application desdites dispositions. L'alinéa **3** de l'article **166** stipule clairement que « Le Conseil municipal doit refléter les différentes composantes sociologiques de la Commune. Il doit notamment, assurer la représentation des populations autochtones de la Commune, des minorités et du genre ». Par ailleurs, La « house of divisional representatives » doit refléter les composantes sociologiques de la Région ainsi que le genre. · On note par exemple, au cours des consultations citoyennes mentionnées à l'article **416**, il faudrait s'assurer que l'ensemble des populations hommes et femmes participent auxdites consultations. Toutefois, aucune précision ou disposition n'est donnée sur le taux de représentativité souhaité ou recherché des hommes et des femmes aux postes de conseillers municipaux et au niveau de l'exécutif communal et régional.

Malgré quelques orientations favorables de loi portant Code Général des CTD et la loi électorale (qui souligne l'intérêt d'avoir **30%** minimum des femmes aux instances décisives), on note une faible représentativité des femmes au sein des exécutifs communaux et régionaux, des conseils communaux et régionaux.

La définition des compétences transférées dans la loi portant Code Général des CTD reste globalement neutre et l'ambition de corriger certaines disparités en matière d'accès et de contrôle des services de bases n'est pas clairement explicite.

Le Titre IV -**416** Stipule que le maire prépare le budget de sa commune en se référant aux orientations de la circulaire conjointe MINDDEVEL-MINFI, des consultations citoyennes menées à

l'endroit de la population de la municipalité dont il a la charge à travers la participation citoyenne, et au CBMT. Afin de concrétiser cet aspect, le circulaire conjoint **007992/AC/MIINFI/MINDDEVEL** de **06 Octobre 2022** relatifs à la préparation du budget des CTD pour l'exercice **2023** instruit les CTD à intégrer les questions genre dans leur cycle budgétaire. Cependant il n'existe quasiment pas une véritable stratégie d'encadrement des CTD concrétiser ces orientations dans la chaîne PPBS.

Examen des documents budgétaires

Il était question ici de découvrir dans quelle mesure ces documents budgétaires présentaient une perspective genre et si des activités genre sensibles pouvaient y être contenues. Il en est ressorti un certain nombre d'observations assorties de propositions.

Programme 098 :

- ↳ Pour ce qui est de la gestion de ressources humaines, les besoins spécifiques de formations ne sont pas pris en compte car de façon globale, la formation cible la fonction et non les besoins différenciés en formation des femmes et des hommes de l'institution.
- ↳ Une base de données est tenue sur le nombre des hommes et des femmes en service au MINDDEVEL ;
- ↳ Les activités du MINDDEVEL en lien avec la BSG ne sont pas visibles/ventilées dans les différents documents de programmation et dans le RAP. Il est énoncé l'intérêt d'assurer des activités pour la BSG dans le déploiement de la chaîne PPBS sans un accent sur l'intégration des questions genre dans cette chaîne ;
- ↳ Il y a une nécessité de disposer d'un dispositif pérenne d'accroître la disponibilité des données genre sensibles;
- ↳ Les indicateurs sont pour la plupart son genre neutre et/ou genre insensible
- ↳ Il existe l'opportunité de développer des outils de communication institutionnelle du MINDDEVEL qui serviront à valoriser les femmes leaders dans le domaine mais pour le moment cette opportunité n'est pas exploitée ;

Programme 099 :

- ↳ Nécessité d'améliorer la collecte la consolidation et l'utilisation des données sexo spécifiques

Programme 100 :

- ↳ L'évaluation d'impact des projets des CTD selon le genre n'existe pas
- ↳ le genre n'est pas intégré dans le processus de maturation des projets des CTD

Recommandations :

Mettre sur pied un fichier national d'état-civil fiable, complet et dynamique en vue de la sécurisation de l'identité et la promotion du développement.

- Résultats à l'issue des échanges entretiens et des ateliers avec les focus groups

Des constats unanimes ont été relevés quant à l'existence des disparités, les capacités des acteurs encore limitées dans les questions de genre, la spécificité des situations des hommes et des femmes, etc

Constat 1 : persistance de disparités

En règle générale, les facteurs qui influencent les rapports entre les femmes et les hommes sont d'ordres politique, socio-économique ou socio-culturel.

Les disparités sont visibles à travers une cartographie de la participation des hommes et des femmes dans certains domaines. Les éléments de discrimination, de disparité ou d'inégalité peuvent être :

- ↳ l'accès aux ressources
- ↳ le contrôle des ressources
- ↳ la participation aux instances de décision et aux processus de prise de décision
- ↳ la jouissance des avantages ou des bénéfices offerts par les politiques publiques.

Tableau 24: extrait du tableau des disparités sur la représentation effective des femmes et des hommes dans le domaine politique

Délimitation spatiale	Fonction	Effectifs absolus			Effectifs relatifs	
		Hommes	Femmes	total	Hommes	Femmes
MINDDEVEL	Hauts responsables services centraux	86	64	150	57.33%	42.67%
	Responsables services déconcentrés	169	63	232	72.84%	27.16%
Région du SW	Regional President	1	0	1	100.00%	0.00%
	Regional Councilors	79	21	100	79.00%	21.00%
	Regional Commissions	4	0	4	100.00%	0.00%
	UCCC Regional President	1	0	1	100.00%	0.00%
	Mayors Fako Division	7	1	8	87.50%	12.50%
Région du SW	Deputy Mayors Fako Division	10	6	16	62.50%	37.50%
	Councilors Fako Division	162	71	233	69.53%	30.47%
	SG Fako Division	4	4	8	50.00%	50.00%
	Municipal Treasurers Fako Division	3	5	8	37.50%	62.50%
Ensemble du Cameroun	Conseillers Municipaux	8.085	2.541	10.626	76.09%	23.91%
	Exécutifs municipaux	335	39	374	89.57%	10.43%
	Maires CU	10	0	10	100.00%	0.00%
	Adjoints aux Maires	634	327	961	65.97%	34.03%

Source: rapport général de la consolidation de l'approche de la BSG au MINDDEVEL: état des lieux genre dans la décentralisation et le développement local

Le tableau ci-dessus ne montre qu'un aspect des différentes zones d'intervention des hommes et des femmes dans la vie publique ou communautaire. Au regard de ce tableau des disparités, la participation à la décision et au processus de prise de décision intègre aussi bien les femmes que les hommes on peut toutefois affirmer que des inégalités demeurent. Elles trouvent leur source généralement dans nos cultures, nos traditions, nos croyances religieuses

Les disparités touchent plusieurs domaines de la vie: l'éducation, la formation, la santé, la sécurité, les activités de production, l'accès aux ressources, le partage du pouvoir et des responsabilités, les niveaux de prise de décisions, les droits des femmes, la participation des femmes à la vie publique, aux instances de prise de décisions et à la gestion des ressources, le travail, la vie familiale etc...

Constat 2 : des capacités des acteurs encore limitées

- ↳ Très peu de personnes ont reçu une formation sur le genre
- ↳ Il y a un besoin réel en formations et renforcement des capacités sur le genre
- ↳ Une forte sensibilisation est nécessaire.

Constat 3 : les situations des hommes et des femmes sont spécifiques

- ↳ au niveau de l'état-civil : sur **2.700** Officiers d'état-civil actuels, on ne compte que moins de **500** femmes.

Causes : le rôle d'Officier d'état-civil se transmet généralement de père en fils. Puisque la jeune fille doit aller en mariage, il est à craindre qu'elle ne puisse être la gardienne des valeurs et traditions de son village d'origine, d'où le nombre assez faible des femmes dans ce métier.

Conséquences : certaines situations d'état-civil concernant les jeunes filles ne sont pas toujours traitées de façon prioritaire, par exemple l'enregistrement des naissances des filles

recommandations/conclusion : même s'il est compréhensible qu'il faille conserver les valeurs, les enregistrements de TOUTES les naissances est important, que l'on soit un homme ou une femme à la tête d'un bureau d'état-civil

- ↳ au niveau de la participation dans la gouvernance des administrations publiques : la représentation des femmes dans les instances de prise de décision est faible

causes : il peut s'agir d'un manque d'intérêt des femmes sur ces questions, de moyens limités des femmes, ou tout simplement de normes et stéréotypes acquis depuis l'enfance dans le milieu familial. De plus, les femmes se réalisent avant tout dans l'enceinte familiale, ce qui laisse peu de place à leur engagement sur le terrain public et politique souvent animé par les passions et les guerres de positionnement permanente.

conséquences : les intérêts stratégiques des femmes ne sont pas suffisamment pris en compte.

recommandations/conclusion : sensibiliser les citoyennes et citoyens.

- ↳ au niveau de l'exercice des compétences transférées en matière de santé : les femmes sont peu nombreuses dans les Comités de gestion dans les aires de santé

causes : il peut s'agir d'un manque d'intérêt

conséquences : faible accès des femmes aux services de santé de qualité

recommandations/conclusion : sensibiliser

- ↳ au niveau de l'exercice des compétences transférées en matière d'éducation de base : très peu de femmes sont présentes au sein des APEE et des comités d'établissement

causes : il peut s'agir d'un manque de temps ou d'intérêt, ou encore du faible pouvoir économique des populations, ou encore des mariages précoces

conséquences : accès inégal des filles/femmes et des garçons/ hommes à l'éducation et à la formation et à l'information

recommandations/conclusion : considérer les besoins spécifiques des jeunes filles dans la composition des paquets minima

Constat 4 : les données statistiques genre sensibles sont insuffisantes

- ↘ Les données ne sont pas toujours disponibles parce qu'elles ne sont pas bien conservées
- ↘ Des statistiques existent mais elles ne sont pas désagrégées et sont insuffisantes
- ↘ Des actions sont menées en faveur du genre mais ne sont pas documentées.

Constat 5 : il y a tout de même des acquis significatifs et des initiatives intéressantes

- ↘ Des actions significatives sont menées mais il n'existe pas de dispositif de suivi
- ↘ Ces actions ne sont pas suffisamment documentées et restent invisibles.

Constat 6 : des défis existent également

- ↘ Aucune importance n'est encore donnée aux questions de genre, qui se limitent très souvent à la célébration de la Journée Internationale des Droits de la Femme le **08 Mars**
- ↘ Il y a une appréciation erronée du genre
- ↘ Le genre ne fait pas encore partie des priorités.

Au regard de l'état des lieux qui a été fait, il a été recommandé de:

- ↘ Accentuer la sensibilisation en commençant au niveau familial, car à cause des croyances, coutumes et traditions, mais aussi du fait de l'éducation reçue dans le cercle familial, il est constaté que la femme garde une position sociale inférieure et reste marginalisée ou exclue des grandes décisions et des processus de prise de décision de façon générale.
- ↘ Systématiser la démarche de diagnostic genre en prenant en compte le genre dans le pilotage et la coordination.
- ↘ Promouvoir la culture du budget genre en faisant apparaître une meilleure allocation des ressources selon les priorités et selon le genre.
- ↘ S'approprier des résultats du marqueur genre pour rendre performant son processus de budgetisation sensible en genre
- ↘ Développer une approche de renforcement des capacités plus ciblés des acteurs de la chaîne PPBS par rapport aux cahiers de charges et une meilleure appropriation des outils genre sensibles produits à l'instar le CDMT, PPA, Matrice de triangulation PNG, CSP et CDMT
- ↘ Compléter et améliorer l'état des lieux afin qu'il devienne un véritable outil d'analyse genre et d'intervention en faveur de l'égalité de genre.
- ↘ Renforcer le dispositif statistique et de suivi pour collecter les données désagrégés et les impacts sur les bénéficiaires directs et indirects des actions du ministère
- ↘ Accompagnement et encadrement des cibles (CTD, FECICOM, ACER etc.) par le MINDDEVEL
- ↘ Cartographier et rendre visibles périodiquement les bonnes initiatives menées dans le domaine pour qu'elles servent d'exemples.

- ↳ Appuyer les organisations féminines dans le domaine à l’instar REFELACAM, AFECNO dans leurs actions de sensibilisation des groupes sociaux et de plaidoyer
- ↳ Accompagner les CTD à adopter une démarche d’intégration du genre dans la chaîne PPBS en développant et mettre à leur disposition des outils et instruments en synergie avec le MINFI, MINEPAT et MINPROFF
- ↳ Compléter et améliorer l’état des lieux afin qu’il devienne un véritable outil d’analyse genre et d’intervention en faveur de l’égalité de genre.
- ↳ Rendre explicite l’analyse genre dans les documents de stratégie et de planification et de programmation.
- ↳ Décrire les changements attendus selon le genre, dans les documents de planification.

Au Ministère de l’Economie, de la Planification et de l’Aménagement du Territoire

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINEPAT, des initiatives tenant compte de l’approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINEPAT marquées comme genre sensible dans le budget **2023** sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d’elle le niveau de réalisation à novembre **2023**.

Tableau 25 : exécution a mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget **2023** du MINEPAT

Programme	Activités marquées dans	Taches marquées	Réalisation	
			Financière	Technique
Programme 019 « Renforcement de la planification stratégique et amélioration de la gestion des équilibres régionaux et locaux de développement »	Projet Régional sur l’Autonomisation de la Femme et le Dividende Démographique (SWEDD) du 8ème Programme de Coopération Cameroun/ UNFPA		Budget révisé : 95 000 taux d’exécution : 61,60%	En cours
	Journée Mondiale de la Population		Budget révisé : 30 000 Taux d’exécution : 100%	Sensibilisation autour des questions de population parmi lesquelles les questions de genre
	RGPH 4		Budget révisé : 700 000 Taux d’exécution : %	Collecte des données consacrées à la scolarisation de la jeune fille et au revenu de la femme dans les ménages
	Travaux d’implémentation de la SND30		Budget révisé : 150 000 Taux d’exécution 75%	Elaboration des stratégies sectorielles genre sensible (protection sociale ; éducation ; santé)

Programme	Activités marquées dans	Taches marquées	Réalisation	
			Financière	Technique
Programme 022	ECAM5		Budget révisé : 50 000 Taux d'exécution : 85%	Production des statistiques genre sensible sur les ménages
	RGE3		Budget révisé : 50 000 000 Taux d'exécution : 100%	Production des statistiques genre sensible sur l'entrepreneuriat
Programme 023 Renforcement du partenariat au développement et l'intégration régionale	Programme de coopération Cameroun Unicef 2022-2026 volet nutrition		Budget révisé : 50 000 taux d'exécution : 40,85%	En cours
Programme 024	Journée International de la femme (JIF)		Budget révisé : 25 000 Taux d'exécution : 100%	Promotion socioéconomique de la femme et sensibilisation sur les disparités de traitement liées au genre
	Fête Internationale du Travail(FIT)		Fcfa 35 000 Taux d'exécution : 100%	Valorisation progressive de la prise en compte des femmes dans l'exécutif syndical et la prise en compte de l'égalité homme/femme en milieu professionnel

*Montants en milliers de **FCFA**

II.4. Cartographie des acteurs dans les administrations pilotes

Les femmes restent encore faiblement représentées dans les administrations pilotes comme dans l'ensemble de la fonction publique camerounaise. Cette faible représentativité des femmes est surtout perceptible quand le poste de responsabilité occupé devient plus important. Le détail de la structure du personnel selon le sexe, dans les ministères pilotes, est donné par les tableaux ci-dessous.

Tableau 26: synthèse de la cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINEPIA

	EFFECTIF ABSOLU			EFFECTIF RELATIF		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Ministre	01	00	01	100,00%	0,00%	100,00%
SG	02	00	02	100,00%	0,00%	100,00%
Directeurs et Assimilés	08	01	09	88,90%	11,10%	100,00%
Directeurs Adjoints (Délégués régionaux)	07	03	10	70,00%	30,00%	100,00%

	EFFECTIF ABSOLU			EFFECTIF RELATIF		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Sous-directeurs et Assimilés	74	10	84	88,09%	11,90%	100,00%
Chefs de service et assimilés	392	99	491	79,83%	20,16%	100,00%
Chef de bureaux	739	294	1033	71,54%	28,46%	100,00%
Personnel d'appui	1183	1009	2192	53,97%	46,03%	100,00%
TOTAL	2407	1417	3824	62,95%	37,05%	100,00%

Tableau 27: synthèse de la cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINADER

POSTE DE RESPONSABILITE/ FONCTION	EFFECTIF ABSOLU			EFFECTIF ABSOLU		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Ministre	1	0	1	100,00%	0,00%	100,00%
Secrétaire Général	0	1	1	0,00%	100,00%	100,00%
Inspecteur Général	1	0	1	100,00%	0,00%	100,00%
CT	2	0		100,00%	0,00%	100,00%
Directeurs	13	4	17	76,47%	23,53%	100,00%
Sous Directeurs	29	9	38	76,32%	23,68%	100,00%
Délégués Régionaux	8	2	10	80,00%	20,00%	100,00%
Chefs de Services	415	142	557	74,51%	25,49%	100,00%
Chefs de Services Adjoints	321	112	433	74,13%	25,87%	100,00%
Délégués Départementaux	52	6	58	89,66%	10,34%	100,00%
Coordonnateurs de projets et programmes	31	11	42	73,80%		100,00%
Délégué d'Arrondissement	235	56	291	80,76%	19,24%	100,00%
Chefs de Bureaux	1094	440	1534	71,32%	28,68%	100,00%
Total	2169	772	2941	73,75%	26,25%	100,00%

Tableau 28: synthèse de la cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINAS

POSTE DE RESPONSABILITE/ FONCTION	EFFECTIF ABSOLU			EFFECTIF RELATIF		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Ministre	0	1	1	0.00%	100.00%	100.00%
SG	0	1	1	0.00%	100.00%	100.00%
Inspecteur Général	1	0	1	0.00%	100.00%	100.00%
Directeurs et Assimilés	8	3	11	72.73%	27.27%	100.00%
Directeurs Adjointes	5	5	10	50.00%	50.00%	100.00%
Sous-Directeurs	48	50	98	48.98%	51.02%	100.00%
Chefs de service	234	428	662	35.35%	64.65%	100.00%
Chefs de bureau	5	17	22	22.73%	77.27%	100.00%
Cadres et personnels d'appui	295	664	959	30.76%	69.24%	100.00%
TOTAL	595	1169	1764	33.73%	66.27%	100.00%

Tableau 29: synthèse de la cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINEPAT

POSTE DE RESPONSABILITE/ FONCTION	EFFECTIF ABSOLU			EFFECTIF RELATIF		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Ministre	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Ministre Délégué	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
SG	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Directeur Général et Assimilé	4	1	5	80.00%	20.00%	100.00%
Directeur	15	4	19	78.95%	21.05%	100.00%
Directeur Adjoint	10	0	10	100.00%	0.00%	100.00%
Sous-Directeur	82	26	108	75.93%	24.07%	100.00%
Chef de service	128	68	196	65.31%	34.69%	100.00%
Chef de service Adjoint	33	15	48	68.75%	31.25%	100.00%
Chef de Bureau	172	113	285	60.35%	39.65%	100.00%
Cadres	372	264	636	58.49%	41.51%	100.00%
Personnel d'appui	104	50	154	67.53%	32.47%	100.00%
Total	923	541	1464	63.05%	36.95%	100.00%

Tableau 30: synthèse de la cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINDDEVEL

POSTE DE RESPONSABILITE/ FONCTION	EFFECTIF ABSOLU			EFFECTIF RELATIF		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Ministre	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
SG	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Inspecteur Général	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Conseiller Technique	1	1	2	50.00%	50.00%	100.00%
Inspecteur	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Directeur	12	2	14	85.71%	14.29%	100.00%
Sous-Directeur	24	15	39	61.54%	38.46%	100.00%
Chef de Service	48	54	102	47.06%	52.94%	100.00%
Chef de Bureau	10	18	28	35.71%	64.29%	100.00%
Cadres	54	45	99	54.55%	45.45%	100.00%
Agent de Bureau	14	10	24	58.33%	41.67%	100.00%
Agent d'Appui	5	11	16	31.25%	68.75%	100.00%
TOTAL	172	156	328	52.44%	47.56%	100.00%

Tableau 31: synthèse de la cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINSANTE

POSTE DE RESPONSABILITE/FONC- TION	EFFECTIF ABSOLU			EFFECTIF RELATIF		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Ministre	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Secrétaire d'Etat	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Secrétaire Général	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Inspecteur général	2	1	3	66.67%	33.33%	100.00%
Directeur Général et Adjoint	17	4	21	80.95%	19.05%	100.00%
Conseillers Techniques	12	1	13	92.31%	7.69%	100.00%
Inspecteurs des services	12	3	15	80.00%	20.00%	100.00%
Directeur des services centraux	8	3	11	72.73%	27.27%	100.00%
Directeur des Hôpitaux centraux et assimilé	8	1	9	88.89%	11.11%	100.00%
Délégué Régional	8	2	10	80.00%	20.00%	100.00%
Directeur Hôpital Régional et assimilés	16	2	18	88.89%	11.11%	100.00%
Sous-Directeur des services centraux	24	13	37	64.86%	35.14%	100.00%

POSTE DE RESPONSABILITE/FONCTION	EFFECTIF ABSOLU			EFFECTIF RELATIF		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Structure techniques spécialisées (LNSP, ONSP, CCOUSP, CNERSH)	1	3	4	25.00%	75.00%	100.00%
Responsable Programme, Projet et Comité Permanent	14	5	19	73.68%	26.32%	100.00%
Chef de Service et assimilés des services centraux	56	45	101	55.45%	44.55%	100.00%
Chef de bureau	34	42	76	44.74%	55.26%	100.00%
TOTAL	215	125	340	63.24%	36.76%	100.00%

Tableau 32: synthèse de la cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINESEC

POSTE DE RESPONSABILITE/FONCTION	EFFECTIF ABSOLU			EFFECTIF RELATIF		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Ministre	0	1	1	0.00%	100.00%	100.00%
Secrétaire d'État	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
SG	3	0	3	100.00%	0.00%	100.00%
Directeur	18	6	24	75.00%	25.00%	100.00%
Directeur Adjoint	12	4	16	75.00%	25.00%	100.00%
Sous- Directeur	1512	356	1868	80.94%	19.06%	100.00%
Chef de Service	11574	4814	16388	70.62%	29.38%	100.00%
Chef de Service Adjoint	1628	535	2163	75.27%	24.73%	100.00%
Chef de Bureau	510	330	840	60.71%	39.29%	100.00%
TOTAL	15258	6046	21304	71.62%	28.38%	100.00%

Tableau 33: synthèse de la cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINEDUB

Poste de responsabilité/ fonction	Effectif absolu			Effectif relatif		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Ministre	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
SG et assimilés	2	1	3	66.67%	33.33%	100.00%
Directeurs et assimilés	8	11	19	42.11%	57.89%	100.00%
Sous directeurs et assimilés	26	30	56	46.43%	53.57%	100.00%
Chefs services et assimilés	41	35	76	53.95%	46.05%	100.00%
Cadres	177	168	345	51.30%	48.70%	100.00%
Personnel d'appui	8	12	20	40.00%	60.00%	100.00%
TOTAL	263	257	520	50.58%	49.42%	100.00%

Tableau 34: synthèse de la cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINFI

POSTE DE RESPONSABILITE/ FONCTION	EFFECTIF ABSOLU			EFFECTIF RELATIF		
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Ministre	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Ministre Délégué	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Secrétaire Général et Assimilé	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Directeurs Généraux et Inspecteurs Généraux	5	1	6	83.33%	16.67%	100.00%
Directeurs et Assimilés	41	13	54	75.93%	24.07%	100.00%
Directeurs Adjoints et Assimilés	81	15	96	84.38%	15.63%	100.00%
Sous-Directeurs et Assimilés	607	249	856	70.91%	29.09%	100.00%
Chefs de Services et Assimilés	1,624	893	2,517	64.52%	35.48%	100.00%
Chefs de Services Adjoints et Assimilés	447	210	657	68.04%	31.96%	100.00%
Chefs de Bureaux et Assimilés	399	397	796	50.13%	49.87%	100.00%
Cadre d'appui et Agents d'appui	4,271	3,088	7,359	58.04%	41.96%	100.00%
TOTAL	7,478	4,866	12,344	60.58%	39.42%	100.00%

**ANALYSE DE LA PRISE
EN COMPTE DU GENRE
DANS LES BUDGETS 2023
DES ADMINISTRATIONS
PILOTES**



III. ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LES BUDGETS 2023 DES ADMINISTRATIONS PILOTES

III.1 Budgétisation des activités genre sensibles dans les projets de performances des administrations pilotes et analyse des ratios

Lors des différents accompagnements faits auprès des administrations, il était recommandé de formuler et de programmer des activités pouvant permettre de réduire les inégalités qui les interpellent dans le Cadre de Mesure de Rendement de la **PNG** en cohérence avec leurs missions organiques. Cette orientation a été prise en compte et les activités programmées permettent de couvrir tous les axes stratégiques de la **PNG**. Sur la base de ces activités, des ratios budgétaires sont calculés suivant la démarche méthodologique décrite dans l'encadré ci-dessous.



Encadré 4 : Comptabilisation des dépenses sensibles au genre

Dans le cadre de ce Document Budgétaire Sensible au Genre, ont été considérées comme dépenses sensibles au genre, toute dépense programmée dans le but de réduire l'un des sept niveaux d'inégalités identifiés dans la **PNG**. Spécifiquement, il s'agit de celles se rapportant aux programmes, actions, activités ou tâches dont les intitulés, les objectifs, les indicateurs ou les extrants visent l'amélioration des conditions physiques et socio-économiques des femmes. Sous réserve de l'approfondissement et l'affinement du champ du concept « genre », les dépenses genre sensibles ont été identifiées dans les PPA **2024** ministériels, de manière consensuelle entre le MINPROFF, le MINEPAT, le MINFI et les administrations sectorielles.

Le ratio est la part du budget consacré aux « dépenses sensibles au genre » ramené au budget global des programmes budgétaires ou du ministère.

Les formules de calcul du ratio-budgétaires genre sont les suivantes :

Ratio- budgétaire genre par Programme = $(\text{budget alloué aux activités genre sensibles dans le programme} \times 100) / \text{budget global du programme}$

Ratio- budgétaire genre par Administration = $(\text{budget alloué aux activités genre sensibles dans l'Administration} \times 100) / \text{budget global de l'Administration}$

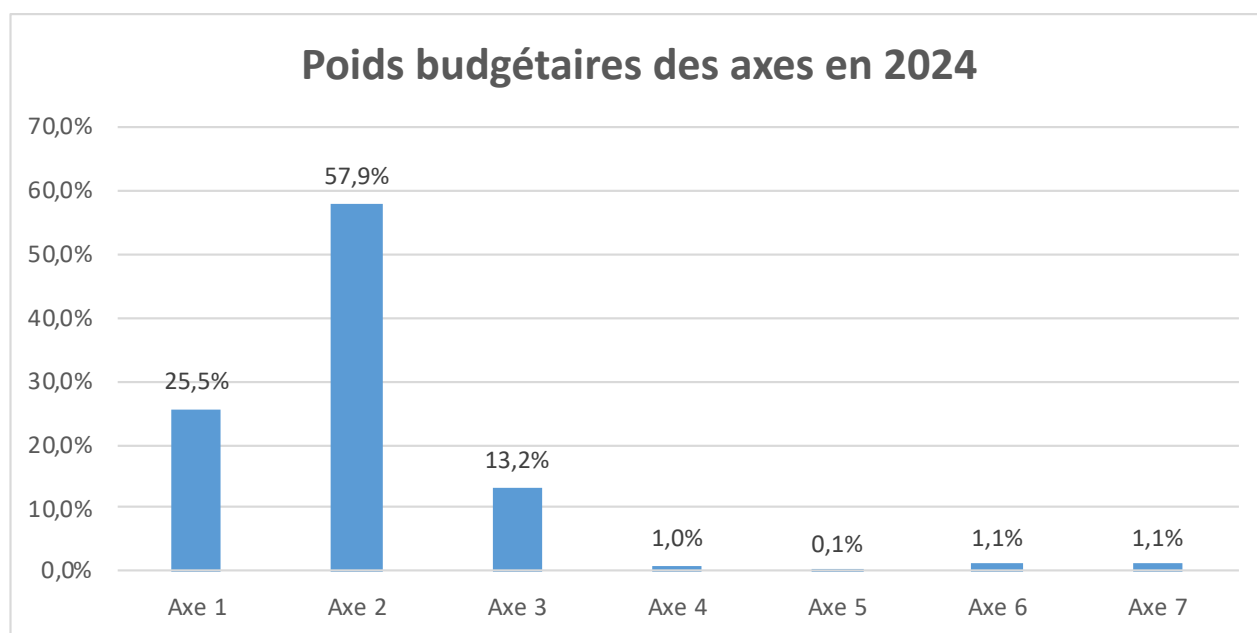
NB : les ratios sont calculés hors masse salariale. Les salaires des différents programmes ne sont pas pris en compte dans les analyses.

NB : les Ressources Transférées aux CTD, les Financements Extérieurs ainsi que les transferts et subventions faits ne sont pas comptabilisées lors du calcul du ratio budgétaire genre sensibles.

Source : Politique Nationale du Genre 2021-2030

1.1 analyse de la prise en compte du genre dans le budget de 2024 suivant les axes de la PNG

L'analyse du budget programmé pour chacun des axes permet de constater que plus de la moitié du budget genre est prévu pour financer l'amélioration des questions de santé soit **66,17%** du budget genre en **2024**. Viennent ensuite les questions d'éducation et d'amélioration des conditions économiques avec respectivement **14,91%** et **14,81%** du budget genre. Le détail de l'analyse par axe est donné par le graphique ci-dessous.



Le détail des activités programmées pour réduire les inégalités suivant les axes de la **PNG** est donné dans les tableaux ci-dessous. Lesdites activités sont assorties de leurs tâches et coûts en **2024**. Le champ déterminant renvoie au justificatif qui permet de considérer la dépense affichée comme sensible au genre.

Programme 1 : promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en **2024** par les administrations pilotes interpellées par l'axe **1** de la **PNG**. Il s'agit notamment du MINESEC, du MINEDUB, du MINAS et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités vont contribuer à accroître la scolarisation de la jeune fille dans les ZEP et réduire les taux de déperdition scolaire chez les jeunes filles.

Le second volet de l'axe **1** de la **PNG** (qui porte sur Amélioration des compétences, connaissances et de l'accès équitable des femmes et des filles, des hommes et des garçons, à une information de qualité et aux TIC) ne sera pas considéré dans l'analyse car aucune des administrations qui y sont interpellé n'est pilote. Il s'agit entre autre du MINPOSTEL, du MINCOM...

Tableau 35 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINESEC, au MINAS, au MINPROFF et au MINEDUB dans le budget 2024 (Montants en milliers de FCFA)

Activités	Tâches	Déterminants	Budgets
Implémentation du plan de supervision pédagogique dans les structures de l'enseignement maternel public	Toutes les tâches	Amélioration de la qualité de l'enseignement donné par les enseignantes compte tenu de leur prédominance dans le préscolaire Les indicateurs sont sexo-désagrégés	62 320
Construction et Equipement des salles de classe dans les EP	Travaux préparatoires pour la construction de l'EP de MALABO	La disponibilité des salles de classe est un facteur important pour l'accès et le maintien des jeunes filles à l'école.	80 000
	Suivi des Projets d'Investissement Public (BIP) dans les ZEP		97 000
	Maitrise d'œuvre pour la construction de 04 écoles témoins		62 200
	Suivi des Projets d'Investissement Public (BIP) dans les ZEP		60 000
Développement de l'approche inclusive dans les écoles primaires	Formation des enseignants sur les méthodes et techniques d'enseignement relatives à l'approche inclusive	Il est question de renforcer les capacités des enseignants à la prise en comptes des spécificités liées à la jeune fille et au jeune garçon mais également aux handicapés ou encore aux groupes autochtones	15 312
	Examination des modalités d'évaluation pour les enfants à besoins spécifiques dans les écoles primaires		30 000
	Evaluation du niveau d'atteinte des objectifs assignés aux 69 écoles primaires publiques pilotes inclusives	Il est question de voir si effectivement le nécessaire est fait pour envoyer les filles à l'écoles	40 000
	Vulgarisation du document de politique nationale de l'Education Inclusive au niveau central et régional	Facilite la prise en compte des besoins spécifiques des filles et garçons afin de rendre l'éducation plus inclusive au niveau central et régional	30 000
Education de la jeune fille	attribution des bourses d'excellence scolaire aux jeunes filles des Ecoles Primaires Publiques	L'objectif est de mettre en oeuvre des stratégies d'incitation et de motivation des filles et leurs parents pour permettre au maximum de filles d'accéder à l'écoles et achever le cycle primaire.	200 000

Activités	Tâches	Déterminants	Budgets
Education de la jeune fille	Mobilisation communautaire en faveur de l'inscription et du maintien des filles à l'école		
	Renforcement des capacités des enseignants pour des pratiques pédagogiques sensible au genre		
	Suivi et évaluation de l'opération de distribution des bourses d'excellence scolaires aux meilleures élèves filles au CEP et au FSLC		
Promotion de l'équité	Projet Education de Base avec l'appui de l'UNICEF	Les filles doivent avoir une scolarisation normale sur un pied d'égalité avec les garçons. Outre les mobilisations communautaires, des campagnes sur les Violences Basées sur le Genre, l'établissement des actes de naissance, les mariages précoces, etc. sont conduites.	150 000
Renforcement des programmes d'alphabétisation afin de valoriser le capital humain en général et en particulier celui des femmes	Identification et sélection des opérateurs d'alphabétisation sur l'ensemble du territoire national	Accroître la population homme/ femme dans les centres d'alphabétisation formelle (CAF)	15 500
	Consolidation pour la régularisation des CAF et CEBNF privés et création des Centres publics		
Suivi-évaluation des activités des écoles expérimentales en langues nationales	Toutes les tâches	Renforcer l'utilisation des langues nationales chez les apprenants hommes/femmes	56 000
Collecte et traitement des données Statistiques	Toutes les tâches	Permet d'avoir les données statistiques sur le genre	229 500
Traitement et production des outils d'aide à la décision	Toutes les tâches		3 289 000
Création, conformément à la carte scolaire, la gestion, l'équipement, l'entretien et la maintenance des écoles maternelles et primaires et des établissements périscolaires de la commune	Toutes les tâches	En améliorant les infrastructures d'accueil le genre est pris en compte notamment au niveau des toilettes La disponibilité des salles de classe est un facteur important pour l'accès et le maintien des jeunes filles à l'école notamment dans les ZEP.	149 615

Activités	Tâches	Déterminants	Budgets
Suivi des Projets d'Investissement Public (BIP)	Toutes les tâches		1 023 956
Réhabilitation des salles de classe des Ecoles primaires Publiques	Toutes les tâches		545 000
Construction de salles de classe clés en main	Construction d'un bloc administratif R+1 au CETIC DE BIMBIA -Phase 2		185 000
	Construction d'un bloc pédagogique de 08 salles de classes +04 bureaux et 04 toilettes en r+1 au lb de limbe dans le Sud -Ouest		
Systématisation de l'encadrement et de la formation continue des Inspecteurs, des enseignants et des responsables administratifs	Toutes les tâches	Réduire les écarts dans la formation continue des inspecteurs, enseignantes et responsables administratifs	752 000
Amélioration des apprentissages des élèves filles et garçons en Maths à travers le projet AIMS	Contribution du MINESEC relative à la formation des enseignants et enseignantes de mathématiques et à la sensibilisation des chefs d'établissement dans le cadre du partenariat MINESEC-AIMS	Encourager les jeunes filles à s'orienter vers les filières scientifiques	20 000
Renforcement de l'encadrement et du suivi évaluation des personnels (enseignants, élèves professeurs, élèves maitres)	Toutes les tâches	Réduire les écarts dans l'encadrement et le suivi-évaluation des personnels (enseignants, élève-professeurs ; élèves-maitres)	925 000
Amélioration des conditions et du cadre de travail des enseignants et enseignantes et élèves filles et garçons	Construction d'une clôture au LYCEE DE LAMAL POEGUE PHASE 2	Sécurisation des espaces scolaires pour la lutte contre les violences en milieu scolaires (grossesse des filles, consommation des stupéfiants...)	110 969
Dynamisation des activités post et périscolaires	Toutes les tâches		11 000
Organisation des journées portes ouvertes	Organisation et supervision des Journées Portes Ouvertes de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel (JPO/ESTP)		75 000
	Organisation et supervision des Journées Portes Ouvertes de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel par l'IP-OVS		5 000

Activités	Tâches	Déterminants	Budgets
Mise en place des programmes d'initiation à l'entrepreneuriat	Implantation des programmes d'initiation à l'entrepreneuriat dans les établissements d'enseignement secondaire technique	La culture entrepreneuriale avec l'envoi en stage des élèves doit prendre en compte les deux sexes pour initier la jeune fille tout comme le jeune garçon à se frotter aux réalités des entreprises	7 000
Mise en place des incubateurs de micro-entreprises dans les établissements secondaires techniques	Appui aux projets d'établissement et aux incubateurs		250 000
Actualisation des données statistiques et de la carte scolaire	Actualisation des données statistiques et de la carte scolaire	Document permettant de ressortir les inégalités d'accès à l'école entre la jeune fille et le jeune garçon	85 000
Construction et équipement des Lycées Professionnels Hors FINEX	Toutes les taches hors FINEX	Permettre de contribuer à un des objectifs de la SND30 (30% des élèves accédant à l'enseignement secondaire intégreront les filières techniques et professionnelle). Des 30% le nombre d'élèves filles augmentera également. Ce qui nécessite un accroissement de l'offre en établissement et infrastructure dans le secondaire et dans l'enseignement technique en particulier. Et améliorer la qualité de la formation à travers les stages des élèves en entreprises et la mise en place des mini incubateurs	7 935 000
Organisation et suivi-évaluation des stages en entreprises pour les enseignants et la formation en alternance des apprenants	Toutes les taches		45 000
Lutte contre la consommation de la drogue en milieu scolaire et extrascolaire	Toutes les tâches	Réduite les Inégalités d'accès aux services sociaux de base des filles et des garçons ayant des besoins spécifiques	356 000
Appui à l'éducation spéciale et à la prise en charge des personnes handicapées hommes et femmes	Toutes les tâches	Promotion de l'éducation inclusive des filles et des garçons	360 500
Assistance éducative aux enfants des communautés autochtones, en particulier chez la jeune fille	Causeries éducatives avec les enfants filles et garçons en âge scolaire issus des communautés autochtones par les SASO PAV GARI GOMBO SAS	La jeune fille autochtone est confrontée au problème de sous scolarisation à travers des mariages précoces et des autres tares socioculturels. D ou l'assistance des Services du Minas dans la résorption de ce phénomène	35 350

Activités	Tâches	Déterminants	Budgets
Assistance éducative aux enfants des communautés autochtones, en particulier chez la jeune fille	Appui en bourse scolaire pour les enfants autochtones indigents par les SASO PAV (37 PAV)		
	Appui et facilitation à la l'établissement des actes de naissance des enfants autochtones indigents service action sociale population BORORO		
	Causeries éducatives avec les enfants filles et garçons en âge scolaire issus des communautés autochtones par les SASO PAV		
Prise en charge des enfants des filles et garçons vulnérables dans les institutions pour l'éveil précoce	Organisation des activités Ludo récréatives avec les enfants filles et garçons pour la stimulation et l'éveil précoce dans les institutions	La prise en compte de la sensibilité genre ici consiste à donner les mêmes chances de réussite aux enfants filles et garçons à partir des institutions d'éveil précoces	69 500
	Renforcement des capacités du personnel des CAED		
	Prise en charge holistique des pensionnaires filles et garçons du CAED		
	Renforcement des capacités des promoteurs des institutions d'encadrement du jeune enfant		
Education parentale orientée vers le plein épanouissement des enfants	Renforcement des capacités des familles à l'éducation parentale en faveur des hommes et des femmes orientée vers le plein épanouissement des enfants par les CESO	Les actions des sensibilisations et d'accompagnement psychosocial orienté vers le plein épanouissement des enfants permettent le plein épanouissement des enfants en milieu scolaire et réduit le taux d'abandon scolaire	70 500

Activités	Tâches	Déterminants	Budgets
Education parentale orientée vers le plein épanouissement des enfants	Campagne de sensibilisation auprès des leaders communautaires et médias sur la parenté responsable par les CESO		
Assistance éducative des mineurs filles et garçons inadaptés sociaux	Prise en charge holistique des pensionnaires du Borstal Institute de Buea	En cas d'inadaptation sociale ; la tendance est au délaissement complet de la jeune fille. Dou l'accompagnement des parents et tuteurs pour donner des chances de réussite identiques à tous les enfants inadaptés sociaux sans distinction de sexe.	163 500
	Prise en charge holistique des mineurs inadaptés sociaux		
	Elaboration du texte organique du CAMB de Bertoua		
	Elaboration du texte organique du CAO de Bafoussam		
Renforcement des mesures de promotion des personnes handicapées hommes et femmes.	Toutes les tâches	Autonomisation des personnes handicapées hommes et femmes	222 500
Lutte contre le phénomène des EDR	Toutes les tâches	Limiter la prolifération de la délinquance juvéniles des filles et des garçons	86 000
Suivi et accompagnement des mineurs filles et garçons en conflits avec la loi	Toutes les tâches	Limiter la prolifération de la délinquance juvéniles des filles et des garçons	1 000
Appui à l'éducation spéciale et à la prise en charge des personnes handicapées hommes et femmes	toutes les tâches	Appuyer l'éducation spéciale de la personne handicapée surtout celle de sexe féminin pour une éducation inclusive	360 500
toutes les activités mises en œuvre dans le cadre de l'action 04 du programme 142 au MINPROFF. Elle est intitulée Promotion et protection des droits de l'enfant	Toutes les taches		456 400
Toutes les activités hors salaire mises en œuvre dans le cadre de l'action 01 du programme 142 au MINPROFF. Elle est intitulée Développement du cadre de promotion et de protection de l'institution famille	toutes les taches		347 000
Total axe 1			19 070 123

Programme 2 : Amélioration de l'accès des femmes et des filles aux services de santé de qualité notamment en matière de Santé de la Reproduction, de maladies non transmissibles, de lutte contre le VIH Sida et d'autres pandémies

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en **2024** par les administrations pilotes interpellées par l'axe **2** de la **PNG**. Il s'agit notamment du MINSANTE, du MINEPAT, du MINAS et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités vont contribuer à

- améliorer la santé de la reproduction des femmes et adolescentes et réduction de la mortalité maternelle
- promouvoir le genre dans la lutte contre le VIH – SIDA et d'autres pandémies
- Promouvoir l'éducation des femmes et des adolescentes à la nutrition et aux pratiques familiales essentielles

Ces activités concernent tous les champs couverts par cet axe **2** de la **PNG**.

Tableau 36 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINSANTE, au MINEPAT, au MINPROFF et au MINAS dans le budget 2024 (Montants en milliers de FCFA)

Activités	Tâches	Déterminants	Budgets
Prévention du handicap et des maladies invalidantes chez l'enfant	Toutes les tâches	Réduite les Inégalités d'accès aux services sociaux de base des filles et des garçons ayant des besoins spécifiques	15 200
Amélioration de la santé et du bien-être des personnes âgées hommes et femmes	Toutes les tâches	Promotion de la santé et du bien-être des personnes âgées hommes et femmes	16 300
Adaptation et optimisation de l'offre de prévention, de dépistage précoce des incapacités, et de réadaptation fonctionnelle des personnes handicapées hommes et femmes	Organisation des campagnes de sensibilisation sur la prévention des incapacités, dépistage précoce et réhabilitation des handicaps	prévention, de dépistage précoce des incapacités, et de réadaptation fonctionnelle des personnes handicapées hommes et femmes	3 000
Acquisition et distribution des MILDA	Toutes les tâches	L'objectif de cette activité est de prévenir la survenue du paludisme dans la population cible en occurrence les femmes enceinte lors des Consultations Périnatales (CPN)	4 013 352
Activités de vaccination des enfants contre la tuberculose et l'hépatite virale B	Acquisition des kits multi -test (VIH, syphilis, hépatite B) pour les femmes enceintes, adolescents et personnes vulnérables	La tâche cible les femmes enceintes entre autres	2 062
Offre du Conseil et du dépistage volontaire du VIH chez les jeunes et toute personne ignorant son statut sérologique	Toutes les tâches	L'objectif de l'action 03 est de réduire la transmission du VIH de la mère à l'enfant	15 814

Activités	Tâches	Déterminants	Budgets
Offre du Conseil, du dépistage volontaire chez les femmes enceintes (FEC) et les nouveau-nés exposés au VIH			10 313
Renforcement de la prévention et de la lutte contre le cancer	Toutes les tâches	Indicateur de l'activité: nombre de femme et d'hommes dépistés pour les cancers du sein, du col de l'utérus et de la prostate.	33 003
Commémoration de la journée internationale de la lutte contre le trafic de la drogue	Commémoration de la journée internationale de la lutte contre le trafic de la drogue	L'activité cible les jeunes filles et les jeunes garçon	3 804
Commémoration des journées internationales de santé	Commémoration de la journée internationale de lutte contre les fistules obstétricales	La tâche cible les femmes victimes de fistules obstétricales	760
Communication pour le changement de comportement	Toutes les tâches	Cette activité vise à améliorer l'accès à l'information sur la Santé de Reproduction de la Mère du Nouveau-Né de l'Enfant et de l'Adolescent (SRMNEA)	19 806
Renforcement des capacités et du cadre de référence en santé mentale	Formation/Recyclage des hommes et femmes de 10 médias dans les régions du Centre et du Sud	La tâche cible les hommes et les femmes	5 000
Renforcement de l'offre de service en SRA de qualité	Toutes les tâches	Indicateur : pourcentage des femmes en âge de procréer (15-49 ans) mariées ou en couple qui utilisent au moins une méthode contraceptive	73 649
Amélioration du fonctionnement des structures de dialogue	Elaboration de la stratégie de dialogue pour la mise en place du système de Couverture Santé Universelle (CSU)	Les femmes et les enfants de 0-5ans sont principalement visés dans la mise en œuvre de la CSU	22 825
Raffermisssement des capacités des acteurs en communication de masse et en sensibilisation de proximité sur le problème d'abus des drogues et des toxicomanies	Echange d'information et renforcement des capacités des acteurs hommes et femmes en communication de masse et en sensibilisation de proximité sur la collecte des données et le trafic des substances addictogène	L'activité vise essentiellement les hommes et les femmes	3 043

Activités	Tâches	Déterminants	Budgets
Raffermisssement des capacités des acteurs en communication de masse et en sensibilisation de proximité sur le problème d'abus des drogues et des toxicomanies	Formation des acteurs hommes et femmes en communication de masse et en sensibilisation de proximité et contractualisation avec les médias pour la diffusion des microprogrammes et des messages de sensibilisation		3 043
	Formation des hommes et femmes chefs de centre et communicateurs régionaux sur la lutte contre la drogue et autres stupéfiants dans les régions		3 804
	de lutte contre la drogue à la prévention des MST-VIH et à l'accompagnement des usagers de drogues vivant avec le VIH/ SIDA, la tuberculose et les Hépatites		6 086
Améliorer la sécurité sanitaire des aliments dans les sites de production et de commercialisation	Toutes les tâches	L'activité vise à promouvoir l'allaitement maternel	21 303
Mettre en place un système de surveillance nutritionnelle	Supervision de l'état nutritionnel des enfants de 0 à 5 ans et les femmes en âge de procréer (10-49 ans) dans 7 régions	La tâche cible les enfants de 0-5ans et les femmes en âge de procréer	4 184
Renforcer les comportements favorables à une nutrition saine diversifiée et sécurisée tout au long du cycle de vie	Toutes les tâches	L'activité vise à lutter contre le surpoids et l'obésité chez les enfants, les adolescents et les femmes en âge de procréer	14 836
Mise en œuvre et coordination du SAMU	Actualisation des supports de sensibilisation sur la CSU Phase 1	La phase I de la CSU vise principalement les Femmes enceintes et les enfants de 0-5ans	3 750
Renforcement de l'offre en infrastructure des FOSA de 4èmes ,5ème et 6ème catégories: volet CSU	Toutes les tâches	Cette activité vise l'implémentation de la CSU qui vise principalement les Femmes enceintes et les enfants de 0-5ans	393 750

Activités	Tâches	Déterminants	Budgets
Conduite et réalisation des travaux de construction / réhabilitation des bâtiments administratifs et autres infrastructures	Etudes de maturation des projets relatifs à l'extension et au relèvement du plateau technique du CHRACERH, à l'exploitation, la gestion et la maintenance des centrales de production autonome d'oxygène et au développement d'une industrie locale de fabrication des médicaments et de production des vaccins	Les interventions de cet hôpital sont centrées sur la santé de reproduction notamment l'accouchement médicalement assisté	136 541
Renforcement de l'offre en infrastructure des FOSA de 1 ^{ère} et 2 ^{ème} catégories	Subventions à HGOPED	Toutes les interventions de cette hôpital ciblent principalement les femmes enceintes et les nouveau	100 000
	Subventions au CHRACERH	Les interventions de cet hôpital sont centrées sur la santé de reproduction notamment l'accouchement médicalement assisté	100 000
	Subventions à HGOPY	Toutes les interventions de cette hôpital ciblent principalement les femmes enceintes et les nouveau	100 000
	Contribution de l'Etat au projet d'appui aux services de la santé de reproduction, phase II (PASS-SR)	La tâche vise les femmes	
	Contribution de l'Etat au projet d'élimination de la transmission du VIH et du sida de la mère à L'Enfant (PESVISIDANE)		150 000
Développement d'un système d'assurance qualité	Appui aux activités de quantification des produits de santé (intrants VIH, TB, Paludisme, SR, médicaments essentiels)	La tâche intègre la santé de reproduction	3 000
Mise en place d'un plan communication suffisant pour une adhésion massive à la CSU	Toutes les tâches	Cette activité vise l'implémentation de la CSU qui vise principalement les Femmes enceintes et les enfants de 0-5ans	77 000
Implémentation de la phase 1 de la CSU	Toutes les tâches	L'implémentation de la CSU qui vise principalement les Femmes enceintes et les enfants de 0-5ans	37 599 292

Activités	Tâches	Déterminants	Budgets
Mise en œuvre du programme de lutte contre la mortalité maternelle et infantile	Toutes les tâches	L'action vise à améliorer la PEC des cas et des complications liées à la santé de la mère, du nouveau-né de l'enfant et de l'adolescent. Indicateur : taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié	7 608
Renforcement de l'offre de l'accouchement assisté	Toutes les tâches		28 618
Mise en œuvre des projets de financements innovants pour le renforcement du système de santé (volet mère-enfant)	Toutes les tâches		15 217
Projet de Renforcement de la Performance du Système de Santé (volet prise en charge des cas)	Toutes les tâches		3 804
Prise en charge des personnes vivantes avec le VIH (PVVIH)	Formation des prestataires au dépistage des IST chez les femmes enceintes et adolescents selon l'approche syndromique	La tâche cible principalement les femmes enceintes	2 282
Mise en œuvre du Programme de Coopération Cameroun-UNICEF 2022-2026 : Volet Nutrition	Contribution de l'Etat pour le Programme de Coopération Cameroun UNICEF 2022-2026: Volet Nutrition	La femme est prise en compte pour des questions relatives à l'allaitement	50 000
Projet «Intégration des questions de population dans les politiques et stratégies de développement» du 8ème Programme de Coopération Cameroun/UNFPA	Projet «Intégration des Questions de Population dans les politiques et Stratégies de Développement» du 8ème Programme de Coopération Cameroun/UNFPA	La femme est la principale cible pour des questions de santé reproductive et de planning familial	20 000
Toutes les activités hors salaire mises en œuvre dans le cadre de l'action 3 du programme 142 du MINPROFF. Elle est intitulée Mobilisation des communautés pour l'adoption des PFE et la demande de services de santé	Toutes les tâches		212 800
TOTAL AXE 2			43 294 849

Programme 3 : Renforcement de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en **2024** par les administrations pilotes interpellées par l'axe **3** de la **PNG**. Il s'agit notamment du MINEPIA, du MINADER, du MINEPAT, du MINAS et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités vont contribuer à :

- améliorer la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les segments des chaînes de valeurs de secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche)
- promouvoir l'accès équitable aux facteurs de production (ressources naturelles et foncier, monétaires, technologiques, infrastructures et équipements)
- améliorer la rentabilité des opérations économiques des femmes œuvrant dans le secteur informel et dans l'entrepreneuriat.

Bien que ces activités concernent tous les champs couverts par cet axe **3** de la **PNG**, le MINPMEESA qui œuvre grandement pour l'amélioration des capacités entrepreneuriales des femmes n'est pas une administration pilote et donc les actions qui y sont menées ne sont pas prises en compte dans ce document.

Tableau 37 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINEPIA, au MINEPAT, au MINPROFF et au MINAS dans le budget 2024 (Montants en milliers de FCFA)

Activités	Tâches	Déterminants	Budgets
Suivi de la mise en œuvre des programmes et projets de développement	Appui budgétaire au projet Filets Sociaux	Cet appui concerne les ménages dans lesquels certains sont essentiellement constitués des femmes ; les proportions attribuées aux hommes et aux femmes peuvent être définies	405 700
	Accompagnement des projets des GIC, ONG et Associations	Il s'agit des appuis directs ou subventions aux ONG et associations pour lesquels certains sont essentiellement composés de femmes	100 000
	Appui en investissement du Programme Agropoles	Il s'agit des appuis directs ou subventions aux agropoles pour lesquels certains sont essentiellement composés de femmes dans lesquels une préférence est parfois accordée aux femmes	355 800
Projet d'appui à la résilience économique		Appui aux ménages et aux personnes vivantes sous le seuil de pauvreté ; l'autonomisation de la femme	200 000
Projet Régional sur l'Autonomisation de la Femme et le Dividende Démographique (SWEED) du 8 ^{ème} Programme de Coopération Cameroun/ UNFPA	Contribution de l'Etat pour le Projet Régional sur l'Autonomisation de la Femme et le Dividende Démographique (SWEED) du 8 ^{ème} Programme de Coopération Cameroun/ UNFPA	Il s'agit des fonds de contrepartie qui sont attribués aux femmes en totalité pour l'autonomisation de la femme et de la jeune fille, établissement des actes de naissance et appui aux soins de santé et de scolarité	285 000

Activités	Tâches	Déterminants	Budgets
Contribution à l'amélioration de la compétitivité de l'économie des entreprises et de l'industries Camerounaises		Réduire les inégalités hommes/femmes dans la promotion des entreprises et de l'entreprenariat industriel	300 000
Mise en œuvre de la politique des champions nationaux		Encourager l'entreprenariat féminin en primant les entreprises	150 000
Renforcement des mesures de promotion des personnes handicapées hommes et femmes.	Toutes les tâches	Autonomisation des personnes handicapées hommes et femmes	222 500
Mise en oeuvre des programmes de transferts sociaux en faveur des hommes et femmes socialement vulnérables et des structures d'encadrement des PSV	Toutes les tâches	Promouvoir la protection des des hommes et femmes socialement vulnérables	30 700
Soutien et accompagnement des producteurs hommes et femmes et agro-industries	FCP-Projet de Développement des chaines de Valeurs d'élevage et de la Pisciculture au Cameroun (PD-CVEP)	il permet de capter le nombre d'hommes et de femmes qui seront appuyés dans le développement de la chaine de valeur.	600 000
Construction et équipement des infrastructures d'élevage de volailles	Acquisition des incubateurs,	Il s'agit d'acquérir des incubateurs pour faciliter la production des poussins d'un jour à partir des œufs incubés au seins des associations des femmes	25 000
	Acquisition de poulaillers améliorés métalliques (Sud et Nord)	Il est question d'acquérir des poulaillers métalliques au profits des associations des femmes destiné à l'amélioration de la productivité de la filière avicole	25 000
Soutien et accompagnement des producteurs hommes et femmes ainsi que agro-industries de la filière volaille	Appui en intrants pour l'élevage des poulets au profit des femmes (AFEMEPIA Centre)	A la fin du programme, les producteurs avicoles (hommes et femmes) auront les intrants subventionnés à hauteur de 30 pour cent du cout d'achat à la base	3 650 000
	APPUI BUDGETAIRE- Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole du Cameroun (PARPAC) pour la subvention des aviculteurs en aliments pour poulets de chair	Ça consistera à former et de structurer techniquement les membres de l'interprofession avicole du Cameroun sur le mécanisme d'appui aux bénéficiaires	60 000
Développement d'une production du miel et des produits de la ruche de qualité	Acquisition du matériel apicole de production destiné aux apiculteurs hommes et femmes	Appui aux apiculteurs en ruche pour la production du miel	15 000

Activités	Tâches	Déterminants	Budgets
Développement de la production fourragère	Acquisition des équipements de production de fourrage au profit des éleveurs laitiers	Achat d'un tracteur destiné à l'appui des producteurs à la production des fourrages A l'effet de faciliter la charge de travail	95 000
	Acquisition des broyeurs de tiges au profit des éleveurs laitiers	Achats des broyeurs des tiges au profit des éleveurs destiné à une meilleure qualité de l'alimentation des ruminants	15 000
Acquisition du matériel et des équipements de pêche au profit des hommes et femmes	- Acquisition des Pirogues de pêches en appui aux communautés de pêcheurs	Achats des pirogues au profit des pêcheurs destiné à la capture du poisson	90 000
Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures de pêche	Construction des halls de mareyage pour la valorisation des produits de la pêche	Construction des halls de ventes de poisson au profit des femmes facilitant l'écoulement du poisson sur le marché	250 000
Facilitation de l'accès des hommes et des femmes aux financements	Contribution de l'Etat- Projet de Développement de l'Entreprenariat Aquacole (PDEA)	Développement de l'aquaculture en mettant à disposition des intrants de qualité pour accroître la production du poisson de table (formation, ligne de crédits, matériel divers)	300 000
- Réalisation des études stratégiques au niveau du sous-secteur EPIAH	Manuel guide de subvention ; dépliants et les affiches	Encadrement et suivi des bénéficiaires à la bonne exécution des activités du projet	45 000
Actualisation des outils de planification et de programmation sensible à la BSG	Actualisation des documents de planification et de programmation	Production des documents budgétaires sensible au genre	5 000
Collecte et analyse des statistiques administratives désagrégés du sous-secteur EPIAH par sexe et par Age		Production de données sexo-désagrégées du MINEPIA	5 000
Mise en place des bases de données genre sensible dans le sous-secteur-EPIAH	APPUI BUDGETAIRE- Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole du Cameroun (PARPAC) pour le Développement d'une base de données des acteurs de la chaîne des valeurs de la filière avicole	Analyse situationnelle du sous-secteur élevage, pêche et industrie animale	25 000
Promotion de la sécurité sociale, de la vie associative et culturelle	- Célébration de la journée internationale de la femme (JIF)	Cadre de réflexion pour la promotion des droits de la femme	15 000
- Promotion du genre et lutte contre les IST/VIH/SIDA/ COVID-19	- Réunions statutaires du comité genre	Prise en compte du genre dans les activités concourant à la sensibilisation des IST/VIH/ SIDA/ COVID-19	5 000

Activités	Tâches	Déterminants	Budgets
	Participation à la Journée de la Femme Rurale	Promotion des activités des femmes rurales	10 000
Appui à la mise en oeuvre des activités de l'INS	Réalisation de la 5 ^{ème} Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM 5)		50 000
	Poursuite de la réalisation du troisième Recensement Général des Entreprises (RGE III)	Renforcer la prise en compte du genre dans le système statistique national	50 000
Toutes les activités hors salaire du programme 140 du MINPROFF intitulé autonomisation économique des femmes	Toutes les tâches		2 461 291
Total axe 3			9 845 991

Programme 4 : promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits des hommes et des femmes sans discrimination et à l'élimination des Violences Basées sur le Genre (VBG)

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en **2024** par les administrations pilotes interpellées par l'axe **4** de la **PNG**. Il s'agit notamment du MINAS et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités vont contribuer à :

- Prévenir et prendre en charge les violences basées sur le genre
- Lutter contre les fléaux sociaux émergents

Ces activités ne concernent malheureusement pas tous les champs couverts par l'axe **4** de la **PNG**. En effet, le volet répressif des VBG qui est porté par le MINJUSTICE n'est pas pris en compte dans cette analyse car cette administration n'est pas pilote bien son rôle important à l'atteinte de l'objectif de l'axe ne soit plus à démontrer. Les actions mises en œuvre par cette administration couvrent :

- le renforcement de l'arsenal juridique et l'effectivité d'application des textes juridiques garantissant les droits des femmes et des hommes
- l'amélioration de l'accès aux services de justice en tenant compte des besoins différenciés des femmes et des hommes et du respect de leurs droits
- la vulgarisation des textes et le renforcement des connaissances sur les droits et devoirs des femmes et des hommes
- la punition des violences basées sur le genre

Tableau 38 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINPROFF et au MINAS dans le budget 2024 (Montants en milliers de FCFA)

Activités	Tâches	Déterminants	Budgets
Opérationnalisation du dispositif institutionnel de protection des populations autochtones vulnérables	Toutes les tâches	Améliorer le dispositif institutionnel de protection des populations autochtones vulnérables des hommes et des femmes con	3 000
Lutte contre la marginalisation, l'isolement et/ou la maltraitance des personnes âgées	Organisation des sessions et campagnes de communication autour des piliers de promotion d'un environnement favorable aux interactions générationnelles sensible à la problématique du vieillissement	Protection des personnes âgées hommes et femmes victimes de maltraitance	3 000
Mise en place du Registre Social Unifié du Cameroun (RESUC)	Toutes les taches hors FINEX	Prévention, protection et assistances des personnes socialement vulnérable par type de vulnérabilité permet d'avoir de données sexo-désagrégées et une meilleure prise en charge des victimes des VBG	233 000
Toutes les activités mises en œuvre dans le cadre de l'action 2 du programme 141 hors salaires au MINPROFF. Elle est intitulé Promotion et protection des droits de la femme			518 000
Total axe 4			757 000

Programme 5 : renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire et dans les sphères de décision.

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en **2024** par les administrations pilotes interpellées par l'axe 5 de la **PNG**. Il s'agit notamment du MINDDEVEL, du MINAS et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités vont contribuer à :

- la promotion de l'équilibre dans la représentation des femmes et des hommes dans les instances de décision, dans les postes électifs et administratifs au niveau national et dans les représentations diplomatiques du Cameroun
- la promotion de la participation citoyenne des femmes et des hommes dans les instances décisionnelles aux niveaux familial, communautaire et local.

Ces activités concernent tous les champs couverts par l'axe 5 de la **PNG**. Toutefois, de meilleurs résultats auraient été obtenus avec la prise en compte des actions mises en œuvre au MINJEC.

Tableau 39 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINDDEVEL, au MINPROFF et au MINAS dans le budget 2024 (Montants en milliers de FCFA)

Activités	Tâches	Déterminants	Budgets
Promotion de la participation des hommes et femmes issus des peuples autochtones à la vie publique et aux instances de prise de décisions	Célébration de la Journée Internationale des Populations autochtones (JIPau) au niveau central	Promouvoir la participation des PAV femmes et hommes à la vie publique et aux instances de prise de décision	18 000
Finalisation et actualisation du fichier genre sensible du personnel des CTD	Finalisation de la base des données du personnel des CTD avec celles du Nord-ouest et du Sud-ouest	Constituer la liste exhaustive du personnel qui servira à l'analyse genre du fichier du personnel	31 000
	Analyse statistique de l'approche genre sensible du fichier du personnel des CTDs	Élaborer un rapport dans lequel figurera la répartition du personnel des CTDs par sexe selon certaines caractéristiques (le poste occupé, le niveau d'étude, les années d'expériences, leur statut...) ce qui permettrait de voir les écarts observés entre les sexes dans les services des CTDs et guider les prises de décisions pour les combler	2 000
Toutes les activités mises en œuvre dans le cadre de l'action 3 du programme 141 au MINPROFF. Cette action est intitulée Promotion du leadership féminin et participation des femmes à la prise des décisions	Toutes les tâches		45 000
Total axe 5			96 000

Programme 6 : renforcement des mesures de protection et de résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et la participation dans la construction de la paix, la cohérence sociale et de vivre ensemble En matière de contribution des femmes au développement économique.

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en **2024** par les administrations pilotes interpellées par l'axe 6 de la PNG. Il s'agit notamment du MINAS et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités vont contribuer à :

- l'amélioration de la protection des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires
- au renforcement des moyens de subsistance pour la résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires
- la promotion du genre dans les processus de réponse humanitaire et de prévention, et résolution des conflits et de construction de la paix.

Tableau 40 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINPROFF et au MINAS dans le budget 2024 (Montants en milliers de FCFA)

Activités	Tâches	Déterminants	Budgets
Accompagnement psychosocial des personnes déplacées et réfugiées hommes et femmes du fait des crises sécuritaires	Toutes les tâches	Promouvoir un environnement psychosocial des personnes déplacées et réfugiées hommes et femmes du fait des crises sécuritaires	268 200
Gestion sociale des flux migratoires	Toutes les tâches	Protection des migrants hommes et femmes	29 500
Contrôle et suivi de la conformité sociale des projets et des populations impactées	Toutes les tâches	Prévenir les risques sociaux des projets sur les hommes et les femmes	125 400
Toutes les activités mises en œuvre dans le cadre de l'action 4 du programme 141 au MINPROFF. Elle est intitulée Promotion de la participation et protection des femmes dans les actions humanitaires, de paix et sécurité	Toutes les tâches		55 000
Toutes les activités mises en œuvre dans le cadre de l'action 2 du programme 142 au MINPROFF. Cette action est intitulée Intensification de l'éducation à la vie maritale, familiale et communautaire et à la promotion de la paix et cohésion sociale	Toutes les tâches		331 500
Total axe 6			809 600

Programme 7 : renforcement du cadre institutionnel de la promotion du genre dans les politiques publiques y compris les budgets aux niveaux national et local.

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en **2024** par les administrations pilotes interpellées par l'axe 7 de la **PNG**. Il s'agit notamment du MINFI, du MINEPAT et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités vont contribuer à :

- Soutenir l'institutionnalisation de la Budgétisation sensible au Genre dans les ministères
- Renforcement des capacités nationales en matière d'intégration du genre dans les secteurs de la vie nationale
- La promotion du genre dans les processus de réponse humanitaire et de prévention, et résolution des conflits et de construction de la paix.

Tableau 41 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINEPAT, MINPROFF et au MINFI dans le budget 2024 (Montants en milliers de FCFA)

Activités	Tâche	Déterminants	Budgets
Finalisation des projets de loi de Finances (MINEPAT)	Elaboration de l'annexe budgétaire sensible au genre		3 920
Renforcement des capacités	Accompagnement à l'élaboration des CDMT et budget 2024-2026	Renforcer la budgétisation sensible au genre au niveau national	4 000
Animation de la chaîne PPBS	Elaboration de l'annuaire statistique du MINEPAT	Renforcer la prise en compte du genre dans le système statistique national	8 000
	Actualisation du CDMT du MINEPAT	La prise en compte des activités sensible au genre est suivie	9 000
Formation et renforcement des capacités du personnel	Renforcement des capacités sur la budgétisation sensible au genre	Le personnel est formé sur les mécanismes de prise en compte du genre	20 000
Action sociale et renforcement de la solidarité	Mise en œuvre des activités liés aux genres : analyse situationnelle du genre au MINEPAT	Un	80 000
Finalisation des projets de loi de Finances	Elaboration de l'annexe budgétaire sensible au genre	Prise en compte du volet genre	3 630
Elaboration de la circulaire présidentielle sur la préparation du budget	Saisine des administrations pour les contributions à la Circulaire Présidentielle relative à la préparation du budget de l'Etat 2024	Prise en compte du volet genre	7 000
	Relecture de l'avant-projet de la circulaire Présidentielle relative à la préparation du budget de l'Etat 2024 et s'assurer d'un volet relatif a la prise en compte du Genre	Prise en compte du volet genre	7 000
	Lancement de la préparation du budget de l'Etat 2024	Prise en compte du volet genre	7 005
Elaboration de la loi de règlement	Arrimage des formats des PPA et RAP des à la BSG et élaboration du guide de rédaction des RAP par programme	Prise en compte du volet genre	6 530
	Accompagnement des administrations dans le cadre de l'élaboration des RAP 2022 et du renforcement de leurs capacités a la BSG	Prise en compte du volet genre	6 530
	Organisation des conférences d'examen des RAP 2022	Prise en compte du volet genre	6 530

Activités	Tâche	Déterminants	Budgets
Préparation du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)	Saisine des administrations pour la mise à disposition des contributions au DPEB 2024-2026	Prise en compte du volet genre	5 600
	Relecture de l'avant-projet de DPEB 2024-2026 en s'assurant de la prise en compte des contributions des administrations sur le prisme genre	Prise en compte du volet genre	5 600
	Elaboration de la mise en œuvre des recommandations du DOB de l'exercice budgétaire 2023	Prise en compte du volet genre	5 600
Conférence de budgétisation	Préparation des conférences budgétaires	Prise en compte du volet genre	5 200
Opérations d'ouverture et de clôture de l'exercice budgétaire	Lancement du budget pour le compte de l'exercice 2024	Prise en compte du volet genre	5 990
Toutes les activités hors salaire mises en œuvre dans le cadre de l'action 5 du programme 141 au MINPROFF. Elle est intitulée Institutionnalisation du Genre	Elaboration de la Circulaire d'exécution du budget 2024 en y insérant un volet relatif au genre	Prise en compte du volet genre	5 990
	Elaboration de la lettre-circulaire rappelant les délais d'exécution du budget	Prise en compte du volet genre	5 990
	Arrêt des engagements et des ordonnancements	Prise en compte du volet genre	5 990
	Actualisation des manuels de références pour l'exécution du budget de l'exercice n+1	Prise en compte du volet genre	5 990
	Toutes les tâches		616 532
Total axe 7			837 627

1.2 analyse de la contribution budgétaire des ministères pilotes dans la réalisation des objectifs de l'axe

Le tableau ci-dessous révèle la contribution, en terme de budget, qu'apporte chaque administration pilote en **2024**, dans la réalisation des objectifs visés par l'axe stratégique de la **PNG** qui l'interpelle.

Tableau 42 : détail de la contribution budgétaire des ministères pilotes dans la réalisation des objectifs de l'axe

Axe stratégique	Ministère	Ratio genre
Axe 1 Promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information	MINEDUB	35,57%
	MINESEC	53,24%
	MINAS	4,31%
	MINPROFF	6,88%

Axe stratégique	Ministère	Ratio genre
TOTAL AXE 1		25,53%
Axe 2 Amélioration de l'accès des femmes et des filles aux services de santé de qualité notamment en matière de Santé de la Reproduction, de maladies non transmissibles, de lutte contre le VIH Sida et d'autres pandémies	MINSANTE	99,19%
	MINAS	0,19%
	MINEPAT	0,21%
	MINPROFF	0,41%
TOTAL AXE 2		57,95%
Axe 3 Renforcement de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production	MINEPIA	18,72%
	MINADER	31,07%
	MINEPAT	29,01%
	MINPROFF	21,20%
TOTAL AXE 3		13,18%
Axe 4 Promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits des hommes et des femmes sans discrimination et à l'élimination des Violences Basées sur le Genre (VBG).	MINPROFF	52,80%
	MINAS	47,20%
TOTAL AXE 4		1,01%
Axe 5 Renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes, et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire et dans les sphères de prise de décisions	MINDDEVEL	35,11%
	MINAS	17,02%
	MINPROFF	47,87%
TOTAL AXE 5		0,01%
Axe 6 Renforcement des mesures de protection et de résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et de la participation dans la construction de la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble.	MINAS	57,83%
	MINPROFF	42,17%
TOTAL AXE 6		1,08%
Axe 7 Renforcement du cadre institutionnel de la promotion du genre dans les politiques publiques y compris les budgets aux niveaux national et local.	MINFI	38,33%
	MINEPAT	11,41%
	MINPROFF	50,26%
TOTAL AXE 7		1,12%
TOTAL		

1.3 Analyse suivant les administrations pilotes

L'analyse de la prise en compte du genre dans le budget **2024**, révèle que les ministères pilotes ont programmé un montant d'environ **72,422 milliards de FCFA** pour réduire les inégalités identifiées dans la **PNG** à travers leurs programmes opérationnels et supports. Soient **67,496 milliards de FCFA** pour les programmes opérationnels et **4,926 milliards de FCFA** pour les fonctions supports. Le détail du budget genre suivant les administrations est donné par le tableau ci-dessous.

Tableau 43 : budget genre 2024 par administration

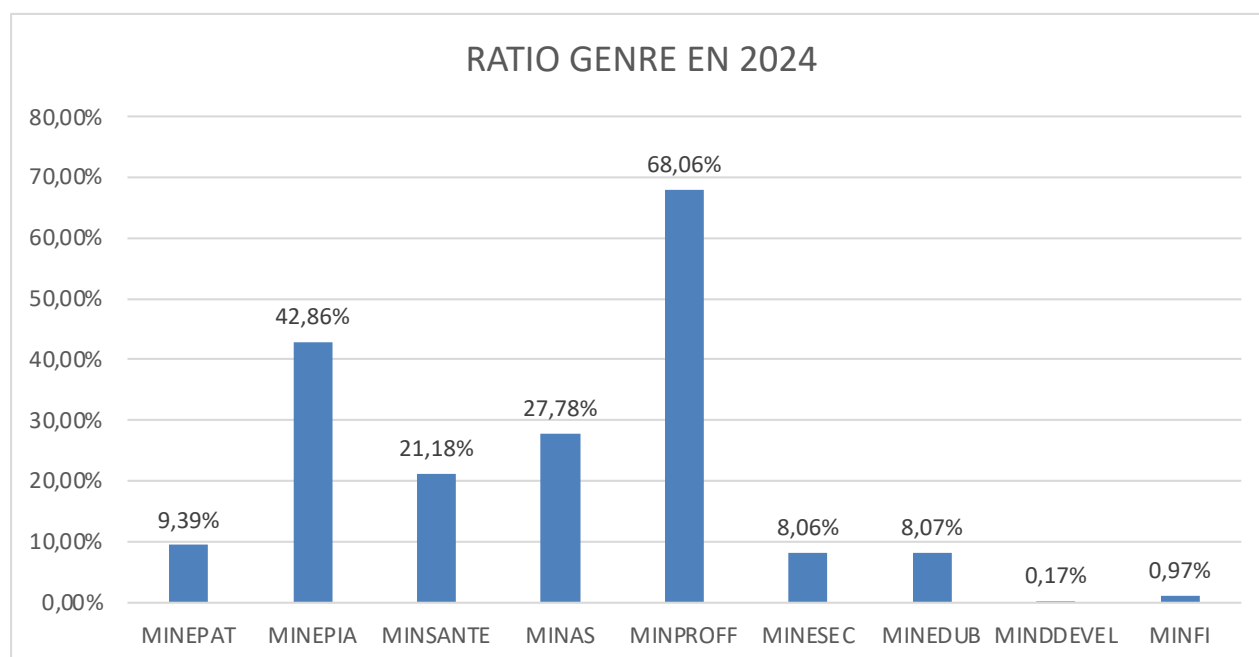
MINISTERE	BUDGET GENRE 2024
MINEPAT	2 363 500
MINEPIA	5 235 000
MINSANTE	42 353 005
MINAS	2 916 900
MINPROFF	4 548 470
MINESEC	10 583 969
MINEDUB	6 135 403
MINDDEVEL	96 500
MINFI	553 244
MINADER	NA
TOTAL	72 422 491

NA= Not Applicable. C'est la mention faite pour les administrations dont l'information n'est pas disponible

Le détail des dépenses sensibles au genre pour chaque administration est donné en annexe 2.

Le graphique ci-dessous permet de voir la part du budget de chaque administration pilote qui est prévue pour promouvoir la réduction des inégalités et l'autonomisation des femmes en **2024**.

Graphique: ratio budgétaire genre par ministère pilote en 2024



Le graphique ci-dessus permet de distinguer **4** types d'administrations :

Cas 1 : il s'agit du MINPROFF qui va consacrer plus de la moitié de leur budget pour l'amélioration des conditions de vie des femmes. Il affiche ratio genre de **68,06%**.

Cas 2 : il s'agit du MINAS, du MINSANTE et du MINEPIA qui vont consacrer au moins le quart de leur budget pour financer les questions de genre. Ils affichent respectivement des ratios de **27,78%**, **21,18%** et **42,86%**.

Cas 3 : il s'agit du MINEPAT, du MINESEC et du MINEDUB qui vont respectivement consacrer au plus **10%** de leurs budgets pour lutter contre les inégalités entre les hommes et femmes. Ils affichent respectivement **9,39%**, **8,06%** et **8,07%**

Cas 4 : il s'agit du MINFI et du MINDDEVEL qui ont prévu moins de **5%** de leur budget pour financer les questions de genre. Cette faible proportion pourrait s'expliquer par le fait que les activités genre du MINDDEVEL sont essentiellement menée à partir des FINEX.

NB : les données du MINADER n'étant pas disponible, cette administration n'a pas été prise en compte dans les analyses

1.4 Analyse suivant les programmes budgétaires des administrations pilotes

L'analyse des ratios budgétaires dans les administrations permet de déceler des niveaux différents de prise en compte du genre dans leurs programmes budgétaires. Le détail des disparités entre les programmes budgétaires est donné par le tableau ci-dessous.

Tableau 44 : ratio budgétaire genre par programme budgétaire des ministères pilotes en 2024

PROGRAMME (a)	BUDGET 2024 (b)	EXTRA =BUDGET SA-LAIRE+FINEX+RT (c)	BUDGET 2024 HORS EXTRA d=(b)- (c)	Budget genre	Ratio genre (e)/ (d) x 100
MINEPAT					
P-019	45 232 022	34 335 367	10 896 655	1 366 500	12,54%
P-022	11 098 384	5 415 300	5 683 084	701 000	12,33%
P-023	3 036 940	2 086 000	950 940	50 000	5,26%
P-024	7 857 655	214 000	7 643 655	246 000	3,22%
TOTAL MINEPAT	67 225 001	42 050 667	25 174 334	2 363 500	9,39%
MINEPIA					
P-053	38 050 692	31 893 233	6 157 459	4 485 000	72,84%
P-055	5 760 782	4 222 767	1 538 015	0	0,00%
P-057	8 282 065	7 440 000	842 065	640 000	76,00%
P-059	6 438 322	2 762 000	3 676 322	110 000	2,99%
TOTAL MINEPIA	58 531 861	46 318 000	12 213 861	5 235 000	42,86%
MINSANTE					
P-045	50 819 637	31 531 951	19 287 686	4 074 544	21,13%
P-046	2 506 694	1 584 893	921 801	182 143	19,76%
P-047	86 314 081	27 640 235	58 673 846	37 586 157	64,06%
P-48	58 011 306	55 177 988	2 833 318	57 530	2,03%
P-49	53 435 922	15 364 362	38 071 560	452 631	1,19%
TOTAL MINSANTE	251 087 640	131 299 429	199 968 257	42 353 005	21,18%
MINAS					
P-070	2 958 050	1 723 000	1 235 050	778 300	63,02%
P-071	12 546 314	8 170 000	4 376 314	2 016 600	46,08%
P-179	5 009 636	120 000	4 889 636	122 000	2,50%
TOTAL MINAS	20 514 000	10 013 000	10 501 000	2 916 900	27,78%
MINPROFF					
P-140	3 159 149	967 503	2 191 646	2 191 646	100,00%
P-141	1 592 045	551 121	1 040 924	1 040 924	100,00%
P-142	1 642 463	396 563	1 245 900	1 245 900	100,00%

PROGRAMME (a)	BUDGET 2024 (b)	EXTRA =BUDGET SALAIRE+FINEX+RT (c)	BUDGET 2024 HORS EXTRA d=(b)- (c)	Budget genre	Ratio genre (e)/ (d)) x 100
P-143	3 069 863	864 813	2 205 050	70 000	3,17%
TOTAL MINPROFF	9 463 520	2 780 000	6 683 520	4 548 470	68,06%
MINESEC					
P-105	120 591 800	95 471 150	25 120 650	185 000	0,74%
P-106	264 833 969	260 284 381	4 549 588	1 807 969	39,74%
P-107	53 718 731	42 097 000	11 621 731	274 000	2,36%
P-112	100 004 000	10 000 000	90 004 000	8 317 000	9,24%
TOTAL MINESEC	539 148 500	407 852 531	131 295 969	10 583 969	8,06%
MINEDUB					
P-101	18 492 903	17 723 132	769 771	62 320	8,10%
P-102	221 516 494	181 626 788	39 889 706	2 483 083	6,22%
P-103	4 613 881	4 238 561	375 320	71 500	19,05%
P-104	43 170 672	8 174 852	34 995 820	3 518 500	10,05%
TOTAL MINEDUB	287 793 950	211 763 333	76 030 617	6 135 403	8,07%
MINDDEVEL					
P-098	3 232 820	0	3 232 820	50 000	1,55%
P-099	21 293 922	400 170	20 893 752	46 500	0,22%
P-100	75 125 594	41 500 000	33 625 594	0	0,00%
TOTAL MINDDEVEL	99 652 336	41 900 170	57 752 166	96 500	0,17%
MINFI					
P-031	10 476 751	0	10 476 751	0	0,00%
P-032	11 190 686	0	11 190 686	0	0,00%
P-033	12 593 428	0	12 593 428	0	0,00%
P-034	12 365 203	5 535 763	6 829 440	470 244	6,89%
P-092	15 736 933	0	15 736 933	83 000	0,53%
TOTAL MINFI	62 363 001	5 535 763	56 827 238	553 244	0,97%

III. 2. Application de l'outil marqueur genre

Approche méthodologique

Cet outil développé de manière expérimentale a pour objectifs de permettre au Gouvernement de faire le suivi, d'améliorer et de soutenir une programmation efficace et sensible au genre, en donnant des notes allant de 0 à 5 (Non orienté à Principal). Il vise à indiquer si les activités et tâches conduites par les ministères sectoriels ciblent véritablement l'égalité des sexes. Les données fournissent la mesure la plus complète disponible concernant le financement des programmes de développement qui soutient les actions en faveur de l'égalité femmes-hommes.

La notation se fait sur 5 points. On examine à l'intérieur d'un programme, les éléments ci-après :

- la justification du genre dans le sous-secteur
- l'intitulé des actions, activités ou des tâches du programme
- les objectifs du programme, des actions, des activités

- les indicateurs du programme, des actions, des activités
- le budget des activités ou des tâches.

Chaque élément est noté sur un point sur toute la chaîne de résultats, puis on fait une sommation. L'appréciation des éléments de notation n'est pas cumulée. Au moins l'un des éléments de la chaîne de résultats doit être genre sensible. Ce qui est recherché, c'est la bonne foi et la volonté des administrations à appliquer la dimension genre dans les différents programmes.

Tableau 45 : Grille et critères de notation des programmes

Grille de Notation Genre		Description
Objectif non orienté vers le genre (Valeur 0) :	Aucun des Cinq (05) critères n'est rempli	Non orienté : Le genre n'est pas reflété dans le programme (insensibilité au genre). Le programme a été examiné au regard du marqueur mais il n'a pas été constaté qu'il visait l'objectif de l'égalité homme-femme. Cette valeur ne peut être utilisée par défaut. Les programmes n'ayant pas fait l'objet d'un examen ne doivent pas être marqués, c'est-à-dire qu'aucune valeur ne doit être inscrite dans le champ prévu. Le but est d'éviter toute confusion entre les programmes qui ne visent pas l'égalité des sexes (valeur 0) et ceux dont on ne connaît pas l'orientation à cet égard (champ à laisser vide ou mettre N/A: Non Applicable).
Objectif faible (Valeur 1 point) :	Un (01) des Cinq (05) critères est rempli	Faible : L'égalité entre les femmes et les hommes est résiduellement prise en compte dans le programme. Non seulement elle n'est pas un objectif du programme, mais aussi, ne constitue pas le principal motif de sa réalisation. Tout de même les interventions visées pourraient toucher à la fois les femmes et les hommes, les filles et les garçons, sans un impact conséquent.
Objectif passable (Valeur 2 points) :	Deux (02) des Cinq (05) critères sont remplis	Passable : L'égalité homme-femme est incidemment prise en compte dans le programme. Soit elle n'est pas un objectif du programme/projet et ne constitue pas le principal motif de sa réalisation. Tout de même les actions et activités impacteront sur le statut et les conditions de vie des femmes et des hommes ; Soit elle est un objectif important et délibéré du programme, mais ceci n'est pas suffisamment reflété dans la chaîne de résultats.
Objectif moyen (Valeur 3 points) :	Trois (03) des Cinq (05) critères sont remplis	Moyen : L'égalité homme-femme est partiellement prise en compte dans le programme. Elle n'est pas un objectif du programme/projet et ne constitue pas le principal motif de sa réalisation. Mais il existe une ou des actions ciblées soutenues par des indicateurs et activités contribuant à la réduction des inégalités entre les hommes et femmes, les filles et garçons
Objectif significatif (Valeur 4 points) :	Quatre (04) des Cinq (05) critères sont remplis	Significatif : L'égalité homme-femme est un objectif important et délibéré du programme, mais elle ne constitue pas le principal motif de sa réalisation. L'objectif de l'égalité homme-femme doit être mentionné de manière explicite dans la documentation relative au programme considéré, et sa présence ne peut être implicite ni supposée.
Objectif principal (Valeur 5 points) :	Tous les Cinq (05) critères sont remplis	Principal : L'égalité entre les femmes et les hommes est l'objectif principal du programme ou du projet et elle est fondamentale dans sa conception et pour les résultats escomptés. Le programme a été conçu avec pour finalité première de faire progresser l'égalité entre les sexes et/ou l'autonomie des femmes et des filles, de réduire les discriminations ou les inégalités fondées sur le sexe ou de répondre à des besoins sexospécifiques.



Encadré 5 : Etapes d'application du marqueur genre sur les programmes budgétaires

ÉTAPE 1 : Évaluez de façon globale les liens existants entre l'intervention du programme et les rôles et relations de genre : intègrent-ils ou remettent-ils en question les rôles et relations de genre ? Ou votre intervention n'intègre aucune approche de genre ?

ÉTAPE 2 : Déterminez si le genre est intégré à l'analyse de situation et la stratégie des programmes (Un aspect doit être développé sur l'ancrage du programme budgétaire à la Politique Nationale Genre pour justifier cette affirmation), aux objectifs, aux actions, activités et tâches, aux indicateurs de suivi et d'évaluation et si le budget de l'ensemble des interventions sur genre atteint au moins **5%** du budget total du programme. Répondez par oui et notez **1** point ou par non et notez **0** point par case lorsque l'énoncé est pertinent ou non. Chaque case doit être dûment expliquée et justifiée à l'aide de références.

ÉTAPE 3 : Comptez le nombre de cases notées et summez le total sur **5** points ; puis utilisez le guide de notation afin de vous positionner sur le MGPB.

ÉTAPE 4 : Enfin, complétez la dernière colonne afin de fournir les explications et les documents justificatifs nécessaires, pour chaque énoncé noté, et proposez des recommandations et enseignements qui pourraient impacter et améliorer la programmation budgétaire.

Source : *Politique Nationale du Genre 2021-2030*

Comme le montre le tableau ci-dessous, l'analyse des programmes budgétaires à partir de l'outil marqueur genre du Cameroun révèle que les administrations peuvent être classées en quatre catégories :

Catégorie 1 : Les administrations avec des programmes principalement genre sensibles

Il s'agit du MINPROFF, MINAS et MINSANTE. En dehors du programme support, la plupart des programmes de ces administrations disposent d'une notation « Principal ». Le MINPROFF a renforcé sa position de département en charge du genre en mieux affinant la présentation de ses trois programmes techniques à travers une meilleure prise en compte du genre dans tous les éléments de la chaîne de résultats. Le MINAS également a amélioré la présentation des objectifs et des indicateurs et des activités par rapport à **2022**. Le MINSANTE est resté constant dans ses thématiques de genre qui adressent principalement les questions de santé maternelle, de nutrition et de prise en charge des cas et de la Couverture Santé Universelle.

Catégorie 2 : Les administrations avec des programmes significativement genre sensibles

Il s'agit du MINEDUB et MINEPIA. Comme en **2022**, le MINEPIA a considérablement amélioré la présentation de ses actions, des indicateurs, des activités et du budget selon le genre. Le MINEDUB également a réalisé un effort d'affichage genre de ses programmes même si des efforts restent à faire au niveau de la présentation des indicateurs.

Catégorie 3 : Les administrations avec des programmes passablement genre sensibles

Il s'agit du MINEPAT, MINADER, MINESEC et MINDEVVEL. Deux cas de figure se posent ici. Certaines administrations qui ont inscrit des activités genre avec des budgets, mais les objectifs et indicateurs des éléments des programmes restent à améliorer. D'autres cas où l'on a des ministères qui inscrivent des objectifs et indicateurs, activités genre avec de faibles budgets.

Catégorie 4 : Les administrations avec des programmes faiblement genre sensibles

Il s'agit du MINFI. Par rapport à **2022**, le MINFI a réalisé un effort de prise en compte du genre dans son programme **034**, notamment ne ce qui concerne l'inscription des activités genre et l'affectation de budgets. Tous les autres programmes restent genre aveugles et des efforts sont encore nécessaires dans tous les éléments de la chaîne de résultats.

Tableau 45: synthèse du résultat de l'analyse du budget 2024 des ministères pilotes avec l'outil marqueur genre

Programme	Note finale	Mention	Recommandations
MINEPAT			
P-019	3	Moyen	Un effort devrait être fait pour renforcer la prise en compte du genre dans la formulation des objectifs et des indicateurs.
P-022	2	Passable	
P-023	2	Passable	
P-024	1	Faible	
MINEPIA			
P-053	5	Principal	Un effort devrait être fait au niveau du programme 055 .
P-055	2	Passable	
P-057	5	Principal	
P-059	2	Passable	
MINADER			
P-184	NA	NA	
P-185	NA	NA	
P-186	NA	NA	
P-187	NA	NA	
MINSANTE			
P-045	5	Principal	Un effort devrait être fait pour renforcer le budget des activités genre du programme support.
P-046	5	Principal	
P-047	5	Principal	
P-048	4	Significatif	
P-049	1	Faible	
MINAS			
P-070	5	Principal	Un effort devrait être fait pour renforcer le budget des activités genre du programme support.
P-071	5	Principal	
P-179	1	Faible	
MINPROFF			
P-140	5	Principal	Un effort devrait être fait pour renforcer le budget des activités genre du programme support.
P-141	5	Principal	
P-142	5	Principal	
P-143	1	Faible	
MINESEC			
P-105	3	Moyen	Un effort devrait être fait pour renforcer le budget des activités genre des programmes.
P-106	2	Passable	
P-107	0	Faible	
P-112	2	Passable	
MINEDUB			

Programme	Note finale	Mention	Recommandations
P-101	3	Moyen	Un effort devrait être fait pour renforcer la ventilation des indicateurs par sexe.
P-102	5	Principal	
P-103	5	Principal	
P-104	0	Passable	
MINDDEVEL			
P-098	2	Passable	Un effort devrait être fait pour renforcer le budget des activités genre, et améliorer la formulation des objectifs et indicateurs sous le prisme genre.
P-099	2	Passable	
P-100	0	Non orienté	
MINFI			
P-031	0	Non orienté	Un effort devrait être fait pour renforcer les activités genre y compris leurs budgets, et améliorer la formulation des objectifs et indicateurs sous le prisme genre.
P-032	0	Non orienté	
P-033	0	Non orienté	
P-034	2	Passable	
P-092	1	Faible	

Au regard de ce qui précède, les recommandations qui pourraient être formulées à l'endroit des départements ministériels sont les suivantes :

- revoir si possible les objectifs des programmes et/ou les indicateurs afférents pour les rendre genre sensibles, notamment lors de l'élaboration des prochains CSP.
- revoir la formulation des actions et tâches, ou leurs extraits pour les rendre genre sensibles. Ceci peut être fait chaque année.
- afficher clairement des activités et tâches visant la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes dans le secteur, ou alors des activités et tâches spécifiques ciblant les femmes.
- retravailler les indicateurs des activités en les désagrégeant par sexe ou en formulant des indicateurs qui visent la réduction de la vulnérabilité des femmes et des filles, pour le suivi genre des programmes.
- affecter des budgets conséquents pour la mise en œuvre des activités qui visent à (i) réduire les déséquilibres dans les rapports de forces entre hommes et femmes, garçons et filles, au niveau social, économique ou politique ; (ii) faire en sorte que l'activité bénéficie autant aux femmes qu'aux hommes, ou remédier à des discriminations passées ; (iii) développer ou renforcer la politique, la législation et les institutions propres à garantir l'égalité homme-femme ou à empêcher la discrimination.

NB : les données du MINADER n'étant pas disponible, cette administration n'a pas été prise en compte dans les analyses

**EVOLUTION DE LA
PRISE EN COMPTE
DU GENRE DANS LE
BUDGET DE L'ETAT DE
2022 A 2023**



IV. EVOLUTION DE LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LE BUDGET DE L'ETAT DE 2022 A 2023

IV.1 Ecart entre les budgets programmés 2023-2024

Le tableau ci-dessous, qui montre l'évolution de la programmation du budget genre de **2023 à 2024** révèle une baisse globale de **9,98%** sur la période considérée. Nous passons de **88,199 milliards de FCFA** en **2023** à **72,422 milliards de FCFA** en **2024**. A part la baisse du cadrage budgétaire communiqué à plusieurs administrations pilotes, cette baisse du budget pourrait s'expliquer par l'affinement de la méthodologie de ciblage des dépenses sensibles au genre pour cette troisième version du DBSG. En effet, dans la version **2023** du DBSG, les dépenses de transferts et subventions étaient comptabilisées et le marquage se faisait au niveau de l'activité. Pour cette troisième version les dépenses de transferts et subvention ne sont plus comptabilisées. En outre, toutes les tâches d'une activité n'ayant pas forcément un déterminant genre, seules les tâches, dont le caractère sensible au genre est avéré, sont retenues pour les analyses. Toutefois des disparités existent entre les administrations. En effet, si pour certaines, la tendance est à la baisse à l'image de la moyenne globale, cela n'est pas le cas pour toutes les administrations pilotes. Le détail de l'évolution observée dans la programmation des dépenses sensibles au genre entre **2023** et **2024** est donné dans le tableau ci-dessous.

Tableau 46: détail des écarts entre le budget genre programme en **2023** et celui de **2024**

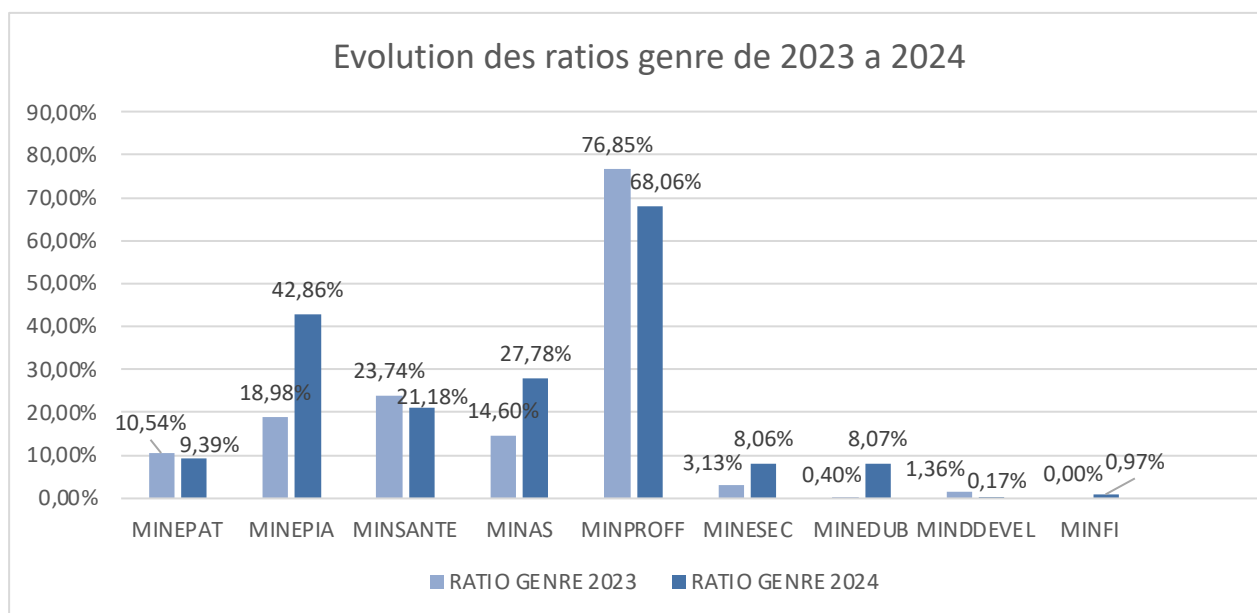
MINISTERE	Budget programmé en milliers de FCFA				OBSERVATIONS
	BUDGET GENRE 2024	BUDGET GENRE 2023	ECART		
			MONTANT	PROPORTION	
MINEPAT	2 363 500	6 145 000	-3 781 500	-160,00%	La baisse est le fait d'un meilleur fléchage des dépenses sensibles au genre en 2024
MINEPIA	5 235 000	8 311 288	-3 076 288	-58,76%	Plusieurs des projets sensibles au genre du MINEPIA s'achèvent en 2023. Dou la baisse du budget genre au MINEPIA
MINSANTE	42 353 005	38 901 996	3451009	8,15%	La hausse est surtout le fait de la mise en œuvre de la phase 1 de la CSU qui cible essentiellement les femmes et les enfants
MINAS	2 916 900	1 959 800	957 100	32,81%	La hausse dans ces ministères est le fait de l'amélioration du fléchage des dépenses genre sensibles
MINPROFF	4 548 470	4 447 789	100 681	2,21%	
MINESEC	10 583 969	2 894 000	7 689 969	72,66%	
MINEDUB	6 135 403	335 312	5 800 091	94,53%	
MINDDEVEL	96 500	655 020	-558 520	-578,78%	Plusieurs activités sensibles au genre sont affichées dans les documents budgétaires du MINDDEVEL et bénéficient de moins en moins de budget pour certaine et pour d'autres, n'en bénéficient même pas.
MINFI	553 244	0	553 244	100,00%	Le MINFI ne faisait pas partie des administrations ayant contribué à l'élaboration de la seconde version du DBSG 2023
TOTAL	72 422 491	88 199 185	-15 776 694	-21,78%	

NB : les données du MINADER n'étant pas disponible, cette administration n'a pas été prise en compte dans les analyses

IV.2 Evolution des ratios genre programmés de 2023-2024 par ministère

Le graphique ci-dessous, qui retrace l'évolution des ratios de **2023** à **2024** permet de constater que pour cinq administrations parmi les neuf ayant contribué à l'élaboration du DBSG **2023**, le ratio genre a augmenté. Ceci est certes le fait de l'affinement de la démarche méthodologique ayant conduit au calcul des ratios affichés, mais les nombreuses actions de renforcement de capacités des référents du MINFI, MINEPAT et des administrations pilotes sont également à prendre en compte. En outre, l'implication des point focaux BSG, qui font partie de la chaîne de préparation du budget a favorisé l'évolution positive des ratios observée en **2024**.

Graphique: évolution des ratios genre programmés de 2023 à 2024



IV.3 profils des ratios genre programmés sur le triennat 2022 à 2024 suivant les programmes budgétaires

Le tableau ci-dessous donne le détail de l'évolution des ratios genre suivant les programmes budgétaires des administrations sur le triennat **2022-2024**.

Tableau 47 : évolution des ratios genre par programme budgétaire sur le triennat

PROGRAMME BUDGÉTAIRE	RATIO GENRE		
	2022	2023	2024
MINEPAT			
P-019	NA	9,45%	12,54%
P-022	NA	0,00%	12,33%
P-023	NA	52,73%	5,26%
P-024	NA	0,00%	3,22%
TOTAL MINEPAT	NA	10,54%	9,39%
MINEPIA			
P-053	86,58%	21,74%	72,84%
P-055	0,18%	2,29%	0,00%
P-057	73,46%	20,98%	76,00%
P-059	13,03%	8,18%	2,99%
TOTAL MINEPIA	65,67%	18,98%	42,86%
MINSANTE			
P-045	1,82%	28,13%	21,13%
P-046	39,86%	68,15%	19,76%
P-047	0,00%	49,01%	64,06%
P-048	89,84%	2,35%	2,03%
P-049	10,79%	0,19%	1,19%
TOTAL MINSANTE	29,88%	23,74%	21,18%
MINAS			
P-070	61,82%	55,84%	63,02%
P-071	65,07%	9,49%	46,08%
P-179	0,99%	11,46%	2,50%
TOTAL MINAS	45,74%	14,60%	27,78%
MINPROFF			
P-140	100,00%	100,00%	100,00%
P-141	100,00%	100,00%	100,00%
P-142	100,00%	100,00%	100,00%
P-143	0,00%	7,40%	3,17%
TOTAL MINPROFF	67,11%	76,85%	68,06%

PROGRAMME BUDGÉTAIRE	RATIO GENRE		
	2022	2023	2024
MINEDUB			
P-101	0,00%	0,00%	8,10%
P-102	0,56%	0,58%	6,22%
P-103	0,00%	0,00%	19,05%
P-104	0,00%	0,00%	10,05%
TOTAL MINEDUB	0,44%	0,40%	8,07%
MINESEC			
P-105	0,00%	3,69%	0,74%
P-106	8,41%	4,24%	39,74%
P-107	0,00%	0,53%	2,36%
P-112	0,00%	0,38%	9,24%
TOTAL MINESEC	4,25%	3,13%	8,06%
MINDDEVEL			
P-098	11,41%	1,46%	1,55%
P-099	45,01%	0,81%	0,22%
P-100	0,00%	0,00%	0,00%
TOTAL MINDDEVEL	3,15%	1,36%	0,17%
MINFI			
P-031	NA	NA	0,00%
P-032	NA	NA	0,00%
P-033	NA	NA	0,00%
P-034	NA	NA	6,89%
P-092	NA	NA	0,53%
TOTAL MINFI	NA	NA	0,97%

NA : Not Applicable. Il s'agit de la mention faite lorsque le ratio genre n'a pas été calculé, pour l'année considérée, dans les précédents DBSG.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES



CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Pour une meilleure opérationnalisation de la BSG au sein des administrations, plusieurs actions, se situant à différents niveaux pourraient être mises en œuvre en **2024**. Elles se situent en prolongement de celles déjà mise en œuvre en **2023**. Il s'agit notamment :

Pour ce qui est du déploiement de la BSG, de la

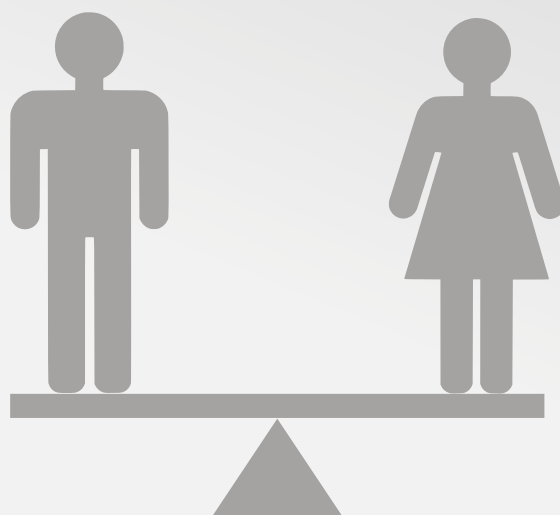
- Pérennisation des directives annuelles en matière de BSG, à travers la prise en compte systématique de ces orientations dans les instructions présidentielles relatives à la préparation du budget, les lettres de notifications des enveloppes du Premier Ministre, la circulaire d'exécution du budget.
- Amélioration de prise en compte du genre dans la circulaire présidentielle relative à la préparation du budget de l'Etat pour inviter les administrations à fournir :
 - Des informations sur les impacts sexo spécifiques des nouvelles propositions de dépenses et des réductions de dépenses proposées.
 - Une analyse des données ventilées par sexe sur les résultats (attendus et obtenus) des prestations de services dans les documents examinés lors des différentes Conférences Budgétaires (RAP, PPA, CDMT...).
- Mise en œuvre de la feuille de route régionale de la BSG, ainsi que son suivi-évaluation,
- Parachèvement du cadre institutionnel relatif à la BSG, en conférant son portage par la DGB et en formalisant son rôle en matière de pilotage, de production de référentiels et d'animation du dispositif y afférent.
- Réactivation du comité interministériel BSG et renforcement l'implication de la DGB dans ledit comité.
- Élaboration d'une cartographie des acteurs impliqués dans la BSG et mise en place d'un cadre de coordination formalisé avec les rôles bien définis,
- Mise en place des jalons du dialogue de gestion entre points focaux BSG, points focaux genre, les sectoriels MINFI et MINEPAT,
- Implication des parlementaires dans les choix budgétaires en faveur de la promotion du genre
- Information des acteurs économiques des choix budgétaires en faveur de la promotion du genre lors des consultations publiques,
- Capitalisation de l'accompagnement des Partenaires Techniques et Financiers et des OSC
- S'agissant des actions concourant à améliorer le document budgétaire genre sensible en **2025**,
- Actualisation de la matrice de triangulation entre la SND-PNG-CSP des administrations
- Accompagnement de proximité des administrations et renforcement des aspects conceptuels et méthodique et capacitation des points focaux BSG désignés en fonction du niveau d'avancement des administrations,
- Adaptation du système PROBMIS pour prendre en charge les nouveaux canevas d'élaboration des documents budgétaires (PPA et RAP),
- Réalisation des analyses genre des administrations
- Poursuite de l'examen des besoins en matière d'analyse genre (préparation des TDRs harmonisés, diffusion du canevas dédié, examen de la pertinence d'inscrire et de budgétiser une activité dédiée au niveau du budget des ministères,
- Elaboration d'une cartographie des activités genre par administration
- Retro planning pour l'élaboration du document budgétaire sensible au genre **2024** en adressant les rôles et responsabilités des différents acteurs ;

- Stabilisation du canevas du Document Budgétaire Sensible au Genre en fonction des enseignements tirés ;
- Intégration du prisme genre dès lancement du processus budgétaire pour l'exercice **2025** ;
- Elaboration et instauration des protocoles d'échanges entre les différents acteurs pour permettre la mobilisation des informations et la collecte des données nécessaires à l'élaboration du DBSG ;
- Mise en place des mesures d'accompagnement (renforcement des capacités/sensibilisation, communication et vulgarisation...).

En ce qui concerne l'élargissement du périmètre des administrations pour le compte de l'exercice **2025**, il pourrait être suggéré l'introduction des Ministères suivants : MINPOSTEL, MINJUSTICE, MINTSS, MINDEF, MINPMEESA, MINJEC, MINPMEESA

Afin de mieux aborder la rédaction du Document Budgétaire Sensible au Genre pour le compte de l'exercice **2025**, les étapes importantes et date line ci-dessous devront guider l'agenda des travaux:

- Transmission du canevas du document aux administrations publiques : fin juin ;
- Lancement de la rédaction de la partie transversale du document : Mi-juillet ;
- Réception des parties sectorielles transmises par les administrations : **31** juillet ;
- Recoupement des données avec les chaînes de résultats figurants au niveau des PPA/Rapports Annuels de Performance (RAP) : Fin août
- Contrôle qualité et compilation de document : Mi-Septembre
- Transmission du document compilé pour validation aux ministères sectoriels : septembre ;
- Intégration des observations/avis et recommandations recueillies : octobre ;
- Dépôt du document budgétaire sensible au genre en accompagnement du projet de loi de finances initiale : octobre ;
- Elaboration d'une version simplifiée du document budgétaire sensible au genre à destination du grand public



Annexes 1

Présentation de la matrice de suivi des indicateurs de performance de la PNG

Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
	Indicateurs de performance								
	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
	Indice de parité garçons/filles dans l'enseignement primaire	ratio	0,9 (2022)	1	1	National	MINEDUB MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINEDUB	Annuelle et quinquennale
				AD	AD	Par région			
	Indice de parité garçons/filles dans l'enseignement secondaire	ratio	0,93 (2022)	AD	1	National	MINESEC MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINESEC	Annuelle et quinquennale
				AD	AD	Par région			
	Indice de parité garçons/filles dans l'enseignement supérieur		AD	AD	1	National	MINESUP MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINESUP	An

Programme 1:

Promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information

Indicateurs de performance										
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte	
				2025	2030					
<p>Programme 1: Promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information</p>	Indice de parité garçons/filles dans l'enseignement professionnel		AD	AD	1	Par région	MINEFOP MINEPIA MINADER MINAS MINPROFF	MINEFOP		
	Taux d'achèvement fille/garçon dans le cycle primaire	%	75,1% (2022)	AD	AD	National	MINEDUB MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINEDUB	An	
	Taux d'achèvement fille/garçon dans le 1er cycle du secondaire	%	40,91	46,75	50	National	MINESEC MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINESEC	An	
	Taux d'achèvement fille/garçon dans le cycle supérieur	%	AD	AD	AD	Par région	MINESUP MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINESUP		
				AD	AD	1	Par région			
				AD	AD	1	Par région			
				AD	AD	AD	Par région			
				AD	AD	AD	National			
				AD	AD	AD	Par région			
				AD	AD	AD	National			
				AD	AD	AD	Par région			

ANNEXE

Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
Programme 1: Promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information	Taux d'achèvement fille/garçon dans l'extrascolaire)	%	AD	AD	AD	National	MINJEC MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINJEC	
	Taux d'alphabétisation des jeunes femmes de 15-24 ans	%	76,5%	80%	95%	National	MINEDUB MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINEDUB	An
Action 1.1.: Renforcement de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation professionnelle et à l'alphabétisation.	Taux brut de scolarisation des filles au primaire	%	112,9	AD	AD	National	MINEDUB MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINEDUB	An
	Taux brut de scolarisation des filles au secondaire	%	AD	AD	AD	Par région			
		%	AD	AD	AD	Par ZEP			
		%	44,55	47,39	AD	National	MINESEC MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINESEC	
	%	AD	AD	AD	Par région				
	%	23,7% (2022)			Par ZEP				

Indicateurs de performance										
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte	
				2025	2030					
Action 1.1.: Renforcement de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation professionnelle et à l'alphabétisation.	Taux net de scolarisation des filles au primaire	%	75,4%	AD	AD	National	MINEDUB MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINEDUB	An	
		%	AD	AD	AD	Par région				
		%	AD	AD	AD	Par ZEP				
	Taux net de scolarisation des filles au secondaire	%	35,42	38,30	AD	AD	National	MINESEC MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINESEC	
		%	AD	AD	AD	AD	Par région			
		%	18,8% (2022)				Par ZEP			
	Taux d'abandon scolaire chez les jeunes filles dans le cycle primaire	%	AD	AD	AD	AD	National	MINEDUB MINAS MINPROFF	MINEDUB	An
		%	AD	AD	AD	AD	Par région			
		%	AD	AD	AD	AD	Par ZEP			
	Taux d'abandon scolaire chez les jeunes filles dans le cycle secondaire	%	12,89% (2022)	AD	AD	AD	National	MINESEC MINAS MINPROFF	MINESEC	An
		%	AD	AD	AD	AD	Par région			
		%	AD	AD	AD	AD	Par ZEP			
Taux d'abandon académique chez les jeunes filles	%	AD	AD	AD	AD	National	MINESUP	MINESUP	An	

ANNEXE

Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
Action 1.1.: Renforcement de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation professionnelle et à l'alphabétisation.		%	AD	AD	AD	Par région			
	Proportion des femmes parmi les apprenants qui abandonnent leur formation professionnelle	%	22,7	5	0	National	MINEFOP MINESEC MINEPIA MINADER	MINEFOP	
	Taux d'abandon des jeunes filles dans l'extrascolaire	%	AD	AD	AD	Par région			
	Taux d'achèvement fille/garçon dans l'extrascolaire	%	AD	AD	AD	National	MINJEC MINAS MINPROFF	MINJEC	An
		%	AD	AD	AD	Par région			
		%	AD	AD	AD	National	MINJEC MINAS MINPROFF	MINJEC	An
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Proportion des femmes parmi les détenteurs de titre professionnels issus des CFP publics et privés agréés	%	51,8	60	65	National	MINEFOP MINJEC MINAS MINPROFF MINEPIA MINADER	MINEFOP	An
		%	AD	AD	AD	Par région			
		%	AD	AD	AD	Par région			

Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
Action 1.2.: Amélioration des compétences, connaissances et de l'accès équitable des femmes et des filles, des hommes et des garçons, à une information de qualité et aux TIC.	Taux d'exposition des femmes et jeunes filles aux médias	%	50%	70%	90%	National	MINCOM MIPROFF MINPOSTEL	EDS MINPOSTEL	An
	Taux d'utilisation de l'internet par les femmes et jeunes filles	%	27%	60%	90%	National	MINPOSTEL	EDS MINPOSTEL	An
	nombre de femmes et jeunes filles formées en TIC	femme	AD	AD	AD	National	MINCOM MINPOSTEL MIPROFF MINJEC	MINPOSTEL	an
	Nombre de femmes sensibilisées à l'utilisation responsable des réseaux sociaux	femme	AD	AD	AD	National	MINPOSTEL MINESEC MINEDUB	MINPOSTEL	an

ANNEXE

Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
Programme 2: Amélioration de l'accès des femmes et des filles aux services de santé de qualité notamment en matière de Santé de la Reproduction, maladies non transmissibles, de lutte contre le VIH Sida et d'autres pandémies	Taux de mortalité maternelle	Femmes %'000 naissances vivantes	406	200	70	National	MINSANTE	EDS RGPH MINSANTE	An
	Taux de prévalence du VIH chez les femmes de 15-49 ans	%	3,4% (2018)	2%	1%	National	MINSANTE CNLS MINJEC	MINSANTE	An
	Taux de CPN 4 et plus chez les femmes, jeunes filles/adolescentes	%	64,9%	77%	85%	National	MINSANTE	EDS MINSANTE	An
	Taux d'accouchements assistés par un personnel qualifié	%	AD	AD	AD	Par région	MINSANTE	EDS MICS MINSANTE	An
Action 2.1. : Amélioration de la santé de la reproduction des femmes et adolescentes et réduction de la mortalité et morbidité maternelles	Taux de naissances chez les adolescentes i.e. les femmes âgées de 15-24 ans	%	4 %	2%	1%	National	MINSANTE	EDS MICS RGPH MINSANTE	Périodique An
	Pourcentage de femmes de 15-49 ans connaissant les deux moyens de prévention de l'infection par le VIH	%	70%	85%	100%	National	MINSANTE ET TOUTES LES AUTRES ADMINISTRATIONS	EDS MICS	Périodique

Indicateurs de performance										
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte	
				2025	2030					
Action 2.2 : Promotion du genre dans la lutte contre le VIH – SIDA et d'autres pandémies		%	AD	AD	AD	Par région				
	Pourcentage de femmes de 15-49 ans qui connaissent les trois moyens de transmission du VIH de la mère à l'enfant	%	64%	80%	100%	National	MINSANTE ET TOUTES LES AUTRES ADMINISTRATIONS	EDS MICS	Périodique	
		%	AD	AD	AD	Par région				
Action 2.3 : Promotion de l'éducation des femmes et les adolescentes à la nutrition et aux pratiques familiales essentielles	Taux de fréquentation des formations sanitaires par les adolescentes et les femmes	%	AD	AD	AD	National	MINSANTE MINPROFF	MINSANTE	An	
		%	AD	AD	AD	Par région				
		%	AD	AD	AD	Urbain				
	Nombre de séances tenues sur l'éducation nutritionnelle et les PFE	%	AD	AD	AD	rural				
		nb	804	1500	2500	National	MINSANTE MINPROFF MINEPAT	MINSANTE	Périodique An	
		nb	AD	AD	AD	Par région				
Nombre de personnes touchées par la sensibilisation sur les pratiques nutritionnelles et les PFE	nb	3 064 776	4 050 00	4 800 000	National	MINSANTE MINPROFF MINEPAT	MINSANTE	Périodique An		

ANNEXE

Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
		nb	AD	AD	AD	Par région			
	Taux de pauvreté des femmes	%	37,7%	32%	27%	National		ECAM	Périodique
		%	AD	AD	AD	Par région			
		%	AD	AD	AD	Urbain			
		%	AD	AD	AD	rural			
Programme 3 : Renforcement de la contribution des femmes au développement socioéconomique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production	Proportion des femmes ayant un emploi salarié	%	45,5%	75%	85%	National		EESI	Périodique
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Proportion de femmes chefs d'entreprises	%	37.20%	40%	50%	National	MINPMEESA	RGE MINPMEESA	An
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Taux d'activité des femmes	%	48,9 %	75%	85%	National		EESI	Périodique
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Proportion d'employés de sexe féminin dans le secteur moderne de l'économie dans public et privé formel	%	37,3	41	50	National		EESI	

Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
Action 3.1. : Accès égalitaire et maintien des femmes et des hommes aux emplois de l'administration publique et du secteur privé	Proportion des femmes Immatriculées	%	AD	AD	AD	National	MINFOPRA	MINFOPRA	An
	Proportion des femmes recrutées dans la fonction publique	%	AD	AD	AD	National	MINFOPRA	MINFOPRA	An
	Proportion des femmes insérées dans le secteur privé formel	%	50	70	80	National	MINFOP MINJEC MINAS MINAS MINADER MINEPIA	MINEFOP	An
Action 3.2. : Amélioration de la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les segments des chaînes de valeurs de secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche)	Proportion de femmes exploitantes agricoles (informel)	%	27,3	34%	40%	National	MINADER MINEPAT	RGAE MINADER EESI	Périodique An
	Proportion de femmes exploitantes dans le domaine de l'élevage	%	AD	AD	AD	Par région			
		%	AD	AD	AD	Par région			

Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
<p>Action 3.2. : Amélioration de la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les segments des chaînes de valeurs de secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche)</p> <p>Action 3.3. : Amélioration de la rentabilité des opérations économiques des femmes œuvrant dans le secteur informel et dans l'entreprenariat</p>		%	AD	AD	AD	Par région			
	Proportion de femmes exploitantes dans le domaine de la pêche	%	AD	AD	AD	National	MINEPIA MINEPAT	RGAE MINEPIA EESI	5 ans
	Proportion de femmes exploitantes dans le domaine des industries animales	%	AD	AD	AD	National	MINEPIA MINEPAT	RGAE MINEPIA EESI	5 ans
	Revenu moyen des femmes rurales	FCFA	AD	AD	AD	National		RGAE EDS EESI	5 ans
	Proportion des femmes responsables des unités de production artisanale enregistrées dans les bureaux communaux d'artisanat	%	51,38%	70%	80%	National	MINPMEESA	EESI MINPMEESA	An
		%	AD	AD	AD	Par région			

Libellé orientation PNG	Indicateurs de performance							Fréquence De collecte	
	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre		Source de données
				2025	2030				
Action 3.3. : Amélioration de la rentabilité des opérations économiques des femmes œuvrant dans le secteur informel et dans l'entreprenariat	Proportion des femmes parmi les bénéficiaires d'un appui pour la création d'une AGR dans le domaine de l'agriculture	%	AD	AD	AD	National	MINADER MINPROFF MINJEC MINEPAT	RGAE EESI MINADER	Périodique An
	Proportion des femmes parmi les bénéficiaires d'un appui pour la création d'une AGR dans le domaine de l'élevage	%	AD	AD	AD	National	MINEPIA MINPROFF MINJEC MINEPAT	RGAE EESI MINEPIA	
	Proportion des femmes parmi les bénéficiaires d'un appui pour la création d'une AGR dans le domaine de la pêche	%	AD	AD	AD	National	MINEPIA MINPROFF MINJEC MINEPAT	RGAE EESI MINEPIA	
	Proportion des femmes parmi les bénéficiaires d'un appui pour la création d'une AGR dans le domaine des industries animales	%	AD	AD	AD	National	MINEPIA MINPROFF MINJEC MINEPAT	RGAE EESI MINEPIA	

ANNEXE

Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
Action 3.3. : Amélioration de la rentabilité des opérations économiques des femmes œuvrant dans le secteur informel et dans l'entreprenariat		%	AD	AD	AD	Par région			
	Proportion des femmes parmi les bénéficiaires d'un appui pour la création d'une AGR dans le domaine des PME	%	AD	AD	AD	National	MINPMEESA MINPROFF MINJEC MINEPAT	RGAE EESI MINPMEESA	
		%	AD	AD	AD	Par région			
Action 3.4. : Élargissement du cadre et de l'offre de services de soutien aux activités économiques des femmes.		%	AD	AD	AD	National	MINPMEESA MINPROFF	MINPMEESA	Périodique An
	Pourcentage de commerçants du secteur informel ayant migré vers le formel	%	AD	AD	AD	Par région			
	Nombre de mécanismes mis en place et fonctionnels	nb	0	3	5	National Par région Par commune	MINADER MINEPIA MINPROFF MINPMEESA MINCOM- MERCE MINDCAF	MINPROFF	An
Action 3.5. : Promotion de l'accès équitable aux facteurs de production (ressources naturelles et foncières, monétaires, technologiques, infrastructures et équipements)		%	AD	AD	AD	National	MINADER MINEPIA MINDCAF MINPROFF	EDS RGPH MINDCAF	An
	Proportion des femmes ayant accès aux ressources foncières	%	AD	AD	AD	Par région			

Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en oeuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
Action 3.5. : Promotion de l'accès équitable aux facteurs de production (ressources naturelles et foncières, monétaires, technologiques, infrastructures et équipements)	Proportion des femmes parmi les bénéficiaires d'un titre de propriété foncière (Concession, titre foncier)	%	AD	AD	AD	National	MINADER MINEPIA MINPROFF MINDCAF	EDS RGPH MINDCAF	Périodique An
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Proportion de femmes parmi les bénéficiaires d'un crédit bancaire ou tout autre service financier	%	AD	AD	AD	National	MINFI MINEPIA MINADER	EDS ECAM FINSCOPE RGPH RGAE	Périodique 5 ans
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Proportion de femmes parmi les demandeurs d'intrants, équipements, technologies et infrastructures	%	AD	AD	AD	National Par région Par commune	MINADER MINEPIA MINPROFF MINEPAT		Périodique
		%	AD	AD	AD	National	MINADER MINEPIA MINPROFF MINEPAT	ECAM EDS RGAE RGPH	Périodique
		%	AD	AD	AD	Par région			

Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
<p>Action 3.6. : Promotion du genre dans le développement et la mise en œuvre des investissements dans le secteur de l'eau résilient au climat</p>	Nombre de lois, politiques, plans, programmes, stratégies et projets dans le secteur de l'eau du climat genre sensibles	nb	0	3	3	National Par région Par commune	MINEE MINEPDED MINT		An Périodique
	Nombre de comité genre, eau et climat mis en place et fonctionnels	nb	0	2	2				
	Nombre de femmes occupant des postes de responsabilité stratégiques dans le secteur de l'eau et de l'environnement	nb	6	8	10				
<p>Programme 4 : P Promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits des hommes et des femmes sans discrimination et à l'élimination des Violences Basées sur le Genre (VBG)</p>	Nombre d'initiatives endogènes sur l'eau et l'environnement portées par des femmes leaders	nb	AD	+2	+4				
	Pourcentage de femmes victimes de violences depuis l'âge de 15 ans causées par une personne quelconque	%	Physique : 39%	Physique : Sexuelle : 13%	Physique : Sexuelle : Sexuelle :	National	MINJUSTICE MINPROFF MINAS OSC	EDS	

Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
Programme 4 : P Promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits des hommes et des femmes sans discrimination et à l'élimination des Violences Basées sur le Genre (VBG)	Psychologique: 28,8%	%	Psychologique: 28,8%	Psychologique	Psychologiques				
	Physique : 18,4%	%	Physique : 18,4%	Physique	Physique				
	Sexuelle : 5,2%	%	Sexuelle : 5,2%	Sexuelle	Sexuelle				
	Psychologique : 22,4%	%	Psychologique : 22,4%	Psychologique	Psychologiques				
Action 4.1. : Renforcement de l'arsenal juridique et effectivité d'application des textes juridiques garantissant les droits des femmes et des hommes	Pourcentage d'instruments internationaux et régionaux de protection des droits des femmes ratifiés	%	100%	100%	100%	National	MINJUSTICE MINPROFF		An
	Nombre de textes de lois genre sensible élaborés	nb	8	AD	AD	National	MINJUSTICE MINPROFF	MINJUSTICE	An
	Proportion d'instruments internationaux des droits des femmes mis en œuvre	%	AD	AD	AD		MINJUSTICE MINPROFF CS	CS	

Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
Action 4.2. : Amélioration de l'accès aux services de justice en tenant compte des besoins différenciés des femmes et des hommes et du respect de leurs droits	proportion des acteurs de la chaîne judiciaire capautés sur les droits des femmes	%	AD	AD	AD	National	MINJUSTICE SED DGSN	MINJUSTICE	An
	Proportion des femmes bénéficiaires d'assistance judiciaire	%	AD	AD	AD	National	MINJUSTICE	MINJUSTICE	An
	Proportion des juridictions disposant des bureaux d'accueil pour les personnes vulnérables notamment les femmes victimes de VBG	%	AD	AD	AD	National	MINJUSTICE	MINJUSTICE	
Action 4.3. : Vulgarisation des textes et renforcement des connaissances sur les droits et devoirs des femmes et des hommes	Pourcentage de la population sensibilisée sur les droits et devoirs des femmes et des hommes	%	AD	AD	AD	National	MINPROFF MINJEC MINESEC MINESUP MINAS	MINPROFF	An
		%				Par région			

Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
Action 4.3 : Vulgarisation des textes et renforcement des connaissances sur les droits et devoirs des femmes et des hommes	Nombre de mécanismes communautaires mis en place pour promouvoir les droits des femmes	nb	AD	AD	AD	National	MINPROFF MINAS	MINPROFF	An
				50%	100%				
Action 4.4 : Prévention, prise en charge et punition des violences basées sur le genre, de la traite des personnes et du trafic des migrants	Pourcentage des décisions de condamnation (emprisonnement, réparation et indemnisation), relatives aux VBG (physique, sexuelle et émotionnelle)	%	AD	AD	National	MINJUSTICE	MINJUSTICE	MINJUSTICE	An
			AD	AD					
Action 4.4 : Prévention, prise en charge et punition des violences basées sur le genre, de la traite des personnes et du trafic des migrants	Pourcentage des décisions de condamnation (emprisonnement, réparation et indemnisation), relatives à la traite et au trafic des migrants (femmes et jeunes filles)	%	AD	AD	National	MINJUSTICE	MINJUSTICE	MINJUSTICE	An
			AD	AD					
	Proportion des survivantes bénéficiant d'une prise en charge médicale	%	AD	AD	National	MINSANTE	EDS	5 ans	

ANNEXE

Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
		%	AD	AD	AD	Par région			
	proportion des survivantes bénéficiant d'une prise en charge psychosociale	%	AD	AD	AD	National	MINPROFF MINAS	EDS	
		%	AD	AD	AD	Par région			
	proportion des survivantes bénéficiant d'une prise en charge juridique et judiciaire	%	AD	AD	AD	National	MINJUSTICE DGSN SED	EDS	
		%	AD	AD	AD	Par région			
	proportion des survivantes bénéficiant d'une prise en charge économique	%	AD	AD	AD	National	MINPROFF MINAS	EDS	
		%	AD	AD	AD	Par région			
	proportion des survivantes bénéficiant d'une prise en charge holistique	%	AD	AD	AD		MINPROFF MINAS		
		%	AD	AD	AD				
	Nombre de jeunes garçons et filles sensibilisés sur les fileaux sociaux émergents	nb	AD	+5000	+10000	National	MINPROFF MINAS MINESEC MINEDUB MIINESUP MINJEC	MINPROFF	An
	Action 4.5. : Lutte contre les fileaux sociaux émergents et protection spéciale des jeunes filles et garçons								

Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en oeuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
		nb	AD	AD	AD	Par région			
	Pourcentage des décisions de justice réprimant la violation des droits des jeunes garçons et filles de moins de 22 ans	%	AD	AD	AD	National	MINJUSTICE MINPROFF MINAS	MINJUSTICE	An
			AD	AD	AD	Par région			
Programme 5 : Renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes, et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire et dans les sphères de décisions publique et politique	Taux de représentativité des femmes aux postes électifs	%	-Assemblée Nationale : 33, 33 % -Sénat : 26% maires : 10, 83% Conseillers municipaux : 24% -Exécutifs Régionaux : 0% Conseillers régionaux : 22,88% -Chef de partis politiques : 4,46 %	-Assemblée Nationale : 40% -Sénat : 40% -Exécutifs communaux : 30% -Exécutifs Régionaux : 10% -Chef de partis politiques : 10%	-Assemblée Nationale : 50% -Sénat : 50% -Exécutifs communaux : 40% -Exécutifs Régionaux : 20% -Chef de partis politiques : 20%	National	MINAT ELECAM MINDEVVEL MINPROFF AN Sénat Régions Communes Partis politiques	MINAT ELECAM MINDEVVEL AN SÉNAT MINPROFF	Périodique

ANNEXE

Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Indicateurs de performance			Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				Cibles quinquennales		National				
				2025	2030					
	Taux de représentativité des femmes aux postes nominatifs	%	-Gouvernement : 16,93% -Représentations Diplomatiques : AD -Forces de Défense et de Sécurité : AD Commandement Territorial : 7,6% -Administration judiciaire : 20, 23% -Postes stratégiques dans l'Administration : 29,01% -Sociétés d'Etat : AD -SG de ré-gion : 10% -Public indépendant Conciliator : 50%	-Gouvernement : 20% -Représentations Diplomatiques : 10% -Forces de Défense et de Sécurité : 5% Commandement Territorial : 10% -Administration judiciaire : 25% -Postes stratégiques dans l'Administration : 35% Sociétés d'Etat : 5% -SG de ré-gion : 30% -Public indépendant Conciliator : AD	-Gouvernement : 30% -Représentations Diplomatiques : 20% -Forces de Défense et de Sécurité : 10% Commandement Territorial : 15% -Administration judiciaire : 30% -Postes stratégiques dans l'Administration : 40% Sociétés d'Etat : 10% -SG de ré-gion : 40% -Public indépendant Conciliator : AD	National	PRC SPM MINREX MINDEF MINAT MINDEVVEL MINPROFF MINJUSTICE	SPM MINREX MINDEF MINAT MINDEVVEL MINPROFF MINJUSTICE	Périodique An	

Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
Action 5.1. : Promotion de l'équilibre dans la représentation des femmes et des hommes dans les instances de décision, dans les postes électifs et administratifs au niveau national et dans les représentations diplomatiques du Cameroun	Existence d'un quota de représentativité des femmes dans les instances de décision aux niveaux national et local		Non	Oui	Oui	National	PRC SPM MINAT ELECAM MINDEVVEL MINPROFF AN SÉNAT	SPM	Périodique An
Action 5.2.: Promotion de la participation citoyenne des femmes et des hommes dans les instances décisionnelles aux niveaux familial, communautaire et local.	Taux de représentativité des femmes dans les instances décisionnelles de concertation aux niveaux des ménages, communautaire et local.	%	AD	Au moins 30%	Au moins 30%	National	MINDEVEL MINPROFF MINJEC MINAT Régions Communes	EDS	An
		%	AD	AD	AD	local			
	Nombre de cadre de dialogue mis en place par les femmes	%	AD	AD	AD	National Par région Par commune	MINDEVEL MINPROFF Régions Communes	MINPROFF	An

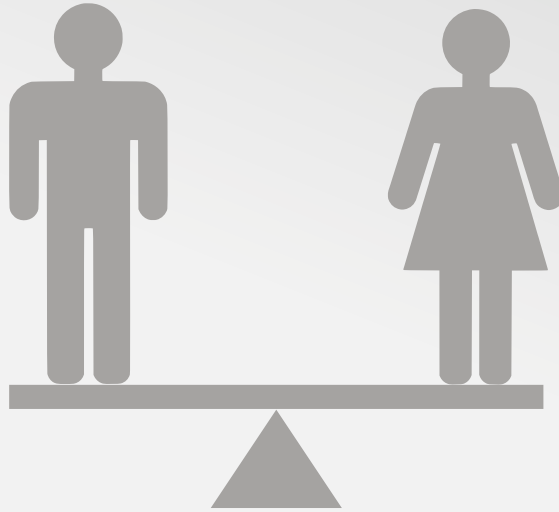
Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
Programme 6: Renforcement des mesures de protection et de résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et la participation dans la construction de la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble	Proportion de femmes et filles bénéficiaires de la réponse humanitaire	%	13368 enfants réfugiés (7413 filles et 5955 garçons) 44796 enfants déplacés internes (28021 filles et 16775 garçons);	Au moins 50%	Au moins 80%		MINAT MINPROFF MINAS MINEPAT Acteurs humanitaires	MINAT	An
				Au moins 30%		National	MINAT MINPROFF MINAS MINDEF DGSN CNDDR CNPBM MINEPAT MINREX	MINPROFF	An
Action 6.1. : Protection des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires	Nombre de femmes bénéficiaires des mesures de protection post catastrophe	nb	AD	+1000.000	+2000.000	National	MINAT MINPROFF MINAS MINEPAT Acteurs humanitaires	MINAT	An
				AD	AD	Par zone humanitaire			

Indicateurs de performance												
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte			
				2025	2030							
Action 6.2. : Renforcement des moyens de subsistance pour la résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires	Nombre de femmes réfugiées, déplacées internes et retournées bénéficiaires d'un soutien pour le développement des AGR	nb	AD	+1000.000	+1000.000	National	MINAT MINPROFF MINAS MINJEC MINEPAT Acteurs humanitaires	MINAT	Périodique An			
										AD	AD	Par zone humanitaire
Action 6.3. : Promotion du genre dans les processus de réponse humanitaire, de prévention, de résolution des conflits et de construction de la paix.	Proportion de projets avec la Notation 3 du GAM	%	AD	80%	100%	National	Acteurs humanitaires	MINPROFF	Périodique An			
										AD	AD	Par région
Programme 7 : Renforcement du cadre institutionnel et institutionnalisation du genre comme un principe directeur de bonne gouvernance dans les politiques et réformes publiques	Taux de mise en œuvre du PAN 1325	%	AD	Au moins 75%	Au moins 85%	National	MINPROFF	MINPROFF	An			
										50%	100%	National
										Proportion de mécanismes de promotion du genre fonctionnels	%	AD
Proportion de CTD disposant budget genre sensibles	Proportion de CTD disposant budget genre sensibles	%		CTD : 25%	CTD :50%	Par Région	MINFI MINEPAT MINPROFF MINDDEVEL	MINFI MINEPAT MINEPAT MINDDEVEL				

ANNEXE

Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
Programme 7 : Renforcement du cadre institutionnel et institutionnalisation du genre comme un principe directeur de bonne gouvernance dans les politiques et réformes publiques		%	AD	AD	AD	Par commune			
	Proportion de ministères sectoriels disposant de CDMT genre sensibles	%	AD	AD	AD	National	MINFI MINEPAT MINPROFF	MINFI MINEPAT	
	Proportion de ministères sectoriels disposant de PPA genre sensibles	%	AD	50%	100%	National	MINFI MINEPAT MINPROFF	MINFI	An
	Nombre de rapports genre élaborés et présentés au parlement	nb	1	5	10	National	MINFI MINEPAT MINPROFF Ministères pilotes Parlement	MINFI	An
Action 7.1 : Promotion du genre pour un changement de comportements en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes	Nombre de leaders conduisant des activités spécifiques sur le genre	nb	AD	AD	AD	National	MINPROFF OSC	MINPROFF MINAT	An
Action 7.2 : Soutien à l'institutionnalisation de la Budgétisation sensible au Genre dans toutes les administrations publiques au niveau national et local	Proportion d'administrations publiques intégrant l'approche BSG	%	AD	50%	100%	National	MINFI MINEPAT MINPROFF	MINFI	An
	Proportion des CTD intégrant l'approche BSG	%	AD	25%	50%	Par Région	MINFI MINEPAT MINPROFF MINDDEVEL	MINFI MINEPAT MINDDEVEL	An

Indicateurs de performance									
Libellé orientation PNG	Intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en oeuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
		%	AD	AD	AD	Par commune			
Action 7.3 : Restructuration du dispositif institutionnel en matière de genre	Proportion d'administrations publiques ayant un dispositif interne genre fonctionnel	%	AD	25%	50%	National	MINFOPRA MINPROFF	MINFOPRA	An
Action 7.4 : Accompagnement des administrations publiques nationales et locales en matière d'intégration du genre	Proportion des stratégies sectorielles genre sensible	%	AD	50%	100%	National	MINPROFF	MINPROFF	An
Action 7.5 : Amélioration de la production et l'utilisation des statistiques de genre	Proportion d'indicateurs de la liste minimale des indicateurs de genre de l'Union Africaine disponibles et actualisés	%	AD	70%	100%	National	Système statistique National INS BUCREP MINPROFF	INS	An



Annexes 2

**Cartographie des activités sensibles au genre
suivant les programmes budgétaires**

LISTE ACTIVITES SENSIBLES AU GENRE DU MINEDUB PAR PROGRAMME ET PAR ACTION

Programme	Action	Activité	Tâche	Budget	Déterminant
P 101 : développement du préscolaire	Action 02 : amélioration de l'offre préscolaire publique	Implémentation du plan de supervision pédagogique dans les structures de l'enseignement maternel publique	Toute les tâches	62 320	Amélioration de la qualité de l'enseignement donné par les enseignantes compte tenu de leur prédominance dans le préscolaire. Les indicateurs sont sexo-désagregés
	Action 01 : renforcement de l'offre d'éducation au cycle primaire	Création, conformément à la carte scolaire, la gestion, l'équipement, l'entretien et la maintenance des écoles maternelles et primaires et des établissements périscolaires de la commune	Toutes les tâches	149 615	En améliorant les infrastructures d'accueil le genre est pris en compte notamment au niveau des toilettes De l'augmentation d'infrastructures favorise l'accroissement le pourcentage de filles dans l'achèvement du primaire, notamment dans les ZEP
P 102 : universalisation du cycle primaire		Suivi des Projets d'Investissement Public (BIP)	Toutes les tâches	1 023 956	
		Réhabilitation des salles de classe des Ecoles primaires Publiques	Toutes les tâches	545 000	
		Construction et Equipement des salles de classe dans les EP	Toutes les tâches	299 200	
	Action 03 : soutien à la scolarisation de la jeune fille	Promotion de l'équité	Toutes les tâches	150 000	Cette action permet d'augmenter le pourcentage des filles qui achèvent le primaire
	Action 04 - renforcement de l'éducation inclusive dans le cycle primaire	Education de la jeune fille	Toutes les tâches	200 000	Elle permet d'accroître le nombre d'élèves filles à besoins éducatifs spéciaux inscrits dans les EP
		Développement de l'approche inclusive dans les écoles primaires	Toutes les tâches	115 312	

ANNEXE

Programme	Action	Activité	Tâche	Budget	Déterminant
P 103 - alphabétisation	Action 01 - alphabétisation classique et fonctionnelle des populations	Renforcement des programmes d'alphabétisation afin de valoriser le capital humain en général et en particulier celui des femmes	Toutes les tâches	15 500	Accroître la population homme/femme dans les centres d'alphabétisation formelle (CAF)
	Action 03 - renforcement de la promotion des langues nationales	Suivi-évaluation des activités des écoles expérimentales en langues nationales	Toutes les tâches	56 000	Renforcer l'utilisation des langues nationales chez les apprenants hommes/femmes
P 104	Action 03 - amélioration du système d'information statistique	Collecte et traitement des données Statistiques	Toutes les tâches	229 500	Permet d'avoir les données statistiques sur le genre
		Traitement et production des outils d'aide à la décision	Toutes les tâches	3 289 000	
	Total			6 135 403	

LISTE ACTIVITES SENSIBLES AU GENRE DU MINESEC PAR PROGRAMME ET PAR ACTION

Programme	Action	Activité	Tâche	Budget	Déterminant
Programme 105 : renforcement de l'accès aux enseignements secondaires	Action 01 : développement des infrastructures scolaires	Construction de salles de classe clés en main	Construction d'un bloc administratif R+1 au CETIC DE BIMBIA	95 000	Contribue à la scolarisation de la jeune fille en luttant contre le phénomène d'abandon
			Construction d'un bloc pédagogique de 08 salles de classes +04 bureaux et 04 toilettes en R+1 au LB DE LIMBE DANS LE SUD -OUEST	90 000	

Programme	Action	Activité	Tâche	Budget	Déterminant
Programme 106 - amélioration de la qualité de l'éducation et de la vie en milieu scolaire dans le sous- secteur des enseignements secondaires	Action 01 - amélioration de l'action pédagogique	Systématisation de l'encadrement et de la formation continue des inspecteurs, des enseignants et des responsables administratifs	Toutes les tâches	752 000	Réduire les écarts dans la formation continue des inspecteurs, enseignantes et responsables administratifs
		Amélioration des apprentissage des élèves filles et garçons en Maths à travers le projet AIMS	Contribution du MINESEC relative à la formation des enseignants et enseignantes de mathématiques et à la sensibilisation des chefs d'établissement dans le cadre du partenariat MINESEC-AIMS	20 000	Encourager les jeunes filles à s'orienter vers les filières scientifiques
Programme 107 - gouvernance et appui institutionnel dans le sous secteur enseignements secondaires	Action 03 - amélioration des conditions de travail et de vie en milieu scolaire	Renforcement de l'encadrement et du suivi évaluation des personnels (enseignants, élèves professeurs, élèves maîtres)	Toutes les tâches	925 000	Réduire les écarts dans l'encadrement et le suivi-évaluation des personnels (enseignants, élève- professeurs ; élèves-maîtres)
		Amélioration des conditions et du cadre de travail des enseignants et enseignantes et élèves filles et garçons	Construction d'une clôture au LYCEE DE LAMAL POEGUE PHASE 2	110 969	Sécurisation des espaces scolaires pour la lutte contre les violences en milieu scolaires (grosseesse des filles, consomme des stupéfiants...)
	Action 02 - renforcement de la planification et de la coopération au minesec	Actualisation des données statistiques et de la carte scolaire	Actualisation des données statistiques et de la carte scolaire	85 000	Document permettant de ressortir les inégalités d'accès à l'école entre la jeune fille et le jeune garçon

Programme	Action	Activité	Tâche	Budget	Déterminant
Programme 112 - intensification de la professionnalisation et optimisation de la formation dans le sous secteur des enseignements secondaires	Action 01 - renforcement de l'offre de formation professionnalisante	Construction et équipement des Lycées Professionnels	Toutes les tâches	7 935 000	Permettre de contribuer à un des objectifs de la SND30 (30% des élèves accédant à l'enseignement secondaire intégreront les filières techniques et professionnelle).
	Action 02 - développement de la culture entrepreneuriale en milieu scolaire	Mise en place des incubateurs de micro-entreprises dans les établissements secondaires techniques	Appui aux projets d'établissement et aux incubateurs		250 000
		Mise en place des programmes d'initiation à l'entrepreneuriat	Implantation et suivi-évaluation des programmes d'initiation à l'entrepreneuriat	7 000	nécessité d'un accroissement de l'offre en établissement et infrastructure dans le secondaire et dans l'enseignement technique en particulier. Amélioration de la qualité de la formation à travers les stages des élèves en entreprises et la mise en place des mini incubateurs
		Organisation des journées portes ouvertes	Organisation et supervision des Journées Portes Ouvertes de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel (JPO/ESTP)	75 000	
			Organisation et supervision des Journées Portes Ouvertes de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel par l'IP-OVS	5 000	

Programme	Action	Activité	Tâche	Budget	Déterminant
		Organisation et suivi-évaluation des stages en entreprises et la formation en alternance des apprenants	Organisation et suivi-évaluation des stages en entreprises et la formation en alternance des spécialités des techniques industrielles	19 000	
			Organisation solennelle de la cérémonie de remise des attestations de fin de stages en entreprise aux enseignants de l'ESTP	10 000	
			Organisation et suivi-évaluation des stages en entreprises et la formation en alternance des Sciences et Technologies du Tertiaire	16 000	
Total				10 583 969	

LISTE ACTIVITES SENSIBLES AU GENRE DU MINAS PAR PROGRAMME ET PAR ACTION

Programme	Action	Activité	Tache	budget
Programme 070 : protection sociale de l'enfance	Action 01 : promotion des initiatives du développement de la petite enfance(dpe)	Assistance éducative aux enfants des communautés autochtones, en particulier chez la jeune fille	toutes les taches	84100
		prise en charge des enfants des filles et garçons vulnérables dans les institutions pour l'éveil précoce	toutes les taches	73500
		éducation parentale orientée vers le plein épanouissement des enfants	toutes les taches	70500
		lutte contre la consommation de la drogue en milieu scolaire et extrascolaire	toutes les taches	61750

Programme	Action	Activité	Tache	budget	
Programme 071 : protection sociale des groupes a vulnérabilités spécifiques et solidarité nationale	Action 02 : prevention des inadaptations sociales et renforcement de la protection speciale de l'enfant	Prévention du handicap et des maladies invalidantes chez l'enfant	toutes les taches	25100	
		suivi des enfants filles et garçons ayant besoin des mesures spéciales de protection	toutes les taches	736450	
	Action 03 : renforcement de la readaptation et accompagnement a l'insertion et reinserion de l'enfant vulnérable inadapté	Assistance éducative des mineurs filles et garçons inadaptés sociaux	toutes les taches	172500	
		appui à l'insertion scolaire des enfants handicapés et indigents	appui à l'insertion scolaire des enfants handicapés et indigents	3000	
	Action 01 : protection sociale des personnes handicapées	Sensibilisation des familles et des communautés pour la scolarisation de l'enfant handicapé		3000	
		Octrois des frais de participations aux examens et d'éducation spéciale aux enfants vulnérables		8000	
		Prise en charge holistique des pensionnaires du RIB de Buea		19500	
		Prise en charge holistique des pensionnaires du Bobine d'Or d'Ekounou		8000	
	Action 02 : assistance publique en faveur des personnes âgées	Amélioration de la santé et du bien-être des personnes âgées hommes et femmes		toutes les taches	20900
		Action 03 : inclusion sociale des populations et communautés autochtones	Opérationnalisation du dispositif institutionnel de protection des populations autochtones vulnérables	Appui aux fonctionnements du foyer communautaire Baka de Mintoum	6500
Suivi et coordination des activités des partenaires en matière de promotion des droits et d'inclusion socio économique des PAV				6500	

Programme	Action	Activité	Tache	budget
Programme 071 : protection sociale des groupes a vulnerabilites specifiques et solidarite nationale		promotion de la participation des hommes et femmes issus des peuples autochtones à la vie publique et aux instances de prise de décisions	toutes les taches	16000
	Action 04 : assistance aux individus, groupes et communautés a vulnerabilites conjoncturelles	Mobilisation communautaire et accompagnement psychosocial des personnes affectées et infectées par le COVID-19	toutes les taches	52300
		accompagnement psychosocial des personnes déplacées et réfugiées hommes et femmes du fait des crises sécuritaires	toutes les taches	305000
		gestion sociale des flux migratoires	toutes les taches	225000
	Action 05 : promotion de l'action sociale en faveur des psv	Mise en œuvre des programmes de transferts sociaux en faveur des hommes et femmes socialement vulnérables et des structures d'encadrement des PSV	toutes les taches	77000
		mise en place du Registre Social Unifié du Cameroun (RESUC)	toutes les taches hors FINEX	233000
		participation à la gestion et à l'entretien des centres de promotion et de réinsertion sociale par les CTD	toutes les taches	217000

LISTE ACTIVITES SENSIBLES AU GENRE DU MINAS PAR PROGRAMME ET PAR ACTION

Programme	Action	Activité	Tache	Budget	
Programme 045: prevention de la maladie	Action 01 : prevention des maladies transmissibles	Acquisition et distribution des MILDA hors FINEX	Administration du TPI contre le paludisme aux femmes enceintes lors des consultations prénatales	14420	
	Action 02 : surveillance et reponse aux maladies a potentiel epidemique, aux zoonoses et evenements de sante publique		Activités de vaccination des enfants contre la tuberculose et l'hépatite virale B	Acquisition et distribution des MILDA aux enfants de 0 à 11 mois lors des vaccinations	8000
			Offre du Conseil, du dépistage volontaire chez les femmes enceintes (FEC) et les nouveau-nés exposés au VIH	Contribution de l'Etat au Programme National de Lutte contre le Paludisme (FCP)	2500000
	Action 03 : prevention de la transmission mere-enfant du vih et sante maternelle, neonatale infantile des adolescents		toutes les taches	toutes les taches	15000
			renforcement de la prévention du diabète, de l'hypertension artérielle et des autres MCNT	toutes les taches	15000
			offre du Conseil et du dépistage volontaire du VIH chez les jeunes et toute personne ignorant son statut sérologique	Campagnes de dépistage du diabète	0
			Renforcement de la prévention et de la lutte contre le cancer	Célébration de la journée mondiale de lutte contre l'Hypertension Artérielle (HTA)	5000
	Action 04 : prevention des maladies non transmissibles			Célébration de la journée mondiale de lutte contre le diabète	5000
				toutes les taches	23000
				Réactivation des registres du cancer	10000
				validation du document de politique et du guide pour le dépistage des cancers	8000
				Campagne de dépistage du cancer du sein (octobre rose)	7000
			sensibilisation des professionnels de santé sur le dépistage du cancer du col par la méthode VIA/VILI	7000	

Programme	Action	Activité	Tache	Budget
			organisation d'une campagne de sensibilisation et de masse sur les cancers les plus fréquents	10000
			Célébrations des journées camerounaises/mondiales de santé	100000
			Organisation de la journée mondiale des toilettes	0
			Commemoration de la Journée Mondiale de Lutte contre le Paludisme au niveau Central et regional	17000
			Organisation de la journée mondiale du lavage des mains	0
		Commemoration des journées internationales de santé	Organisation de la journée mondiale de lutte contre la Tuberculose	5000
			Commemoration de la journée internationale de la lutte contre le trafic de la drogue	5000
			Commemoration de la journée internationale de lutte contre les fistules obstétricales	3000
			Organisation du mois de la prématurité	2000
			Organisation de la semaine africaine de la vaccination	3000
		communication pour le changement de comportement	toutes les taches	37251
		renforcement des capacités et du cadre de référence en santé mentale	Formation des prestataires de santé homme et femme non spécialistes a l'utilisation des algorithmes et module de santé mentale	5000
			production de supports de Sensibilisation des jeunes garçons et filles ainsi que des hommes et femmes contre la consommation de l'alcool et du tabac	5476
		Renforcement de l'offre de service en SRA de qualité	toutes les taches	24511
		Vulgarisation de l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC)	toutes les taches	45000
		Action 01 : renforcement des comportements favorables a la sante		
		Action 02 : renforcement de la planification familiale et promotion de la sante de l'adolescent		
		Action 03 : amelioration du milieu de vie des populations		
Programme 046 : promotion de la sante et nutrition				

Programme	Action	Activité	Tache	Budget	
Action 03 : amélioration du milieu de vie des populations	Action 04 : renforcement de la participation communautaire et institutionnelle	Raffermissment des capacités des acteurs en communication de masse et en sensibilisation de proximité sur le problème d'abus des drogues et des toxicomanies	toutes les taches	26103	
	Action 05 : promotion des bonnes habitudes alimentaires et nutritionnelles	Mettre en place un système de surveillance nutritionnelle	toutes les taches	21107	
		renforcer les comportements favorables à une nutrition saine diversifiée et sécurisée tout au long du cycle de vie	toutes les taches	19500	
Programme 047 : renforcement du système de santé	Action 06 : offre infrastructurales et équipements des formations sanitaires	Renforcement de l'offre en infrastructure des FOSA de 1 ^{ère} et 2 ^{ème} catégories	Renforcement de la ligne électrique sur le site du Projet de construction et équipement Centre Hospitalier Universitaire de Dschang (CHUR)	0	
		Renforcement de l'offre en infrastructure des FOSA de 4 ^{ème} , 5 ^{ème} et 6 ^{èmes} catégories	Maintenance des équipements d'imagerie médicale des CHR, HC et HR	Maintenance des équipements d'imagerie médicale des CHR, HC et HR	1387251
			Maintenance des équipements de laboratoires, de ventilations et monitorages des CHR	Maintenance des équipements de laboratoires, de ventilations et monitorages des CHR	967459
			Contribution de l'Etat au projet de renforcement du système national de transfusion (PRESYNAT)	Contribution de l'Etat au projet de renforcement du système national de transfusion (PRESYNAT)	229630
			Interventions spéciales du Ministre pour équipement des formations sanitaires	Interventions spéciales du Ministre pour équipement des formations sanitaires	500000
			Interventions spéciales du ministre pour construction / réhabilitation des Formations sanitaires	Interventions spéciales du ministre pour construction / réhabilitation des Formations sanitaires	500000
			Actualisation des plans types et normes de construction des FOSA et autres infrastructures sanitaires	Actualisation des plans types et normes de construction des FOSA et autres infrastructures sanitaires	30000
			Contribution de l'Etat au projet d'appui à la santé maternelle néonatale et infantile(PASMNI)	Contribution de l'Etat au projet d'appui à la santé maternelle néonatale et infantile(PASMNI)	130266
			Contribution de l'Etat au projet d'appui au renforcement des services de soins de santé primaires et secondaire PARSS	Contribution de l'Etat au projet d'appui au renforcement des services de soins de santé primaires et secondaire PARSS	100000
			Contribution de l'Etat au projet d'élimination de la transmission du VIH et du sida de la mère a l'enfant (PESVISIDANE)	Contribution de l'Etat au projet d'élimination de la transmission du VIH et du sida de la mère a l'enfant (PESVISIDANE)	178000

Programme	Action	Activité	Tache	Budget
			Contribution de l'Etat au Projet d'appui au renforcement des services de soins de santé primaire et secondaire (FCP)	170000
	Action 08 : amélioration de la protection contre le risque financier en santé	Implémentation de la phase 1 de la CSU	Toutes les taches hors RT et transferts et subventions	33760581
		mise en place d'un plan communication suffisant pour une adhésion massive à la CSU	toutes les taches	183952
	Action 01 : mise en oeuvre des interventions curatives a haut impact chez la mere, le nouveau-ne, l'enfant et l'adolescent	Renforcement de l'offre de l'accouchement assisté	toutes les taches	53161
		projet de Renforcement de la Performance du Système de Santé (volet prise en charge des cas)	toutes les taches	5000
	Action 01 : mise en oeuvre des interventions curatives a haut impact chez la mere, le nouveau-ne, l'enfant et l'adolescent	Mise en oeuvre des projets de financements innovants pour le renforcement du système de santé (volet mère-enfant)	toutes les taches	20000
Programme 048 : prise en charge des cas	Action 02 : prise en charge des urgences et des catastrophes et crises humanitaires	Prise en charge des événements de santé publique et des catastrophes	toutes les taches hors salaire	3388400
	Action 03 : prise en charge du vih/sida, tuberculose, ist et hepatites virales	Prise en charge des personnes vivantes avec le VIH (PVIH)	toutes les taches hors FINEX	6998119
	Action 04 : prise en charge du paludisme	Renforcement de la chaine d'approvisionnement en intrants pour la prise en charge du paludisme	toutes les taches	71000
	Action 05 : prise en charge des maladies chroniques non transmissibles (mcnt)	Renforcement de la prise en charge des cas de Cancer	toutes les taches	24000

LISTE ACTIVITES SENSIBLES AU GENRE DU MINEPIA PAR PROGRAMME ET PAR ACTION

Programmes	Actions	Activités	Taches	Budget	Déterminants
Programme 053 - développement des productions et des industries animales	Action 2 Amélioration de la productivité et de la production de la filière porcine	Soutien et accompagnement des producteurs hommes et femmes et agro-industries	FCP-Projet de Développement des chaînes de Valeurs d'élevage et de la Pisciculture au Cameroun(PD-CVEP)	600 000	il permet de capter le nombre d'hommes et de femmes qui seront appuyés dans le développement de la chaîne de valeur.
	Action 03 - Amélioration de la productivité et de la production de la filière avicole	Construction et équipement des infrastructures d'élevage de volailles	Acquisition des incubateurs, Acquisition de poulaillers améliorés métalliques (Sud et Nord)	25 000 25 000	Il s'agit d'acquérir des incubateurs pour faciliter la production des poussins d'un jour à partir des œufs incubés au seins des associations des femmes
			Appui en intrants pour l'élevage des poulets au profit des femmes (AFEMEPIA Centre)	3 650 000	A la fin du programme, les producteurs avicoles(hommes et femmes) auront les intrants subventionnés à hauteur de 30 pour cent du cout d'achat à la base
		-Soutien et accompagnement des producteurs hommes et femmes ainsi que agro-industries de la filière volaille	APPUI BUDGETAIRE- Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole du Cameroun (PARPAC) pour la subvention des aviculteurs en aliments pour poulets de chair	60 000	Ca consistera à former et de structurer techniquement les membres de l'interprofession avicole du Cameroun sur le mécanisme d'appui aux bénéficiaires

Programmes	Actions	Activités	Taches	Budget	Déterminants
Programme 053 - développement des productions et des industries animales			APPUJ BUDGETAIRE- Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole du Cameroun (PARPAC) pour le renforcement des capacités structurelle et technique de l'IPAVIC sur les mécanismes d'appui et de suivi des bénéficiaires		
	Action 05 - amélioration de la productivité et de la production des autres filières d'élevages (élevage des équins et des asins, apiculture, élevages non conventionnels et des animaux de	3105305C001 - Développement d'une production de miel et des produits de la ruche de qualité	Acquisition du matériel apicole de production destiné aux apiculteurs hommes et femmes	15 000	Appui aux apiculteurs en ruche pour la production du miel
		3105306C001 - Développement de la production fourragère	Acquisition des équipement de production de fourrage au profit des éleveurs laitiers	95 000	Achat d'un tracteur destiné à l'appui des producteurs à la productions des fourrages A l'effet de faciliter la charge de travail
Programme 057 - développement des productions halieutiques			5831100448 - Acquisition des broyeurs de tiges au profit des éleveurs laitiers	15 000	Achats des broyeurs des tiges au profit des éleveurs destiné à une meilleure qualité de l'alimentation des ruminants
	Action 01 - maîtrise de la production des pêches de captures	3105701C001 - Acquisition du matériel et des équipements de pêche au profit des hommes et femmes	- Acquisition des Pirogues de pêches en appui aux communautés de pêcheurs	90 000	Achats des pirogues au profit des pêcheurs destiné à la capture du poisson
		3105701C003 - Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures de pêche	- Construction des halls de mareyage pour la valorisation des produits de la pêche	250 000	Construction des hall de ventes de poisson au profit des femmes facilitant l'écoulement du poisson sur le marché
	Action 03 - appui conseils aux acteurs	- Facilitation de l'accès des hommes et des femmes aux financements	5731100051 - Contribution de l'Etat- Projet de Développement de l'Entreprenariat Aquacole (PDEA)	300 000	Développement de l'aquaculture en mettant à disposition des intrants de qualité pour accroître la production du poisson de table (formation, ligne de crédits, matériel divers)

Programmes	Actions	Activités	Taches	Budget	Déterminants
Programme 059 - gouvernance et appui institutionnel dans le sous secteur élevage, peches et industries animales	Action 02 - planification et gestion budgétaire	- Réalisation des études stratégiques au niveau du sous-secteur EPIAH	Manuel guide de subvention ; dépliant et les affiches	45 000	Encadrement et suivi des bénéficiaires à la bonne exécution des activités du projet
		actualisation des outils de planification et de programmation sensible à la BSGE	Actualisation des documents de planification et de programmation	5 000	Production des documents budgétaires sensible au genre
		collecte et analyse des statistiques administratives désagrégés du sous-secteur EPIAH par sexe et par Age		5 000	Production de données sexodésagrégée du MINEPIA
		mise en place des bases de données genre sensible dans le sous-secteur-EPIAH	5831 F33668 - APPUI BUDGETAIRE-Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole du Cameroun (PARPAC) pour le Développement d'une base de données des acteurs de la chaîne des valeurs de la filière avicole	25 000	Analyse situationnelle du sous-secteur élevage ,pêche et industrie animale
	Promotion de la sécurité sociale, de la vie associative et culturelle	- Célébration de la journée internationale de la femme (JIF)	15 000	Cadre de réflexion pour la promotion des droits de la femme	
	Action 04 - gestion des ressources humaines	- Promotion du genre et lutte contre les IST/VIH/SIDA/ COVID-19	5 000	Prise en compte du genre dans les activités concourant à la sensibilisation des IST/VIH/SIDA/ COVID-19	
		Participation à la Journée de la Femme Rurale	10 000	Promotion des activités des femmes rurales	
Total				5 235 000	

LISTE ACTIVITES SENSIBLES AU GENRE DU MINEPAT PAR PROGRAMME ET PAR ACTION

Programme	Action	Activité	Tache	Budget
Programme 019 : planification strategique et aménagement durable du territoire	Action 01 : appui et suivi des actions de developpement regional et local	Suivi de la mise en œuvre des programmes et projets de développement hors FINEX et transferts et subventions	Appui budgétaire au projet Filets Sociaux	2075000
			Fonds de contrepartie en dépenses réelles du projet Filets Sociaux	698000
			Acquisition de matériel au profit des GIC, ONG et Associations	100000
			Mise en oeuvre du Programme Agropoles (Ressources d'investissement)	150000
	Action 04 : renforcement de la dimension population dans les plans et programmes de developpement	Renforcement de la prise de conscience nationale sur les interrelations entre population et développement	Accompagnement des projets des GIC, ONG et Associations	100000
			Contribution de l'Etat en taxes et droit de douane du PERIZ-MAÏSMANIOC	50000
	Action 04 : renforcement de la dimension population dans les plans et programmes de developpement	Suivi des activités des institutions sous-tutelles dans le domaine de la population et du développement	Appui en investissement du Sous-programme de Réduction de la Pauvreté à la Base-Phase II	50000
			Organisation des festivités marquant la Journée Mondiale de la Population	40000
			Suivi et recette de la Revue à mi-parcours des Objectifs de Développement Durable (ODD)	4500
			Coordination des activités de planification des services sociaux et des ressources humaines de la Nation et suivi des questions de population et de genre	34450
		Projet « Intégration des questions de population dans les politiques et stratégies de développement » du 8 ^{ème} Programme de Coopération Cameroun/UNFPA	Fonds de Contrepartie du Projet "Intégration des questions de population dans les politiques et stratégies de développement" du 8 ^{ème} Programme de Coopération Cameroun/UNFPA	15000

Programme	Action	Activité	Tache	Budget
Programme 022 : appui à la transformation structurelle pour l'accélération de la croissance	Action 01 : renforcement de la surveillance économique et de la veille stratégique	Appui à la mise en oeuvre des activités de l'INS	Réalisation de la 5ème Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM 5)	50000
			Accompagnement de toutes les administrations à l'élaboration des CDMT 2024-2026 (EPA CTD)	10000
	Action 04 : renforcement de l'efficacité de la programmation et de la budgétisation des projets d'investissements publics	Programmation des dépenses	Organisation des conférences élargies de programmation et de performance associée	60000
			Validation technique des CDMT initiaux 2024-2026 des administrations, des EPA et CTD	10000
	Action 05 : suivi, évaluation et contrôle de l'exécution du budget d'investissement public	Préparation , élaboration et diffusion du budget d'investissement	Organisation des conférences budgétaires	50000
Programme 023: renforcement du partenariat au développement et de l'intégration régionale	Action 03 : amélioration de l'efficacité du partenariat au développement	Evaluation et audits de la dépense	Révue des activités des administrations publiques	10000
		Mise en oeuvre du Programme de Coopération Cameroun-UNICEF 2022-2026: Volet Nutrition	Contribution de l'Etat pour le Programme de Coopération Cameroun UNICEF 2022-2026: Volet Nutrition	106894

LISTE ACTIVITES SENSIBLES AU GENRE DU MINDEVEL PAR PROGRAMME ET PAR ACTION

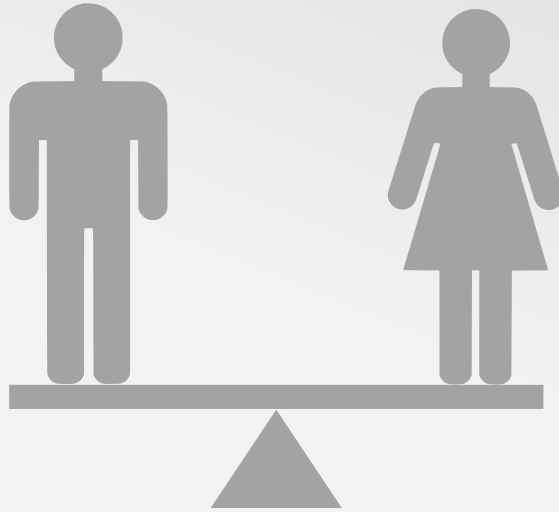
Programme	Action	Activité	Tache	Budget
Programme 099 : approfondissement du processus de décentralisation	Action 03 : modernisation de la gestion des ressources humaines des cid	Finalisation et actualisation du fichier genre sensible du personnel des CTD	Finalisation de la base des données du personnel des CTD avec celles du Nord-ouest et du Sud-ouest	31 000
			Analyse statistique de l'approche genre sensible du fichier du personnel des CTDs	2 000
	Action 03 : gestion des ressources humaines	Formation Continue des Personnels et Développement des Ressources des hommes et des femmes exerçant au MINDEVEL	Analyse statistique de l'approche genre des personnels ayant bénéficiés d'au moins une session de formation au cours de l'année de référence RT	1000

LISTE ACTIVITES SENSIBLES AU GENRE DU MINFI PAR PROGRAMME ET PAR ACTION

Programme	Action	Activité	Tache	Budget
Programme 034 : gestion budgétaire de l'état	Action 02 : preparation du budget de l'etat	Finalisation des projets de loi de Finances	Elaboration de l'annexe budgétaire sensible au genre	3 920
			Saisine des administrations pour les contributions à la Circulaire Présidentielle relative à la préparation du budget de l'Etat 2024	7 540
		Élaboration de la circulaire présidentielle sur la préparation du budget	Relecture de l'avant-projet de la circulaire Présidentielle relative à la préparation du budget de l'Etat 2024 et s'assurer d'un volet relatif à la prise en compte du Genre	7 540
			Lancement de la préparation du budget de l'Etat 2024	7 550
		Élaboration de la loi de règlement	Arrimage des formats des PPA et RAP des à la BSG et élaboration du guide de rédaction des RAP par programme	7 030
			Accompagnement des administrations dans le cadre de l'élaboration des RAP 2022 et du renforcement de leur capacités à la BSG	7 030
			Organisation des conférences d'examen des RAP 2022	7 053
		Préparation du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)	Saisine des administrations pour la mise à disposition des contributions au DPEB 2024-2026	6 030
			Relecture de l'avant projet de DPEB 2024-2026 en s'assurant de la prise en compte des contributions des administrations sur le prisme genre	6 030
			Elaboration de la mise en oeuvre des recommandations du DOB de l'exercice budgétaire 2023	6 030
Conférence de budgétisation	Opérations d'ouverture et de clôture de l'exercice budgétaire	Préparation des conférences budgétaires	5 600	
		Lancement du budget pour le compte de l'exercice 2024	376 971	
Action 04 : controle budgetaire	Elaboration de la Circulaire d'exécution du budget 2024 en y insérant un volet relatif au genre	7 740		
Action 06 : suivi des entreprises et etablissements publics, des CTD et des OI	Suivi et accompagnement des CTD et du secteur privé	Elaboration de la lettre-circulaire conjointe MINFI/MINDEVEL relative à la préparation des budgets des CTD pour le compte de l'exercice 2024 en y insérant un volet relatif à la prise en compte du genre	2 420	

ANNEXE

Programme	Action	Activité	Tache	Budget
Programme 034 : gestion budgétaire de l'état	Action 06 : suivi des entreprises et établissements publics, des CTD et des OI	Suivi et accompagnement des CTD et du secteur privé	Elaboration et vulgarisation de la Lettre- Circulaire relative à l'exécution, au suivi et au contrôle de l'exécution des budgets des CTD auprès de toutes les CTD pour l'exercice 2024 en y insérant un volet relatif à la prise en compte du genre	2 420
	Action 08 : pilotage et coordination du programme 034	Pilotage et coordination du programme 034	Accompagnement des CTD à la maîtrise de l'endettement et à la prise en compte du genre dans leur budget	2 440
Programme 092 : gouvernance et appui institutionnel	Action 02 : planification et gestion budgétaire	Suivi de l'exécution du budget du MINFI	Etude sur la prise en compte du genre au sein du Programme 034	6 900
	Action 04 : gestion des ressources humaines	Mise en oeuvre du plan de formation	Etude sur l'application de l'approche genre au MINFI	51 000
			Elaboration et mise en oeuvre du plan de formation sur le prisme genre	32 000



Annexes 3

**Résultat de l'application du
marqueur genre**

Analyse genre des programmes budgétaires dans les CDMT 2024-2026 et les PPA 2024 des 10 ministères pilotes

Programme	Prise en compte du genre dans l'analyse sous-secteur et la stratégie programme	Objectifs du programme, des actions et activités	Actions, activités et tâches	Indicateurs/Extrants	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires
ADMINISTRATION : MINEPIA								
Programme 053-développement des productions et des industries animales	1	1	1	1	1	5	Principal	<p>Le genre est significativement affiché dans la chaîne de résultats des programmes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une analyse situationnelle, selon le genre n'a pas encore été réalisée. Tout de même les aspects genre sont pris en compte dans la présentation des problèmes du secteur. • La plupart des objectifs visent à adresser les inégalités de genre. • Existence de plusieurs activités et tâches genre sensibles ou transformatifs, soutenus par des budgets conséquents, notamment dans les programmes 053 et 057. • Les données et les indicateurs sont suffisamment ventilés par sexe. • Il y a un engagement à suivre et à rendre compte des résultats obtenus en matière d'égalité entre les femmes et les hommes lors de la phase d'évaluation. • Un effort devrait être fait au niveau du programme 055.
Programme 055 - amélioration de la couverture sanitaire des cheptels et de la lutte contre les zoonoses	1	0	0	1	0	2	Passable	
Programme 057 - développement des productions halieutiques	1	1	1	1	1	5	Principal	
Programme 059- Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur élevage, pêches et industries animales	1	1	1	1	0	4	Significatif	
ADMINISTRATION : MINAS								
Programme	Analyse de genre dans le secteur	Objectifs du programme et des actions	Actions, activités et tâches	Indicateurs	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires

Programme	Prise en compte du genre dans l'analyse sous-secteur et la stratégie programme	Objectifs du programme, des actions et activités	Actions, activités et tâches	Indicateurs/ Extrants	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires
Programme 070 : protection de l'enfance	1	1	1	1	1	5	Principal	<p>Le genre est principalement affiché dans la chaîne de résultats des programmes (hormis le programme support).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une analyse situationnelle, selon le genre est en cours. Tout de même les aspects genre sont pris en compte dans la présentation des problèmes du secteur. • La plupart des objectifs visent à adresser les inégalités de genre. • Existence de plusieurs activités et tâches genre sensibles ou transformatifs, soutenus par des budgets conséquents. • Les données et les indicateurs sont suffisamment ventilés par sexe. • Il y a un engagement à suivre et à rendre compte des résultats obtenus en matière d'égalité entre les femmes et les hommes lors de la phase d'évaluation. • Un effort devrait être fait pour renforcer le budget des activités genre du programme support.
Programme 071 : protection sociale des groupes à vulnérabilités spécifiques et solidarité nationale	1	1	1	1	1	5	Principal	
Programme 179 : gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur des affaires sociales	0	0	1	0	0	1	Faible	
ADMINISTRATION : MINSANTE								
Programme	Analyse de genre dans le secteur	Objectifs du programme et des actions	Actions, activités et tâches	Indicateurs	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires

ANNEXE

Programme	Prise en compte du genre dans l'analyse sous-secteur et la stratégie programme	Objectifs du programme, des actions et activités	Actions, activités et tâches	Indicateurs/ Extrants	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires
Programme 045 : prévention de la maladie	1	1	1	1	1	5	Principal	<p>Le genre est principalement affiché dans la chaîne de résultats des programmes (hormis le programme support).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une analyse situationnelle, selon le genre est partiellement réalisée. Tout de même les aspects genre sont pris en compte dans la présentation des problèmes du secteur. • La plupart des objectifs visent à adresser les inégalités de genre. • Existence de plusieurs activités et tâches genre sensibles ou transformatifs, soutenus par des budgets conséquents. • Les données et les indicateurs sont suffisamment ventilés par sexe. • Il y a un engagement à suivre et à rendre compte des résultats obtenus en matière d'égalité entre les femmes et les hommes lors de la phase d'évaluation. • Un effort devrait être fait pour renforcer le budget des activités genre du programme support.
Programme 046 : promotion de la santé et nutrition	1	1	1	1	1	5	Principal	
Programme 047 : renforcement du système de santé	1	1	1	1	1	5	Principal	
Programme 048 : prise en charge des cas	1	1	1	1	0	4	Significatif	
Programme 049 : gouvernance et pilotage stratégique du système de santé	0	0	1	0	0	1	Faible	
ADMINISTRATION : MINESEC								
Programme	Analyse de genre dans le secteur	Objectifs du programme et des actions	Actions, activités et tâches	Indicateurs	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires

Programme	Prise en compte du genre dans l'analyse sous-secteur et la stratégie programme	Objectifs du programme, des actions et activités	Actions, activités et tâches	Indicateurs/ Extrants	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires
Programme 105 : renforcement de l'accès à l'enseignement secondaire	0	1	1	1	0	3	Moyen	
Programme 106 : amélioration de la qualité de l'éducation et de la vie en milieu scolaire dans le sous-secteur des enseignements secondaires	0	0	1	0	1	2	Passable	<p>Le genre est passablement affiché dans la chaîne de résultats des programmes (hormis le programme 107).</p> <ul style="list-style-type: none"> -Une analyse situationnelle, selon le genre n'est pas encore réalisée et les aspects genre ne sont pris en compte dans la présentation des problèmes du secteur. -La plupart des objectifs ne visent à adresser les inégalités de genre. -Existence de plusieurs activités et tâches genre sensibles ou transformatifs, soutenus par de faibles budgets. -Les données et les indicateurs ne sont pas suffisamment ventilés par sexe. -Il y a un engagement à suivre et à rendre compte des résultats obtenus en matière d'égalité entre les femmes et les hommes lors de la phase d'évaluation. -Un effort devrait être fait pour renforcer le budget des activités genre des programmes.
Programme 107 : gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur enseignements secondaires	0	0	1	0	0	1	Faible	
Programme 112 : intensification de la professionnalisation et optimisation de la formation dans le sous-secteur des enseignements secondaires	0	0	1	0	1	2	Passable	
ADMINISTRATION : MINEDUB								
Programme	Analyse de genre dans le secteur	Objectifs du programme et des actions	Actions, activités et tâches	Indicateurs	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires

Programme	Prise en compte du genre dans l'analyse sous-secteur et la stratégie programme	Objectifs du programme, des actions et activités	Actions, activités et tâches	Indicateurs/ Extrants	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires
Programme 101 : développement du préscolaire	1	0	1	0	1	3	Moyen	<p>Le genre est significativement affiché dans la chaîne de résultats des programmes (hormis le programme 104).</p> <ul style="list-style-type: none"> Une analyse situationnelle, selon le genre n'est pas encore réalisée. Tout de même, les aspects genre sont pris en compte dans la présentation des problèmes du secteur. La plupart des objectifs visent à adresser les inégalités de genre. Existence de plusieurs activités et tâches genre sensibles ou transformatifs, soutenus par de budgets conséquents. Les données et les indicateurs sont suffisamment ventilés par sexe sauf pour les programmes 101 et 104. Il y a un engagement à suivre et à rendre compte des résultats obtenus en matière d'égalité entre les femmes et les hommes lors de la phase d'évaluation. Un effort devrait être fait pour renforcer la ventilation des indicateurs par sexe.
Programme 102 : universalisation du cycle primaire	1	1	1	1	1	5	Principal	
Programme 103 : alphabétisation	1	1	1	1	1	5	Principal	
Programme 104 : gouvernance et appui institutionnel du sous-secteur éducation de base	0	0	1	0	1	2	Passable	
ADMINISTRATION : MINPROFF								
Programme	Analyse de genre dans le secteur	Objectifs du programme et des actions	Actions, activités et tâches	Indicateurs	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires

Programme	Prise en compte du genre dans l'analyse sous-secteur et la stratégie programme	Objectifs du programme, des actions et activités	Actions, activités et tâches	Indicateurs/ Extrants	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires
Programme 140 : autonomisation économique des femmes	1	1	1	1	1	5	Principal	<p>Le genre est principalement affiché dans la chaîne de résultats des programmes (hormis le programme support).</p> <ul style="list-style-type: none"> Une analyse situationnelle, selon le genre n'est pas encore réalisée. Tout de même les aspects genre sont pris en compte dans la présentation des problèmes du secteur. La plupart des objectifs visent à adresser les inégalités de genre. Existence de plusieurs activités et tâches genre sensibles ou transformatifs, soutenus par des budgets conséquents. Les données et les indicateurs sont suffisamment ventilés par sexe. Il y a un engagement à suivre et à rendre compte des résultats obtenus en matière d'égalité entre les femmes et les hommes lors de la phase d'évaluation. Un effort devrait être fait pour renforcer le budget des activités genre du programme support.
Programme 141 : promotion sociale de la femme et du genre	1	1	1	1	1	5	Principal	
Programme 142 : développement de la famille et protection des droits de l'enfant	1	1	1	1	1	5	Principal	
Programme 143 : appui institutionnel et gouvernance	0	0	1	0	0	1	Faible	
ADMINISTRATION : MINDEVEL								
Programme	Analyse de genre dans le secteur	Objectifs du programme et des actions	Actions, activités et tâches	Indicateurs	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires

Programme	Prise en compte du genre dans l'analyse sous-secteur et la stratégie programme	Objectifs du programme, des actions et activités	Actions, activités et tâches	Indicateurs/ Extrants	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires
Programme 098 : gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur décentralisation et développement local	1	0	1	0	0	2	Passable	<p>Le genre est passablement affiché dans la chaîne de résultats des programmes (hormis le programme support).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une analyse situationnelle, selon le genre a été réalisée, et les résultats sont capitalisés dans la présentation des problèmes du secteur. • La plupart des objectifs sont neutres et ne visent à adresser les inégalités de genre. • Existence de quelques activités et tâches genre sensibles ou transformatifs, mais avec de faibles budgets. • Les données et les indicateurs ne sont suffisamment ventilés par sexe. • Il y a un engagement à suivre et à rendre compte des résultats obtenus en matière d'égalité entre les femmes et les hommes lors de la phase d'évaluation. • Un effort devrait être fait pour renforcer le budget des activités genre, et améliorer la formulation des objectifs et indicateurs sous le prisme genre.
Programme 099 : approfondissement du processus de décentralisation	1	0	1	0	0	2	Passable	
Programme 100 : promotion du développement local	0	0	0	0	0	0	Non orienté	
ADMINISTRATION - MINEPAT								
Programme	Analyse de genre dans le secteur	Objectifs du programme et des actions	Actions, activités et tâches	Indicateurs	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires

Programme	Prise en compte du genre dans l'analyse sous-secteur et la stratégie programme	Objectifs du programme, des actions et activités	Actions, activités et tâches	Indicateurs/Extrants	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires
Programme 019 Planification stratégique et aménagement durable du territoire	1	0	1	0	1	3	Moyen	
Programme 022 Appui à la transformation Structurelle pour L'accélération de La croissance	0	0	1	0	1	2	Passable	<p>Le genre est passablement affiché dans la chaîne de résultats des programmes (hormis le programme support).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une analyse situationnelle, selon le genre n'a pas encore été réalisée, et les aspects genre ne sont pas pris en compte dans la présentation des problèmes du secteur. • La plupart des objectifs sont neutres et ne visent à adresser les inégalités de genre. • Existence de plusieurs activités et tâches genre sensibles ou transformatifs, avec des budgets conséquents. • Les données et les indicateurs ne sont pas suffisamment ventilés par sexe. • Il y a un engagement à suivre et à rendre compte des résultats obtenus en matière d'égalité entre les femmes et les hommes lors de la phase d'évaluation. • Un effort devrait être fait pour renforcer le genre dans la formulation des objectifs et des indicateurs.
Programme 023 Renforcement du partenariat au développement et de l'intégration régionale	0	0	1	0	1	2	Passable	
Programme 024 Gouvernance et Appui institutionnel du Sous-secteur de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire	0	1	0	0	0	1	Faible	

Programme	Prise en compte du genre dans l'analyse sous-secteur et la stratégie programme	Objectifs du programme, des actions et activités	Actions, activités et tâches	Indicateurs/Extrants	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires
ADMINISTRATION : MINFI								
Programme	Analyse de genre dans le secteur	Objectifs du programme et des actions	Actions, activités et tâches	Indicateurs	Budget	Total	Notation Genre	Commentaires
Programme 031 Mobilisation des recettes fiscales internes non Pétrolières	0	0	0	0	0	0	Non orienté	Le genre est faiblement affiché dans la chaîne de résultats des programmes.
Programme 032 Gouvernance douanière, Protection de l'espace Économique et participation à la sécurité nationale	0	0	0	0	0	0	Non orienté	<ul style="list-style-type: none"> Une analyse situationnelle, selon le genre n'a pas encore été réalisée, et les aspects genre ne sont pas pris en compte dans la présentation des problèmes du secteur. La plupart des objectifs sont genre aveugles et ne visent à adresser les inégalités de genre. Existence de quelques activités et tâches genre sensibles ou transformatifs, mais avec de faibles budgets. Les données et les indicateurs ne sont suffisamment ventilés par sexe. Il y a un engagement à suivre et à rendre compte des résultats obtenus en matière d'égalité entre les femmes et les hommes lors de la phase d'évaluation. Un effort devrait être fait pour renforcer les activités genre y compris leurs budgets, et améliorer la formulation des objectifs et indicateurs sous le prisme genre.
Programme 033 Gestion du trésor public et suivi du secteur financier	0	0	0	0	0	0	Non orienté	
Programme 034 Gestion budgétaire de l'état	0	0	1	0	1	2	Passable	
Programme 092 Gouvernance et appui Institutionnel	0	0	1	0	0	1	Faible	

